

317

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

MAURICE BARDECHE

Vingtième anniversaire



PHILIPPE MEYNIER

Néo-Colonialisme et sécession



ANDRE CHARLIER

Que faut-il dire aux hommes ?



PER ENGDAHL

Les Déclarations du procureur BAUER



JEAN MABIRE

Pierre de Coubertin et l'éducation " totale "



P. H. LEM

Le Cinéma: regards sur le réel

THE UNIVERSITY
OF MICHIGAN
APR 26 1965
PERIODICAL
READING ROOM

RICHARD PATTEE

Professeur à l'Université Laval de Québec

LE PORTUGAL DANS LE MONDE

Pourquoi l'empire portugais se maintient-il?

L'étude historique la plus complète sur les

provinces portugaises dans le monde.

Les Sept Couleurs

Dépôt central : 58, Rue Mazarine, Paris-6^e

Un vol. in-16 jésus, 254 pages 12,00 F

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

	Pages
Maurice BARDECHE : <i>Vingtième anniversaire</i>	3
Philippe MEYNIER : <i>Néo-colonialisme et sécession (II)</i> ..	12
Per ENGDAHL : Les Déclarations du procureur Bauer	20
André CHARLIER : <i>Que faut-il dire aux hommes</i>	16
Pierre FONTAINE : <i>Une monarchie à « corset ortho- pédique »</i>	35
Jean MABIRE : <i>Pierre de Coubertin et l'éducation « totale »</i>	42
CHRONIQUES	
La Chronique de Pierre HOFSTETTER : <i>Paul Rassinier, cet homme honnête</i>	53
La Chronique de Jacques PLONCARD D'ASSAC : <i>Le principe de permanence</i>	57
Les Arts par F.H. LEM : <i>Le Cinéma : regards sur le ciel</i>	60
La Presse d'opposition nationale : <i>L'Europe, nécessité historique ou idée-force ? — Racialisme et racisme. — La Presse et le Concile — Le Budget des grands quotidiens — La Bombe atomique chinoise et la France — Une lettre de l'abbé G. de Nantes — Les Américains au Vietnam</i>	70
Correspondance — Réponse de M. J. B. BARBIER sur la <i>Commune</i> — Observations sur cette réponse, de Liliane ERNOUT, René DAYRAS, Pierre DOMINIQUE	82

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

SIGNATURE :

Prix numéro ordinaire : 2,50 F.

Abonnements. — 1 an : 22 F.

Etranger : 1 an : 27 F.

Propagande : 50 F. et 100 F.

*Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 58, rue Mazarine, Paris-6^e
C.C.P. 65-35-65 Paris*

Maurice BARDÈCHE

AP

20

.D32

N.S.

1965

No, 45-48

Vingtième anniversaire

NOUS voici donc arrivés au vingtième anniversaire de ces mois désastreux de 1945 qui furent ceux de l'écroulement non de la puissance allemande, mais de la puissance détenue depuis vingt siècles par les nations d'Europe. Le monde dans lequel nous vivons est né de ces semaines fatales.

Rien n'a été relevé depuis lors des ruines stratégiques et politiques accumulées à cette époque : la logique de l'écroulement n'a fait au contraire que les accentuer. Après vingt ans, l'Europe est toujours coupée en deux, les troupes russes sont encore sur l'Oder à quelques kilomètres de Hanovre, à deux heures des ponts du Rhin. Les nations d'Occident sont accrochées au bord de la presqu'île Europe comme des naufragés sur un radeau : elles n'ont ni recul pour manœuvrer, ni arrières pour accumuler leurs réserves, l'Europe n'est plus qu'une tête de pont. La France et l'Angleterre ont disparu de la liste des grandes puissances. Les empires qu'elles avaient su maintenir en pleine guerre se sont effondrés après le constat de cette dégradation. Deux Etats mastodontes se sont partagés l'empire du monde, mais l'un des deux ne cesse de reculer devant l'autre. En vingt ans, le camp des puissances occidentales dirigé par les Etats-Unis a perdu l'Asie et la moitié de l'Afrique, son pouvoir est contesté en Amérique du Sud, un coin stratégique est enfoncé avec insolence dans ses murs même, à Cuba : partout le communisme a gagné et les pertes des Etats-Unis dans la guerre froide sont consternantes, elles accusent la vétusté de leurs méthodes et l'incohérence de leur direction politique.

Tel est le bilan de la *capitulation sans conditions* imposée par l'effroyable dément Roosevelt et par Churchill, Goering hilare et borné qui présida au naufrage de l'empire britannique, *capitulation que Staline lui-même ne réclamait pas et dont il hésita à accepter le principe*. Il n'y a pas dans toute l'histoire connue, de politique de suicide comparable à cette décision. Et il n'y a pas non plus dans toute l'histoire de l'Europe, de catastrophe semblable à celle qui fut réalisée cette année là.

Les dégâts moraux ne furent pas moindres. Toutes les forces morales dont la circulation et la vigueur avaient accompagné depuis des siècles la puissance des nations d'Occident, toutes les qualités *qui étaient cette puissance même*, furent systématiquement écrasées et condamnées par un lavage de cerveau sans précédent. Il existe des opérations de transfusion des idées qui sont dans l'histoire des peuples la même chose que la transfusion du sang chez l'individu. Les principes auxquels l'Occident refusait le droit de cité depuis des siècles par le simple fait de sa santé morale et de son existence furent introduits de force et à dose massive dans les organismes nationaux *manipulés* par les spécialistes de la publicité. La trahison, l'insubordination, la confession du progrès, la reconnaissance du sens de l'histoire, partant, l'alignement sur le sentimentalisme humanitaire et plus généralement sur toute exigence de provenance dite démocratique furent érigés en dogme. Un moralisme hypocrite, un culte religieux du sous-produit humain servirent à accaparer les places, les profits, les sources de prébende, de vol et de simonie.

Cette mascarade ouvrait à l'ennemie les portes de la citadelle. Le monde moral que forme une nation n'est pas moins vulnérable que la terre sur laquelle elle est installée. Cette invasion invisible de l'Europe n'eut pas des résultats moins funestes que son amputation territoriale. Tout servait les entreprises de l'impérialisme communiste, tout désarmait contre lui. Le progrès et le sens de l'histoire menaient nécessairement à quelque empire dirigé par lui, ses tentatives étaient toutes louables puisqu'elles se produisaient dans ce sens et tout ce qui s'y opposait était une réaction condamnable des forces du passé. L'antiracisme imprudemment proclamé comme une loi sacrée de la conscience humaine aboutit à la sécession des pays d'Afrique et d'Asie. Les Américains qui avaient déchaîné ces bataillons d'idées destructrices qui

se répandaient sur le monde entier comme des gaz paralysants leur opposaient des diplomates et des porte-avions. Autant tirer au canon sur des nuages de sauterelles. Ils perdaient à tous les coups, cela n'étonnait qu'eux. Ils avaient une arme qu'ils croyaient meilleure avec la prospérité. Cette arme avait des avantages, mais elle avait aussi des inconvénients. Le principal était de tout niveler devant le souci unique du bien-être matériel, lequel s'accommode de toute forme d'esclavage qui promet le maintien ou l'amélioration de ces petites satisfactions sordides qu'on appelle *le niveau de vie*. C'était encore, d'une certaine façon, tendre une passerelle à l'adversaire qui ne se privera jamais d'affirmer qu'on raserait gratis quand le rasoir sera entre ses mains. Finalement, comme l'Europe actuelle est désarmée sans recours par la défaite de 1945 contre toute attaque militaire soviétique, ainsi le monde moderne est tout entier désarmé contre l'action sur ses centres nerveux de la *parole* communiste, il est ouvert et préparé pour cette invasion invisible, il n'a rien à lui opposer : et cette formidable destruction morale qui a accompagné la catastrophe de 1945 est la cause des continuelles défaites américaines depuis vingt ans.

..

Dans ce tableau sinistre, on remarquera que c'est le génie des grandes puissances démocratiques qui a tout fait. C'est elles qui ont voulu cette guerre fratricide, c'est elles qui ont refusé les propositions de paix que le gouvernement allemand fit à plusieurs reprises, c'est elles qui ont voulu l'effondrement, l'invasion, l'occupation soviétique, c'est sur ordre du président américain que les armées alliées reculèrent pour céder une zone de cent kilomètres à l'armée soviétique : enfin c'est elles encore qui ont organisé le lavage de cerveaux, promené à travers les continents l'idéal démocratique et antiraciste, fomenté et encouragé l'écroulement des empires. C'est le résultat de vingt ans d'antifascisme furieux, de réalisations d'inspiration « Front populaire », de frénésie judéo-marxiste, d'ailleurs aveugle puisqu'elle découvre aujourd'hui que la Russie a balayé ses juifs tout aussi largement que le régime hitlérien.

Si aujourd'hui une mince lueur d'espoir apparaît, ce n'est pas à l'habileté des grandes démocraties que nous la devons, mais à l'usure du régime bolchevique. A l'analyse de Lénine, il manque un facteur capital qui est le temps.

Lénine n'a pas vu qu'à la longue, le communisme *s'userait* comme le capitalisme et qu'il développerait des toxines qu'il ne serait pas toujours capable d'éliminer. La crise ouverte en Russie à la mort de Staline et qui s'accélère depuis ce temps est la crise d'un régime qui se charge de plus en plus de démocratie et qui, par conséquent, perd progressivement l'énergie communiste, l'énergie élémentaire, brutale, aveugle, qui fut d'abord sa force. Le communisme n'est pas touché comme religion, l'appareil policier et l'appareil militaire ne sont pas affaiblis, mais la pratique politique a changé et ce changement traduit un gauchissement, un éveil, on a très bien dit un *dégel*, qui paraît être un phénomène très important : c'est toujours le régime tsariste, mais on commence à deviner la Douma. Et la querelle avec la Chine est le débat entre le véritable communisme, le communisme *fasciste*, brutal, implacable, avide de croisade, fier de son monstrueux caractère animal qui est en effet sa force et son avenir — et le communisme *bourgeois*, bureaucratique, nanti, prudent, conservateur, académie chloroformée où se conservent les poncifs, qui ne peut plus rien créer, qui ne *veut* plus rien créer.

Il est probable que cette situation nouvelle crée des possibilités de manœuvres. Il n'est pas sûr que l'Occident sache les utiliser pleinement : car les démocraties libérales se précipitent avec boulimie vers cet espoir de salut et affaiblissent leur position par leur complaisance et leur naïf désir de se transformer dès maintenant en *fellow-travellers* d'un communisme comestible et inoffensif. Il ne faut pas oublier que, quelle que soit l'évolution interne des régimes communistes, *la décomposition par subversion* du monde occidental reste l'objectif du communisme et que ses méthodes n'ont pas changé. Tant que le dispositif de subversion n'aura pas été anéanti, le communisme reste mobilisé contre l'Occident. Il lui impose une guerre perpétuelle que nous ne reconnaissons pas comme un état de guerre, parce qu'il n'y a pas emploi des armes et de l'invasion militaire : mais le communisme emploie pour la destruction des forces non communistes, des appareils non militaires qui sont les instruments modernes des guerres idéologiques, partis, organisations, infiltrations, pourrissement, paralysie des adversaires. Des armées idéologiques campent sur notre sol, elles y opèrent librement, elles empoisonnent et désorganisent par la propagande, la division, la séduction, toutes les tentatives

de résistance à la conquête communiste. En Afrique et en Asie, elles organisent des fronts de type nouveau qui équivalent à de véritables guerres où l'Occident est toujours perdant *en raison des principes d'autodétermination qu'il a lui-même proclamés*. Prisonnier de sa propre hypocrisie, prisonnier des tribunaux ridicules qu'il s'est constitués contre lui-même et tout particulièrement de la grotesque ONU, fille monstrueuse de la législation de Nuremberg, l'Occident est incapable de faire surgir la parade simple de la congélation de frontières: il ne reconnaît pas de frontières, il les a lui même détruites, il ne reconnaît que les consciences. Le résultat est l'effritement continu du territoire sur lequel l'Occident exerce encore son pouvoir. Chaque année apporte sa défaite qui est un recul de l'Occident et une avance du communisme.

Les démocraties libérales sont donc incapables pour l'instant de profiter de la situation favorable que leur apporte le hasard. Au contraire, cette situation risque de les desservir car leur vigilance s'endort. Elles perdent de vue le caractère de la lutte à mort qui leur est imposée. Elles méconnaissent les armes mortelles qui sont employées contre elles. Tant que cette situation durera, l'Occident sera vaincu dans la lutte contre le communisme. Les pays d'Occident ne peuvent espérer un changement que lorsqu'ils détruiront les armes de l'adversaire, conformément aux principes de la stratégie: c'est-à-dire en détruisant et en mettant hors-la-loi les partis communistes et les agents camouflés du communisme qui sont les troupes opérationnelles du communisme mondial sur nos territoires; en traitant l'action communiste, quelle qu'elle soit, non comme une activité politique, mais comme une forme de la trahison et de l'espionnage. Nous sommes aux antipodes, pour toutes sortes de raisons, de cette position salutaire.

Il ne faut pas croire que ces erreurs soient purement politiques et relèvent seulement, comme on le dit, de la métaphysique du libéralisme et des principes posés il y a vingt ans comme règles d'une soi-disant « morale internationale ». Certes, ces raisons existent, certes, elles paralysent notre action et même elles la ridiculisent puisque c'est un tribunal d'asiatiques et d'africains que les malheureuses démocraties libérales prennent pour juge de leur résistance stratégique en Afrique et en Asie. Mais ce n'est pas seulement de leur hypocrisie que les démocraties libérales sont prisonnières.

On découvre dans leur conduite une cause de faiblesse plus subtile et moins connue. C'est la primauté de l'économique sur le stratégique, qui leur fait toujours préférer une situation économiquement avantageuse ou une transformation dont peuvent se dégager de nouvelles sources de profit à une situation militairement et politiquement sûre. Tout le drame de la décolonisation est dans cette option qu'on croit astucieuse. On abandonne une exploitation qu'on trouve trop visuelle pour une autre exploitation qui se voit moins. Mais on oublie, dans cet échange, que les garnisons sont des faits politiques infranchissables qui sont la garantie de toute propriété : tandis que les concessions, qui sont éventuellement plus rentables peuvent toujours être révoquées, en même temps que l'indépendance dans un Etat faible crée un vide politique sur lequel l'adversaire peut s'installer. Aussi, partout, sur la carte du monde, nous pouvons contempler le résultat de cette préférence : les implantations économiques de l'Occident s'étendent et s'infiltrant, tandis que les possessions de l'Occident se rétrécissent comme une peau de chagrin. Nous regardons nos livres de comptes et nous hochons la tête avec satisfaction, nous exportons. Mais si nous regardons la carte de nos bases, nous sommes moins satisfaits, car partout nous reculons. Ceci explique cela. Nous arbitrons de l'économique contre du stratégique, c'est-à-dire que nous offrons des *places* en échange de *marchés*. C'est le jeu de dupes que l'Occident mène sans défaillance depuis vingt ans parce qu'il est le jeu même du capitalisme : nous donnons des territoires en échange de bons procédés. Mais avec le communisme, les territoires ne changent plus jamais de main.

Concluons donc que le bilan de vingt ans de direction politique judéo-capitaliste est un bilan négatif. La carte de guerre que nous a laissée la catastrophe de 1945 était elle-même désastreuse. Elle n'a pas été améliorée en vingt ans. Au contraire, sous l'inspiration de la primauté de l'économique, nous avons ajouté à ces pertes initiales celles de continents tout entiers. Sur les points de ces continents où nous nous accrochons, notre position est précaire, et, en d'autres endroits, elle est lentement mais sûrement grignotée. Nous n'avons même pas su profiter des voies que nous ouvre l'affaiblissement du communisme, parce que le désir du profit immédiat et du bénéfice capitaliste nous empêche d'avoir une politique à longue portée. Nous attendons tout du hasard, il

nous sert quelquefois, mais il faut bien avouer que nous ne lui apportons pas grand'chose.

*
**

La fatalité s'en mêle à la vérité. Elle a voulu que depuis quelques années, les solutions qui auraient pu dégager un horizon nouveau aient été gâchées par la maladresse, l'impéritie et l'orgueil de ceux qui s'en sont emparé.

Il est clair que le moyen le plus sérieux qu'il nous reste pour sortir de cette situation est la constitution d'une fédération européenne capable d'élaborer et de présenter ses propres solutions. Il est certain aussi que pour élaborer et présenter ses solutions, cette fédération doit être un jour ou l'autre indépendante des deux blocs qui se sont constitués, cette indépendance ne pouvant se dégager bien entendu que peu à peu et sous la protection des alliances indispensables. Et il suffit aussi d'énoncer cet objectif lointain mais inéluctable de la politique européenne pour en tirer la conséquence qu'en vertu de nos propres principes qui proclament la primauté de la sécurité stratégique sur la prospérité économique, cette fédération européenne doit disposer dans l'avenir des mêmes moyens de défense que les deux blocs rivaux et qu'elle ne peut donc assurer son existence qu'en disposant du même type d'armement. La politique de troisième force et la construction d'un armement atomique ne sont donc pas des erreurs politiques en soi, elles sont des erreurs politiques en tant qu'elles s'appliquent à la France seule et qu'elles sont menées avec des arrière-pensées d'hégémonie, de perfidie et de chantage. Il nous paraît impossible de supposer que dans cinquante ans ou dans cent ans, l'Europe sera toujours une tête de pont du monde occidental sans autre bouclier et sans autre avenir que la protection américaine et condamnée à trembler tous les quatre ans qu'une crise ou un homme nouveau ne remette en question la politique des États-Unis. Ce n'est pas la défiance, c'est le simple bon sens qui nous fait trouver cet avenir précaire. Mais nous devons convenir aussi que, pour l'instant, aucune démarche préparant un avenir d'indépendance ne doit être faite hors de l'alliance qui, actuellement, engage notre parole et assure notre protection.

La maladresse et la déloyauté qui caractérisent depuis six ans la politique française ont inutilement compliqué ce problème simple et l'ont saturé de contradictions. C'est une contradiction majeure que de réclamer continuellement plus d'indépendance et d'en refuser l'instrument qui est l'unité européenne. Ceux qui se refusent à faire l'Europe travaillent en réalité pour le maintien du protectorat américain auquel ils prétendent échapper. C'est une contradiction qui n'est pas moindre, en dépit des apparences, que de saboter l'OTAN et de prétendre travailler à constituer une troisième force, car cette troisième force ne peut se réaliser que sous la protection de l'OTAN et avec l'accord des Etats-Unis. Faute de préparation et de réflexion, la politique française actuelle ne débouche que sur le renversement des alliances. Elle n'est fondée que sur l'orgueil, la sottise et la duplicité. Ce n'est pas ainsi qu'on construit un avenir.

La déloyauté, l'hypocrisie, le bourrage de crâne, l'incohérence sont aujourd'hui les traits caractéristiques du régime qui dirige la France. Depuis vingt ans, et spécialement depuis six ans, la France est malheureusement le pays qui a apporté la plus forte contribution à la décadence morale et politique de l'Occident. En propageant des idées fausses, la légitimité issue de la dissidence, l'antiracisme, le sens de l'histoire, en tolérant partout l'arrivisme, la cupidité, les fortunes scandaleuses, les promotions immorales, la servilité, le régime actuel a affaibli gravement l'armature morale de l'Occident. En perdant l'empire sans combat, il laisse se constituer en Afrique une position de flanc qui peut devenir mortelle pour la civilisation occidentale tout entière. En détruisant l'OTAN sans rien mettre à sa place, en favorisant les intrigues et les manœuvres des puissances communistes, il paralyse la défense de l'Europe en cas de crise. Dans le bilan désastreux des vingt dernières années, la part de la France à direction gaulliste est particulièrement lourde.

Nous ne pouvons donc souhaiter rien d'autre pour cette année 1965, que la disparition aussi prompte et brutale que possible de ce régime. L'élection présidentielle n'est qu'un moyen d'obtenir ce résultat. C'est un moyen qui exige de tous un esprit de discipline et de coopération et nous souhaitons qu'au moment décisif, les hésitations et les réticences disparaissent et que toute l'opposition se trouve unie en un combat commun. Mais cette élection n'est qu'un moyen parmi d'autres, nous ne devons pas l'oublier.

L'esprit de décision de petits groupes qui refusent de déposer les armes a quelquefois plus de poids dans les changements de l'histoire que la pression légale du plus grand nombre. La délivrance de la France est aujourd'hui d'une si grande conséquence pour la défense du monde occidental tout entier que le résultat ne doit pas en être laissé à une seule méthode. Nous saluons, au commencement de cette année nouvelle, tous ceux qui combattent, au grand jour ou dans l'ombre, pour l'avenir de notre pays.

MAURICE BARDECHE.

Philippe MEYNIER

Néo-Colonialisme et Sécession

(II)

LA FRANCE ET SES COLONIES

La France a possédé un vaste empire colonial de type classique composé de territoires à développement varié, mais dont la plupart étaient pour ainsi dire vierges lorsqu'elle y a pénétré, occupés par des populations clairsemées et faméliques, parfois encore peu éloignées de l'âge de pierre. Elle leur a appliqué les méthodes les plus courantes du colonialisme classique. En certains elle a permis l'installation de nombreux Français de souche européenne. Au cours des cinquante premières années du vingtième siècle, ces colonies ont acquis un développement qui tendait à la longue à remettre en cause le système colonial.

Mais le mouvement n'a véritablement été amorcé que par un événement qui a marqué toute l'histoire contemporaine de notre pays, la défaite de Juin 1940. En quelques semaines, la métropole a vu son armée anéantie, son territoire occupé, sa puissance tombée à la discrétion de l'ennemi traditionnel. On n'a pas assez remarqué à quel point cette défaite a emporté des conséquences dans ce qu'était alors l'Empire Français.

Tous les liens coloniaux qui pouvaient être fondés sur la puissance militaire et économique de la Métropole se sont effondrés en juin 1940. Le rapport Métropole-Colonie, à partir du moment où la Métropole était aussi vulnérable, ne pouvait plus se fonder sur un rapport de force en faveur de la Métropole.

Mais l'ensemble des colonies reconnaissait la civilisation qui leur avait été apportée ; bien loin de profiter de la défaite militaire pour souscrire aux tentations de sécession qui leur étaient prodiguées de toutes parts au nom de l'Allemagne et de l'Italie.

victorieuses, elles se firent une gloire de rester fidèles à l'idéal français qui les avait formées. Uni autour de ce qui, en Métropole, avait pu être sauvé dans l'attente du moment où la revanche pourrait être préparée, l'Empire, par sa neutralité d'abord, par sa participation ensuite, au combat des alliés, fut l'une des pièces maîtresses de la défaite allemande.

Mais on n'efface pas le passé. La déroute d'hier subsistait dans l'histoire comme la victoire de 1945. L'Empire avait prouvé à la fois, par sa fidélité et sa combativité qu'il faisait partie de l'ensemble français et qu'il en était peut-être par sa dispersion et sa diversité, la partie la plus vivace. Un problème nouveau allait se poser.

Mais les hommes qui se penchèrent sur nos multiples constitutions depuis 1946 avaient bien d'autres soucis que ceux de l'implantation d'unités politiques nouvelles. Ils discutaient sur les moyens de rétablir les traditions parlementaires un instant interrompues.

Pourtant, sans solution consciente, les prémices d'une volonté de réforme apparaissaient çà et là, notamment par l'admission de quelques députés africains au Parlement, la création d'un Conseil de l'Union Française d'ailleurs sans pouvoir réel, l'organisation des territoires et la diffusion d'investissements à travers l'Afrique. Inutile d'insister sur l'insuffisance flagrante de ces méthodes. Les divers combats qui se succédaient sur toutes les terres de l'Empire Français montraient que personne ne résolvait les problèmes réels.

La mise sur le marché des matières premières provenant de l'Empire, l'utilisation de la main-d'œuvre à bon compte, étaient pour les entreprises métropolitaines une source de très larges profits qui transformaient le colonialisme classique de la France en un colonialisme largement capitaliste au profit d'entreprises privées et même d'entreprises d'Etat, suivant des structures qui, pour être parfois originales, n'en sortaient cependant pas du cadre du colonialisme.

LE NEO-COLONIALISME FRANÇAIS

Bien des Français avaient enfin conscience des problèmes nouveaux qui se posaient lorsque fut mise sur le chantier la constitution de 1958. Cependant, ce n'est probablement pas parmi ses auteurs que se trouvaient les plus lucides des esprits qui s'interrogeaient ; sur le plan des rapports de la Métropole et de ses Colonies, la Constitution n'apporta, sauf sur un point, aucune réforme fondamentale.

Pour un territoire, l'Algérie, la Constitution le considérait comme département, partie intégrante de la République Française une et indivisible ; cela impliquait une politique d'intégration totale qui ne fut jamais pratiquée mais qui eût rompu le rapport de sujétion Métropole-Colonie.

Par contre, pour tous les autres territoires, la Constitution prévoyait la possibilité de leur érection en Etats au sein d'une communauté en les dotant de certaines compétences, mais en leur refusant les autres qui restaient attribuées à la République Française. Les compétences ainsi réservées à la Métropole portaient sur la défense, les relations extérieures et d'autres sujets essentiels. Il n'y avait donc pas communauté entre la République Française et les autres Républiques, mais domination maintenue de la République Française à l'égard des Républiques mineures d'Afrique et de Madagascar.

Ce système permettait le maintien des structures économiques de domination de la Métropole sur les Etats membres de la Communauté ; ces Etats, constitué arbitrairement sur des territoires divisés sans aucun souci de leur histoire ou de leur richesse, étaient mis dans la dépendance financière et économique totale de l'Etat Métropole et des entreprises métropolitaines. Une autonomie plus large sur le plan politique correspondant à une main-mise économique plus étroite, faisaient ressortir aux yeux avertis la tendance néo-colonialiste de la nouvelle constitution.

Ce système, cependant, pouvait n'être que provisoire et à ce titre supportable. Une institution dont la pratique aurait pu développer l'importance, la Présidence de la Communauté, pouvait être l'amorce de la formation d'un Etat Fédéral qui eût groupé sous lui des Républiques diverses parmi lesquelles la République Française perdant le caractère dominant de Métropole.

Les aspirations de la plupart des leaders africains tendaient à une formule de cet ordre ; leur attente déçue, pendant deux années pour certains, quoique soigneusement dissimulée, commence à être connue d'un très grand nombre d'habitants commence à être connue d'un très large public.

On n'oubliera pas de si tôt l'admirable formule du Président Haiphouet-Boigny, évoquant son attente, son espérance et sa déception... « Nous sommes restés sur le parvis avec nos fleurs fanées... ».

Un obstacle au triomphe du néo-colonialisme même dans la sécession éperdue de tous les territoires de la Communauté eût pu apparaître si ces Etats s'étaient unis entre eux pour former une première Fédération. Un Etat Fédéral constitué avec les compétences qui assurent la sauvegarde et l'équilibre de tous les membres eût pu permettre à cette poussière de Républiques

qui parsème l'Afrique de commencer à se défendre contre l'emprise du néo-colonialisme. Le processus de la sécession concédée par la République Française, non point en bloc mais à chaque République indépendamment, paralysa toute velléité de Fédération et livra au néo-colonialisme triomphant une Afrique balkanisée.

LES STRUCTURES NEO-COLONIALISTES ET L'ALGERIE NOUVELLE

L'Algérie, en dernier lieu, allait rejoindre l'Afrique balkanisée. Il est remarquable de retrouver en ces événements les mécanismes habituels du néo-colonialisme.

Pour ceux des territoires qui avaient atteint un haut degré de développement (industries déjà établies, agriculture assez prospère, capitaux investis en quantité importante, présence de cadres et de techniciens), la sécession risquait à la longue de *permettre* après bien des années et beaucoup de patience, la possibilité de la création d'une nation. Tel était le cas de l'Algérie.

Une guerre effroyable et longue, bien stupide et bien cruelle, en détruisant une partie du capital investi, surtout en faisant fuir tous les cadres susceptibles d'exploiter ce capital, ramena en quelques années ce territoire à un stade suffisamment arriéré pour que l'espoir de devenir une nation au sens politique et économique lui ait pratiquement été arraché. Une population surabondante du fait de l'indisponibilité ou de la destruction des investissements crée pour ce territoire une charge supplémentaire ; tout le revenu national est affecté à la subsistance précaire et alimentaire de cette population sans qu'il soit possible d'y effectuer les prélèvements qui permettraient de constituer un capital.

Quant aux matières premières, notamment le pétrole, qui sont par elles-mêmes sans intérêt pour l'Algérie et sa population qui n'ont les moyens ni d'en user, ni même de les transformer pour des usages diversifiés, elles sont vendues à des prix fort rpoches des cours mondiaux à une Métropole dont les entreprises transformatrices, utilisatrices et de transport, l'Etat surtout, tirent des profits énormes. Il ne faut pas que l'Algérie espère sortir de ce cycle infernal. Les subventions qui lui sont envoyées seront englouties dans le gouffre énorme de sa population croissante et de sa faim. Aujourd'hui plus qu'hier, l'Algérie est colonisée et nous sommes sa Métropole. Notre colonialisme a un sens économique ; il a intensité plus grande et plus croissante qu'autrefois.

Le budget de la République Française prévoit le versement de sommes importantes au budget de la République Algérienne. Les Européens et les Musulmans fidèles à la France qui ont quitté l'Algérie, y ont abandonné des biens immenses. Le public français se persuade donc que l'Algérie nous coûte actuellement fort cher.

Les Français ont naïvement bonne conscience, la conscience de celui qui donne, se dépouille pour autrui et affirme ainsi implicitement sa puissance : conscience de néo-colonialiste.

Les Algériens ont conscience de l'importance des avantages qu'ils obtiennent de la France et de leur opposition actuelle à l'ancien colonisateur. De la contradiction de ces deux consciences naît une mauvaise conscience : conscience de colonisé. Le rapport France-Algérie est donc en train de redevenir aujourd'hui un rapport de colonisés à colonisateurs par les structures particulières du néo-colonialisme.

Cela est rendu possible par *l'ignorance du public à l'égard des transferts réels qui s'opèrent actuellement entre la France et l'Algérie*. Les Européens et Musulmans fidèles à la France ont pu transférer une part minime mais non négligeable, de leurs capitaux investis en Algérie. Cela est l'un des facteurs de la régression algérienne. Les investissements importants réalisés en Algérie sont devenus en très grande partie inutilisés et inutilisables par suite de destructions de la guerre et surtout du départ des entrepreneurs et techniciens aptes à les mettre en état de production. Là encore est réalisée à une vaste échelle la régression, condition nécessaire de la colonisation néo-colonialiste.

Mais c'est surtout l'illusion des subventions de budgets d'Etat à Etat qui doit être dissipée. Certes, le budget de l'Etat Français connaît un prélèvement d'une importance minime par rapport à son ensemble, au profit du budget de l'Etat Algérien.

Mais le budget de l'Etat Français n'est qu'une partie du budget général de la France, de même que de l'Etat Algérien ne représente qu'une partie du budget général de l'Algérie. Or, il faut tenir compte dans les rapports entre budgets nationaux, de l'importance des prélèvements résultant des transferts de matières premières.

Dans les dernières années qui ont précédé l'indépendance de l'Algérie, une réserve de gaz extrêmement importante avait été découverte à Hassi-R'mel.

L'utilisation en Algérie de ce gaz de pétrole pour l'équipement d'une industrie moderne eût été un facteur important de décolonisation de l'Algérie. Pour cela, il fallait qu'il n'y eût aucune barrière à l'entrée des capitaux en Algérie. La sécession politique a créé cette barrière et empêchera cet investissement important.

Les trusts européens dont cette nouvelle industrie eût été la concurrente, sont les grands bénéficiaires de cette opération.

La possibilité d'un transfert de ce gaz par conduits sous-marins jusqu'à l'Europe pour l'utilisation dans l'industrie européenne eût été une solution moins favorable, mais peut-être acceptable dans la mesure où il en serait résulté un enrichissement d'une unité économique dont l'Algérie eût fait partie. On vient de découvrir en Europe une réserve de gaz beaucoup plus importante ; seules des raisons affectives et politiques, qui eussent subsisté dans l'intégration et qui ont disparu dans la politique néo-colonialiste, auraient justifié la préférence donnée au gaz algérien sur le gaz européen. La stérilisation des matières premières latentes constitue l'un des aspects du néo-colonialisme.

LE PETROLE SAHARIEN

Considérons la somme versée par le consommateur français de produits pétroliers : automobilistes achetant de l'essence, utilisateurs de moyens de transport prenant un taxi, un autobus, un navire ou un train fonctionnant au fuel, ménages employant le fuel pour les usages domestiques et le chauffage, utilisateurs de produits manufacturés dans lesquels le pétrole est entré soit comme source d'énergie, soit comme matière première par la pétrochimie.

La plus grande partie, et de beaucoup, du prix ainsi payé par le consommateur, sert à rémunérer les entreprises transformatrices en France et leurs salariés ainsi que le prix d'achat du matériel de ces entreprises fourni par des entreprises françaises et leurs salariés, ainsi encore que le transport du Sahara en France également fourni par des entreprises françaises et leurs salariés avec du matériel français lui-même fourni par des entreprises françaises et leurs salariés.

C'est donc la majeure partie du prix payé par le consommateur qui va se retrouver dans le revenu national français, surtout si l'on ajoute les très importants prélèvements faits par l'Etat Français sous forme d'impôts sur le pétrole médiatement ou immédiatement. Une part, très faible, du prix payé par le consommateur, va à l'extraction. Là encore, même sur cette faible part, un prélèvement important est fait par les entreprises extractrices qui sont des trusts internationaux ou français (dans la mesure où un trust peut avoir une nationalité) ainsi que par leurs salariés techniciens généralement européens. Une autre part du prix de l'extraction est affectée au paiement et à l'amortissement du matériel d'extraction, lui-même fourni par des entreprises françaises, c'est-à-dire entraînant une rémunération d'en-

treprises françaises, de salariés français, avec prélèvement au profit de l'Etat Français. Infime est donc la part du prix payé par le consommateur qui reste entre les mains de l'Etat Algérien (sous forme de royalties) ou des salariés algériens. Les entreprises extrayant du pétrole emploient très peu de main-d'œuvre non qualifiée comme l'Algérie peut en fournir actuellement.

Ainsi, grâce au pétrole fourni par l'Algérie, il y a une augmentation énorme du revenu national français par rapport à l'augmentation infime qui en résulte pour le revenu national algérien, parce que l'Algérie n'a pas l'utilisation, ni même la possibilité de transformer ce pétrole. L'avantage ainsi réalisé par le revenu national français est infiniment supérieur aux charges que représentent pour le budget de l'Etat Français, les subventions allouées à l'Etat Algérien. Voici le type d'une structure néo-colonialiste acceptée dans la conscience aussi bien des néo-colonisateurs que des néo-colonisés.

Certes, l'on dira que l'Etat Français paie le pétrole algérien à un cours un peu supérieur au cours mondial. La différence est minime. Elle ne correspond d'ailleurs qu'à un léger supplément de rémunération à l'extraction dont une part est rapatriée dans le revenu national français par l'intermédiaire des entreprises extractrices, des techniciens français de l'extraction et des entreprises fournissant le matériel pour cette extraction et dont l'autre va seul à l'Etat Algérien par une majoration des royalties. Mais il s'agit, par rapport au prix d'ensemble payé par le consommateur français, d'une différence infime ; d'ailleurs le Gouvernement Français essaie de la compenser par d'autres avantages politiques, tels que des bases militaires maintenues en Algérie, structure type de caractère néo-colonialiste.

On peut faire remarquer que le pétrole est payé à un prix voisin du cours mondial de cette matière première et qu'il serait possible à la France, si elle ne se procurait pas ce pétrole en Algérie, de se le procurer dans quelque autre pays du Moyen-Orient avec les mêmes avantages. Cela est exact. Il en résulterait simplement que la France, au lieu de pratiquer le néo-colonialisme à l'égard de l'Algérie, le pratiquerait à l'égard d'un autre pays du Moyen-Orient ; mais la technique néo-colonialiste demeurerait en tant qu'elle est un prélèvement de matières premières indispensables sur un pays que l'on veut sous-développer et que l'on maintient en état de sous-développement précisément par la technique néo-colonialiste.

Pour les autres territoires africains, leur moindre degré de développement n'a pas nécessité pour les enserrer à nouveau dans le système colonial, une guerre cruelle et des combats acharnés. Enfermé chacun dans la production d'un petit nombre de matières premières souvent d'origine agricole et dont la valeur stratégique est encore moindre que celle des minerais

sur
vol
lége
à d
tive
que
colo

Le
telle
lors
les
d'inc
notr

La
de s
on r
le sy
et le
le sy
conf
viva

Ma
il ne
quoi

L'e
le n
des
leur
onus
les M
espr
La s
d'aut

Ma

(I)
erreu
ticle
lecte

surabondants, ils restent soumis aux cours mondiaux et aux volontés d'une Métropole qui, par des achats massifs, des prix légèrement majorés, et des subventions bien appliquées, assure à des gouvernants locaux, véritables potentats d'écités primitives égarées au 20^e siècle, un confort et un luxe moyennant lesquels ils imposent à leurs sujets le respect du nouveau pacte colonial.

DEMAIN

Le tableau du présent est noir. *L'hypocrisie de notre temps est telle qu'il ne proclame l'indépendance, la liberté ou l'égalité que lorsqu'il a trouvé des moyens indirects mais plus efficaces de les bafouer plus sûrement.* Le néo-colonialisme, sous le masque d'indépendances octroyées, est l'une des formes majeures de notre hypocrisie grâce à la technique sécessionniste.

La question peut se poser de savoir si ce système a des chances de se perpétuer. A priori et pour un temps relativement long, on ne voit pas qu'il puisse cesser. L'accumulation du capital par le système néo-colonialiste sera toujours réservée aux Métropoles et leur puissance accrue sera un moyen de plus de perpétuer le système à leur profit. Le néo-colonialisme français doit être conforme dans son devenir aux autres systèmes analogues ; sa vivacité paraît grande.

Mais parmi tous les facteurs qui font l'histoire des hommes, il ne faut pas négliger, parcequ'il est permanent, et organisé quoique minime, les idées et leur force.

L'esclavage ne fut point aboli par la révolte des esclaves ; le néo-colonialisme ne semble pas devoir l'être par la révolte des colonies nouvelles qui acceptent fort bien la sujétion qui leur est imposée à condition qu'elle soit habillée de formes onusiennes. Parmi toutes les vicissitudes qu'èpeuvent traverser les Métropoles et notamment notre pays, il peut se trouver des esprits assez libres pour proposer un changement de système. La solution, là comme ailleurs, sera la Fédération de part et d'autre de la Méditerranée.

Mais qui nous donnera le Fédérateur ?

Phillipe MEYNIER (I)

(I) Nous nous excusons très vivement d'avoir attribué, par erreur matérielle, la paternité de la première partie de cet article à notre ami Jacques Ploucard d'Assac. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir rectifier cette erreur sur notre n° 44.

Per ENGDAHL

Les déclarations du Procureur BAUER

Le Procureur Général Fritz Bauer, l'homme qui dirige les procès politiques sensationnels en Allemagne de l'Ouest, qui plus d'une fois n'ont été engagés que sous la pression de la propagande en provenance de la zone Est, a donné récemment une interview à la radio suédoise. Ces déclarations ne sont pas sans intérêt pour nos lecteurs.

Fritz Bauer fut interné en 1933 dans un camp de concentration allemand qu'il quitta trois ans plus tard pour le Danemark. Pendant la guerre, il se réfugia en Suède, et il est présentement en Allemagne occidentale, c'est lui qui met en mouvement toutes les recherches dirigées contre les anciens fonctionnaires du Troisième Reich. Il s'agit là de poursuites qui ont été reprises vingt ans après les événements et qui sont constamment étendues par de nouvelles enquêtes. Dans le monde entier on s'étonne qu'un tel système de persécutions ininterrompues et sans prescription soit encore possible de nos jours. Fritz Bauer a essayé de donner à la Radio suédoise une explication de ce phénomène.

« Hitler, dit-il, n'est pas tombé du ciel en l'an 1933. En réalité, lui et son mouvement étaient typiques du peuple allemand, de l'idéal allemand et de l'histoire allemande. Avant lui, les principes de l'autorité familiale en Allemagne aussi bien que les traditions nationales du peuple allemand, la sympathie pour le métier de soldat, la Prusse, l'Empire ont donné sa force au Nationalisme allemand. Par conséquent, Hitler n'est pas seul responsable de l'hitlérisme. Sans le peuple allemand qui en est responsable tout entier, c'est la conception de la vie de l'allemand, c'est l'histoire allemande elle-même. Pour empêcher une réapparition du Troisième Reich, il est indispensable, continue Fritz Bauer, de changer en totalité les formes de vie et les conceptions mêmes du peuple allemand sur la vie. Il est remarquable, dit Fritz Bauer, qu'il existe en Allemagne une opposition extrêmement profonde et étendue contre la continuation de ce genre de procès, une opposition qui parvient même à s'exprimer dans la presse. C'est là un grave sujet de réflexion : car, estime Fritz Bauer, quand des « criminels » National-Socialiste sont accusés, cela prouve que c'est le peuple allemand tout entier qui se sent mis en accusa-

tion. Et cela montre que ces procès doivent à tout prix être poursuivis. Le mauvais esprit est encore là. Les Allemands doivent apprendre que des sentiments comme la fidélité, le goût de l'obéissance et de la discipline peuvent finalement devenir des sentiments criminels. On n'a pas le droit d'obéir constamment. On doit d'abord se demander de quoi il s'agit et qu'est ce qui vous est demandé exactement. Autrefois, la famille et l'école en Allemagne formaient de jeunes garçons disciplinés. Les Allemands d'aujourd'hui doivent comprendre, conclut Fritz Bauer, qu'une telle attitude peut faire de nos enfants des criminels.

La speakrine de la radio suédoise insistait sur le fait que les accusés impliqués dans ces procès avaient passé leur vie dans un ordre social très différent des conceptions actuelles, qu'ils avaient en somme reçu des ordres précis de leurs supérieurs, et qu'ils étaient enfin condamnés d'après des lois qui n'existaient pas au moment où ils avaient agi. Le Procureur Bauer répondit qu'il existe un droit suprême qui se place au-dessus des lois et que l'homme doit agir toujours conformément à ce droit suprême même s'il se trouve ainsi en opposition avec l'ordre établi par les autorités. Il reconnut que cette conception s'inspire de l'idée du droit naturel telle qu'on la concevait au 17^e et 18^e siècle, et il était tout à fait conscient que cette conception serait caractérisée comme excessive par la plupart des juristes suédois.

A la question de savoir s'il croyait à la faute collective du peuple allemand, il répondit que même des hommes comme lui portaient une certaine responsabilité. Certes, il avait été dans un camp de concentration, mais cependant il aurait pu s'engager plus activement dans la résistance au régime. Comme lui, chaque allemand avait dans le passé sa part de responsabilités dont il devait prendre conscience.

Il est impossible dans un article de rendre toutes les nuances de cette interview. Quand on l'écoutait à la radio, voici la première impression qui s'en dégageait : deux Fritz Bauer parlent alternativement. D'abord on entend un homme qui, émigré pendant de longues années, n'est rentré que tardivement en Allemagne, qui a observé du dehors le développement du peuple allemand, et qui est rentré en Allemagne pour exiger impérieusement de l'Allemand qu'il atteigne ce qu'il croit être un niveau de plus haute moralité. Il parle en fait du peuple allemand dans ses traditions et dans son passé comme un impérialiste anglais parle des indigènes d'une colonie. Il condamne non seulement le National-Socialisme et le Troisième Reich, mais le peuple allemand tout entier et le Germanisme en tant que tel. Dans cette conception, Hitler n'apparaît pas comme un exceptionnel, mais comme une expression authentique de la conscience allemande. Fritz Bauer rejoint donc par là la conception qu'avaient autrefois les Nationaux-Socialistes. Mais en tant qu'ennemi opiniâtre de la conscience allemande, il tire des conséquences toutes différentes de cette assimilation qu'il proclame comme eux. Ce n'est pas

seulement le National-Socialisme qui doit disparaître dans toutes ses manifestations, mais d'une façon générale toutes les caractéristiques qui composaient autrefois la personnalité allemande, tous les éléments représentatifs de l'histoire allemande qui doivent maintenant être anéantis et déracinés. C'est une nouvelle Allemagne qu'il faut maintenant faire naître, une Allemagne qui n'a rien à voir avec son passé. Et certes, cette nouvelle Allemagne ne nous tombera pas du ciel : c'est le Procureur Général de Wiesbaden en personne qui prendra soin de la créer. Par le caractère implacable de ces procès, il pense pouvoir détruire entièrement les ? du sentiment allemand. Comme instrument de l'avenir il espère grâce à la propagande qui entoure ces manifestations judiciaires, faire apparaître un nouvel homme, un allemand dépourvu de toute fidélité, de toute obéissance, de tout sentiment de discipline.

La philosophie de Fritz Bauer est pour l'instant encore assez étrange pour des oreilles allemandes. En revanche, en Suède, il y a longtemps qu'elle est exposée et louée dans la grande presse libérale, c'est celle que le Dagens Nyheter appelle tranquillement une philosophie de l'infidélité. La trahison est installée sur un piédestal et devient un modèle. Seul l'homme qui a l'audace de trahir ses idées a en même temps le courage de développer vraiment sa personnalité. Les liens qui unissent habituellement les hommes deviennent dans cette optique des limitations insupportables de la liberté.

Un espion soviétique, comme notre Colonel Wennerström, est ouvertement défendu par un écrivain aussi connu que Lars Görling, Le Dagens Nyheter demande même dans un de ces éditoriaux consacré à l'affaire Wennerström un adoucissement considérable des lois qui frappent l'espionnage. Jadis, écrivait récemment un autre des collaborateurs culturels de Dagens Nyheter, c'était le but de l'humanité de dégager par une longue lutte qui engageait souvent toute leur vie le meilleur de leur personnalité, aujourd'hui en revanche vient l'époque des hommes qui réalisent selon le moment, la personnalité qui leur est dictée par chaque impulsion.

Il n'y a donc pas à en douter : le parallèle que l'on peut faire entre « la philosophie » de l'infidélité telle qu'elle s'exprime dans le Dagens Nyheter et les idées de Fritz Bauer, est convaincant. Elles représentent, l'une et l'autre, une position idéologique typique du libéralisme qui répand son influence pour l'instant sur les organes les plus importants de la presse mondiale. La conséquence de cette conception est la destruction de toutes les valeurs les plus importantes de la culture occidentale. Quand l'homme de la rue parle de fidélité il veut dire que l'homme doit être fidèle à sa parole. Quand il parle d'obéissance il veut dire que l'homme doit obéir aux lois de son pays, et quand il parle de discipline il parle en premier lieu de contrôle de soi-même et de ses instincts.

Le but de cette morale, c'est que les hommes peuvent avoir une conduite correcte même lorsqu'ils ne sont pas sous les yeux d'un policeman. Dans une logique normale cette morale est la condition indispensable de toute liberté. Au contraire, les résultats des idées de Fritz Bauer et du Dagens Nyheter nous amènent à conclure que seule une implacable dictature serait capable de maintenir l'ordre social : car sans cette dictature on aboutirait à une disparition complète de toute espèce d'ordre qui ne peut servir finalement qu'à la victoire du communisme mondial.

Le manque de logique interne des conceptions de Fritz Bauer ressort encore d'une autre comparaison. Les châtiments corporels, nous explique-t-il, empêchent le développement de la personnalité et ont quelque chose de criminel. En revanche, lorsqu'un avocat général poursuit pendant quarante ans ceux qui pensent autrement que lui, c'est là une action d'une haute moralité au service d'une conception supérieure du droit. Car après tout ce que nous avons pu constater et ce qui ressort de toutes les déclarations que nous avons entendues, est la cruauté extravagante et presque incroyable que le gouvernement allemand poursuit sans désespérer des milliers et encore des milliers d'hommes, n'arrivent pas et n'arriveront jamais à trouver la tranquillité pendant des dizaines d'années ; ils ont vécu dans la peur et l'angoisse. Il ne s'agit pas seulement des hommes qui ont eu des responsabilités il y a maintenant vingt ans. Il s'agit aussi de leurs femmes, de leurs enfants, de leurs parents, de tous ceux qui les ont aimés ou qui ont pu avoir pour eux, sous n'importe quelle forme, des liens de sympathie ou d'association. Quand on vient nous parler de ce contexte d'humanité et de conscience universelle, on peut se demander, selon le mot fameux « est-ce que vraiment ils savent ce qu'ils font » ?

Certains se débarrassent de ces pensées en disant qu'il s'agit d'une affaire intérieure allemande qui ne regarde pas l'étranger. Mais voici ce que l'on peut leur répondre. Ces procès spectaculaires peuvent dans certains cas avoir pour conséquence en Allemagne une réaction redoutable. L'aspiration à une conception entièrement différente et renouant avec la mentalité allemande véritable peut un jour ou l'autre déchaîner une tempête qui menacera l'Europe tout entière.

Rien ne peut empêcher qu'un peuple comme un homme ne soit et ne reste un produit de son passé. C'est seulement s'il est une nation qui reste fidèle à son tempérament national que le peuple allemand peut jouer un rôle positif en Europe. Il est impossible qu'un avenir heureux naisse d'une situation dans laquelle des hommes ont été conduits à la mort en raison de leurs idées et où des procès spectaculaires issus de la haine créent une psychose de peur qui s'inscrit dans la vie de tous les jours. Le respect du véritable tempérament allemand est une contribution essentielle si l'on veut que l'Allemagne soit un jour en Europe un véritable facteur de paix.

André CHARLIER

Que faut-il dire aux hommes ?

Il y a une angoisse propre à l'homme moderne, sur laquelle la philosophie s'est penchée pour l'analyser, et qui a inspiré des œuvres littéraires innombrables, théâtre ou roman. Cette angoisse est liée au fait que jamais la paix du monde n'a été aussi précaire, et que les menaces qui pèsent sur cette paix risquent de prendre une forme quasi-apocalyptique : une catastrophe atomique paraît possible à tout instant. Mais sans doute est-ce là une vue trop superficielle : on s'accoutume à cette situation à mesure qu'elle dure, et l'homme se dit que, puisque rien ne s'est passé, c'est que personne n'a envie qu'il se passe quelque chose. En réalité, cette angoisse naît de ce que l'homme moderne est placé dans des conditions sociales toutes nouvelles qui l'ont coupé de ses racines, les racines par lesquelles il recevait jusqu'à présent la vie de l'esprit et la vie de l'âme. Une certaine culture traditionnelle, qui n'était pas seulement la culture d'une élite, mais dont tout le peuple était imprégné par l'éducation, est en train de mourir sous nos yeux. Un peuple aussi vieux que le nôtre est un peuple profondément cultivé, comme était le peuple grec, mais cette culture se détruit avec une extrême rapidité : elle va être bientôt remplacée, faut-il dire par une culture nouvelle dont les traits ne sont pas encore nettement dessinés — il y faudra quelques siècles — faut-il dire par un néant de culture, ou par une barbarie scientifique ? Ce qui nous frappe dans l'homme moderne, c'est sa pauvreté, et nous attribuons son angoisse à la conscience obscure de ce qu'il a perdu, la personnalité humaine étant comme désancrée, et se sentant voguer sur une mer inconnue vers on ne sait quelles terres mystérieuses, ou vers on ne sait quelles tempêtes. Mais les sociologues modernes, influencés par les théories marxistes, sinon formés par elles, considèrent que ceux qu'ils nomment dédaigneusement les « culturéistes » sont obstinément tournés vers le passé dans la défense d'une culture révolue, entièrement rejetée par l'homme moderne. Celui-ci, disent les so-

ciologues, subit à l'époque actuelle ce que les biologistes appellent une mutation. Nous assistons à une métamorphose de l'homme, à ce que le jargon philosophique appelle un *devenir-autre*, qui fait apparaître un phénomène tout à fait nouveau, la massification. La *masse* n'est plus seulement, comme au 19^e siècle, une partie de la société, dont se distinguerait une élite, elle tend à devenir la société tout entière.

Arrêtons-nous un peu à ces conceptions des sociologues : elles sont pleines d'indications intéressantes, mais elles partent d'un principe a priori dont rien ne montre la vérité, c'est que l'avenir de l'homme ne doit pas être conçu à partir du passé, ni même du présent : il faut se placer dans ce qu'on appelle l'attitude *prospectiviste*. « Ce n'est plus *le même homme* qui a inventé et promu hier les techniques industrielles classiques, et qui aujourd'hui crée les techniques nouvelles, tout en étant créé ou recréé par elles » (1). Nous sommes en présence du caractère le plus frappant de la civilisation moderne : c'est la volonté de rupture avec le passé. Il y a là quelque chose d'antinaturel : cette civilisation se définit en fonction d'un avenir qu'on ignore puisqu'il n'existe pas encore. Ce caractère à lui seul suffirait à justifier le désarroi profond et l'angoisse de l'homme, qui, sans avoir plus d'attache à rien, se sent projeté vers un avenir dont il ne sait rien. Simone Weil, dans un très beau livre qui a pour titre *l'Enracinement*, a fait justice de cette conception : « L'opposition entre l'avenir et le passé est absurde, écrit-elle. L'avenir ne nous apporte rien, ne nous donne rien ; c'est nous qui, pour le construire, devons tout lui donner, lui donner notre vie elle-même. Mais pour donner, il faut posséder, et nous ne possédons d'autre vie, d'autre sève, que les trésors hérités du passé et digérés, assimilés, recréés par nous. De tous les besoins de l'âme humaine, il n'y en a pas de plus vital que le passé. » (2)

Même si les vues des sociologues nous paraissent délirantes, il nous faut pourtant les examiner. Il est curieux de voir combien le prophétisme est à la mode en ce siècle voué aux sciences exactes. On nous donne avec autorité l'assurance que l'univers de Picasso et des surréalistes va se construire sous nos yeux, que notre vision du monde est radicalement périmée : on nous l'assure au nom de la science. Il y a plusieurs causes à ce *devenir-autre* de l'homme, et il faut bien reconnaître que ces causes jouent avec une efficacité inquiétante dans le sens que l'analyse des sociologues nous découvre ; nous n'avons pas besoin d'ailleurs de cette analyse pour apercevoir quelles menaces pèsent sur l'être de l'homme. Il y a d'abord ce fait que l'information

(1) Cette citation, et les suivantes, sont empruntées à l'ouvrage de Gilbert Cohen-Seat et Pierre Fougeyrolles : *L'action sur l'homme*, cinéma et télévision.

(2) Simone Weil. *L'Enracinement*, p. 51.

visuelle a pris dans notre vie une place considérable par le cinéma et la télévision, aux dépens de l'information verbale. Or, l'information verbale suppose une pensée qui procède par concepts, ces concepts étant des signes *vrais*, et non arbitraires, correspondant à des réalités indubitables. Même si on admet avec les physiciens modernes que la matière est de l'énergie, la désintégration atomique n'empêche pas que les objets matériels ne soient réels. Cette pensée procède par jugements et raisonnements, elle demeure donc sur le plan intellectuel, elle accepte ou elle n'accepte pas ce qui lui est proposé, vis-à-vis de quoi cette pensée demeure libre. L'information visuelle, au contraire, est une *imposition de formes*, « elle dispose de l'homme, façonnant ensemble sa représentation et son être dans le temps où elle agit sur lui. » Elle lui impose une nouvelle vision du monde dans laquelle on ne sait plus ce qui est réel et ce qui est imaginaire, elle le fait passer sur le plan de ce qu'il faut bien appeler un « *surréal* ». Mais le Surréal est une construction de l'esprit. Ce qui est grave, c'est que le flux des images filmiques atteint le spectateur, sans qu'il s'en doute, à une profondeur insoupçonnée et crée une véritable fascination. L'homme se voit donc arraché aux réalités qui l'entourent et qu'il peut toucher. Le voilà projeté dans l'infini du cosmos : cela ne va pas sans angoisse.

Or, cette généralisation de l'information visuelle survient dans une société qui, par l'effet de la concentration industrielle et de la formation des grands ensembles urbains, est en voie de massification. Les deux phénomènes se renforcent l'un par l'autre pour créer une réalité de masse qui donne un caractère absolument nouveau au monde contemporain. Et tandis que les communautés traditionnelles — celles de la vie communale et paroissiale, celles du métier — étaient visibles et proches, la nouvelle communauté de masse est invisible, et, chose remarquable, les individus qui en font partie n'en ont pas conscience. Le résultat de cette massification est naturellement une uniformisation générale des individus : ceux-ci ne sont plus libres de repousser leur nouvelle forme d'existence, ils n'ont même pas l'idée qu'ils le pourraient. Cette uniformisation, quand elle sera totale, en admettant qu'elle puisse le devenir, exclut la possibilité pour une élite de se dégager de la masse, disent les sociologues. On voit que c'est la démocratie parfaite, et on ne saurait nier qu'elle ne soit en cours de réalisation : ne retire-t-on pas aux individus leurs libertés l'une après l'autre sans qu'ils s'en aperçoivent ? « Sous l'influence de l'information visuelle, écrivent nos sociologues, les individus cessent d'être des vivants conscients d'eux-mêmes, qui s'efforcent d'ajuster délibérément des moyens à des fins choisies par eux en tout état de cause. Ils deviennent des vivants en proie à un dynamisme issu des profondeurs dont ils n'ont pas le contrôle. »

Il y a un troisième phénomène qui contribue à la transformation profonde de la vie, c'est le développement singulier des tech-

niques. Depuis le XVI^e siècle, l'humanisme s'est proposé de conquérir la maîtrise de l'Univers et la science théorique a conçu dans ce but des techniques appropriées. Or, il se passe aujourd'hui que les techniques les plus modernes, celles de l'atomistique, de la balistique sidérale, non seulement ne sont pas à la mesure de l'homme, mais tendent à échapper au contrôle de son intelligence. C'est ainsi que les techniques de l'information visuelle aboutissent à un tout autre résultat que celui pour lequel elles ont été conçues : elles se sont proposé simplement de donner aux hommes une image du monde plus diverse, et aussi de créer une nouvelle forme d'art ; or, en fait, elles aboutissent, disent les sociologues, à une mutation de la nature de l'homme et à un mode nouveau de l'existence. De là naît l'angoisse particulière à notre temps. « L'angoisse nouvelle n'est pas vécue seulement par des minorités cultivées, elle est éprouvée par les masses et partagée par l'homme massifié de notre temps. Les peurs que nous avons évoquées l'accompagnent. Mais elle ne se réduit pas à ces peurs et elle affecte l'homme d'aujourd'hui à un niveau beaucoup plus profond. Pour une part, elle émane d'une expérience existentielle, le plus souvent obscure et confuse, que cet homme fait de son impuissance vis-à-vis des forces qui l'emportent au-delà de la prévision et des limites dans lesquelles il se croyait enfermé. Mais elle participe aussi de l'inquiétude fondamentale — et fondamentalement distincte de l'insécurité — qui caractérise la pensée en tant que telle. »

Je dirai d'abord deux choses. La première est que les sociologues, quand ils dépassent l'observation pour faire de la métaphysique, sont probablement les esprits les plus faux qui soient. La seconde est qu'il y a une raison très simple de l'angoisse contemporaine, c'est que l'homme n'est aucunement fait pour la massification à laquelle le soumet la société d'aujourd'hui. Cela est absolument contre nature et il serait extraordinaire qu'il n'en souffrît pas.

Il y a un texte de Saint-Exupéry, qu'on peut considérer comme son testament, parce que c'est sans doute la dernière lettre qu'il ait écrite : *la Lettre au Général X*. Il y exhale la tristesse que lui inspire l'existence grégaire de la base américaine dont il fait partie, et non de cette base seulement, mais de tous les hommes qu'il coudoie dans le monde. « Je suis triste, dit-il, pour ma génération qui est vide de toute substance humaine ». Et il a un mot encore plus fort : « Je hais mon époque de toutes mes forces. L'homme y meurt de soif. » Mais il est trop intuitif pour ne pas sentir ce qui lui manque : « Ah ! Général, il n'y a qu'un problème, un seul de par le monde. Rendre aux hommes une signification spirituelle, des inquiétudes spirituelles. Faire pleuvoir sur eux quelque chose qui ressemble à un chant grégorien... Si je rentre vivant de ce job nécessaire et ingrat, il ne se posera pour moi qu'un problème : que peut-on, que faut-il dire aux hommes ? » Et avant de clore

sa lettre, il jette un regard sur ses deux camarades de chambre : « Ces deux camarades, dans leur genre, sont merveilleux. C'est droit, c'est noble, c'est propre, c'est fidèle. Et je ne sais pourquoi j'éprouve à les regarder dormir ainsi une sorte de pitié impuissante. Car s'ils ignorent leur propre inquiétude, je la sens bien. Droits, nobles, propres, fidèles, oui, mais aussi terriblement pauvres. Ils auraient tant besoin d'un Dieu. »

Exactement l'image de l'humanité dont nous sommes entourés.

Il n'est pas facile de parler aux hommes, surtout pour leur dire ce que personne ne leur dit. Et pourtant Saint-Exupéry a raison : c'est le seul problème, si on veut que ce monde puisse respirer. Cela n'est pas facile, parce qu'il faut trouver en eux le point qui peut être sensible. Très tôt un homme édifie son univers personnel, un univers de sentiments, de pensées, d'habitudes. Ai-je besoin de dire que c'est l'univers qui lui est le plus confortable et le plus agréable ? Il n'en sort pas volontiers et il n'aime pas qu'on l'en fasse sortir : il y demeurera ordinairement enfermé jusqu'à sa mort. Comment lui faire découvrir un autre univers ? Écouterait-il même l'appel admirable de Bossuet : « Ecoute, Israël, écoute dans ton fond ; n'écoute pas à l'endroit où se forment les fantômes, écoute à l'endroit où la vérité se fait entendre, où se recueillent les pures et simples idées. » Il y a, en effet, dans l'âme humaine plusieurs étages : il y a ceux où prennent naissance et s'agitent les fantômes d'idées, les imaginations, les rêves ; il y a la demeure secrète de la vérité, celle où l'homme ose rarement entrer...

Si j'avais à parler aux hommes, voici ce que je leur dirais : vous mourez de soif, c'est vrai, je souhaite que ce soit vrai. Si vous n'aviez pas soif, votre état serait sans espoir. Ou bien vous ignorez peut-être que vous avez soif, mais vous le saurez certainement un jour ou l'autre. Vous souffrez de votre siècle à cause de ce qu'il a d'inhumain. Il faut le prendre en pitié, et non le haïr, comme faisait Saint-Exupéry : vous réussirez peut-être à lui donner une âme, car l'histoire nous enseigne qu'il ne faut pas tellement d'hommes pour transformer un peuple, pour ébranler le monde : ce n'est pas le nombre qui importe, mais la foi.

En tous cas, n'écoutez pas ce qu'on vous dit : que vous appartenez à une civilisation de masse. Ce qu'on appelle la masse est une pure abstraction. Sans doute, les conditions de la vie moderne sont telles que les communautés humaines ont quelque chose de grégaire et d'informe : c'est d'ailleurs pourquoi elles ne sont pas de véritables communautés. Mais pour qu'un peuple fût vraiment massifié, il faudrait que tous les individus qui le composent eussent perdu toute faculté de penser par eux-mêmes et toute liberté, qu'ils fussent totalement déterminés : or, il est impensable qu'une communauté humaine puisse être réduite, si abrutie qu'elle soit par l'information visuelle, à l'état de bétail. Il ne peut pas y avoir de civilisation de masse. En revanche, toutes les grandes civilisa-

tions de l'histoire ont été des civilisations populaires, édifiées par le concours de toutes les classes sociales, dans les temps où il y avait des classes sociales qui n'étaient pas ennemies entre elles. Vous n'êtes donc pas des individus noyés dans la masse. Chacun de vous est une créature de Dieu, qui répond à une pensée et à une intention particulière de Dieu. Chacun de vous est une créature unique, et ce que Dieu attend que vous Lui donniez, personne d'autre ne peut le donner. Cette certitude doit transformer votre vie, elle vous donne l'assurance que vous êtes connus, compris et aimés, que Dieu n'a pas fait une mauvaise plaisanterie en vous appelant à l'existence, qu'Il ne se joue pas de vous et de l'humanité en général en inventant cette détestable farce où il vous donne un rôle. Tout sera transformé dans votre vie si vous êtes capables d'attention intérieure. Bien sûr, j'ai l'air de parler le langage d'une autre planète, parce que dans la vie que nous menons sur celle-ci, nul d'entre nous ne peut plus tourner son regard vers soi-même : tout nous attire vers l'extérieur. Le dehors nous assaille par mille signes qui nous sollicitent ; nous ne sommes plus jamais avec nous-mêmes, mais toujours avec quelqu'un ou quelque chose d'autre. Là est peut-être l'invention la plus redoutable de la vie moderne, c'est qu'elle nous interdit d'être seuls ; et finalement la solitude nous fait peur presque autant que la pauvreté. Pourtant jamais rien de grand ne s'est créé dans l'histoire humaine que par la solitude et le silence, et l'un comme l'autre nous sont refusés dans le monde d'aujourd'hui. Mais il ne s'agit pas simplement d'œuvres exceptionnelles : il y a une part de vous qui a besoin d'un minimum de solitude et d'existence pour exister, et c'est justement cette part qui vous ferait vivre, faute de quoi votre vie est dépourvue de sens. Il est possible que l'attention intérieure vous demande un effort héroïque, mais c'est un effort nécessaire, vous ne pouvez pas sans elle commencer à vivre. Vous vous êtes jetés dans votre métier aux jours de votre jeunesse, avec la pensée d'y trouver votre raison de vivre, mais finalement votre métier deviendra une habitude monotone, même votre vie de famille sera envahie par la monotonie, et vous vous apercevrez que vous aviez soif d'autre chose. Alors, si vous faites silence en vous, tout peut commencer vraiment. Et tout commence quand Dieu commence. C'est un événement qui appartient à la vie secrète de l'âme, et il est donné à tout homme d'éprouver la pénétration silencieuse de Dieu, s'il consent à un effort d'attention intérieure. Ne soyez pas de ces hommes pour qui rien ne commence jamais.

Je leur dirais encore : vous voilà très étonnés parce que je vous parle du pouvoir d'un seul regard tourné à l'intérieur de vous-mêmes. Le mot est pris ici figurativement puisqu'il s'agit du regard de l'intelligence. Par lui nous atteignons notre être propre. Mais par l'intermédiaire du regard de nos yeux notre intelligence pénètre aussi l'être des choses, et cela est plus merveilleux que tous les miracles de la technique. Il est bien vrai, comme disent

les sociologues, que les techniques ne sont plus aujourd'hui à la mesure de l'homme qui ne les contrôle plus. Nous sommes parvenus à désintégrer la matière, mais pouvons-nous reconstituer les objets que nous avons désintégrés ? En réalité, un simple regard jeté sur la nature vous en apprendra davantage sur l'être des choses que les équations des physiciens. Vous rêvez, comme tous nos contemporains, de cosmonautique et de course à la lune, la science-fiction est votre passe-temps préféré, mais vous ne voyez pas l'arbre qui est au bord du chemin. L'homme est un animal métaphysique, et j'ai toujours été extrêmement frappé de ce fait que les grandes choses ne se révèlent à nous qu'à la condition que nous nous penchions d'abord sur les petites. Les discours de Socrate frappaient ceux qui l'écoutaient par la banalité de ses propos. Il se promenait dans les rues d'Athènes, s'arrêtait devant la boutique du cordonnier ou du forgeron, prenait pour point de départ de sa réflexion les métiers des artisans et de là s'élevait jusqu'aux plus hautes spéculations de la métaphysique. N'avez-vous pas remarqué qu'il en est ainsi des grands peintres et des grands poètes ? Ils prennent pour sujet le spectacle le plus banal, l'objet le plus dépourvu d'intérêt, et, par le mystère de l'art, ils font que nous croyons voir ces objets pour la première fois, parce que nous les atteignons dans leur être même. Le plus grand précepte de la morale est qu'il faut sans cesse rafraîchir le regard que nous jetons sur les choses. Les peintres et les poètes sont ceux qui savent jeter un regard neuf sur les choses et qui nous les font découvrir, alors même qu'elles sont depuis toujours sous nos yeux. Il n'est pas possible de vivre sans admiration. Or, il est certain que la vie quotidienne nous donne rarement l'occasion d'admirer. D'abord parce qu'elle est, et qu'elle a toujours été remplie de soucis, les uns mesquins, les autres nobles, et que, pour peu qu'on ait de responsabilités, elles vous préoccupent et empêchent votre esprit de respirer. Mais surtout parce que la vitesse est devenue reine du monde. Le rythme de la vie s'accélère d'une façon vertigineuse ; tout le monde s'en plaint, mais il n'est personne qui ne soit emporté par lui. Et quoiqu'on aille de plus en plus vite, on a quand même de moins en moins de temps pour les choses gratuites, comme regarder l'ombre des nuages errer sur les champs, ou jouer sur un vieux piano, fût-il désaccordé, une musique éternelle. Les paysans de mon village, qui, il y a seulement dix ans, labouraient avec des bœufs, ont tous des tracteurs aujourd'hui, ils moissonnent avec des moissonneuses-batteuses, bref leur travail s'accomplit beaucoup plus facilement et plus vite : pourtant le temps les presse quand même et ils sont plus fatigués.

D'autre part, si la vitesse nous emporte, en revanche le silence nous est de plus en plus parcimonieusement mesuré. Il n'est pas de dissonances auxquelles notre oreille ne trouve de charmes dans la musique, le bruit des machines, le fracas de la rue ont pour nous des voluptés secrètes ; la paix de la nature est devenue pour

nous si insolite, peut-être si redoutable, que les touristes la troublent par les éructations de leurs transistors. Paul Valéry, il y a trente ans déjà, avait admirablement analysé cette destruction de la sensibilité, à laquelle se livre avec frénésie le monde moderne. « Tout se passe, écrivait-il, dans notre état de civilisation industrielle, comme si, ayant inventé quelque substance, on inventait d'après ses propriétés une maladie qu'elle guérisse, une soif qu'elle puisse apaiser, une douleur qu'elle abolisse. On nous inocule donc, pour des fins d'enrichissement, des goûts et des désirs qui n'ont pas de racine dans notre vie physiologique profonde, mais qui résultent d'excitations psychiques ou sensorielles délibérément infligées. L'homme moderne s'enivre de dissipation. Abus de vitesse, abus de lumière, abus de toniques, de stupéfiants, d'excitants. Abus de fréquence dans les impressions ; abus de diversité, abus de résonance, abus de facilités ; abus de merveilles ; abus de ces prodigieux moyens de déclenchement, par l'artifice desquels d'immenses effets sont mis sous le doigt d'un enfant. Toute vie actuelle est inséparable de ces abus. Notre système organique, soumis de plus en plus à des expériences mécaniques, physiques et chimiques toujours nouvelles, se comporte à l'égard de ces puissances et de ces rythmes qu'on lui inflige, à peu près comme il le fait à l'égard d'une *intoxication insidieuse*. Il s'accommode à son poison, il l'exige bientôt. » (1)

Il faut voir les choses comme elles sont. Nous sommes un siècle technique. Cela comporte tellement d'avantages et de commodités que quiconque voudrait s'en priver passerait à juste raison pour un fou. Mais il faut voir le revers de la médaille, qui est que la technique nous fait vivre dans l'artificiel. Une matière a sa personnalité, par laquelle elle s'impose à l'homme qui veut l'utiliser. L'apprenti qui n'a pas observé le fil du bois est tout étonné que le bois lui résiste. Mais les matières dites « plastiques » que notre industrie fabrique prennent exactement la forme et la dureté dont nous avons besoin. Nous fabriquons tout en matière plastique, depuis les objets usuels du ménage jusqu'aux avions et aux maisons. Les matières naturelles les plus grossières, dont nos grands-parents faisaient leurs meubles ou leurs vêtements, sont pour nous aujourd'hui des matières de luxe. Et nous transposons cette technique dans l'ordre de l'esprit. Nous ne cherchons pas la Vérité pour elle-même, parce que nous craignons de la trouver trop résistante, nous cherchons des vérités commodes, pratiques, qui s'adaptent exactement à nos besoins ; nous les fabriquons et nous leur faisons prendre la forme qui nous plaît parce que, sans le savoir, nous pensons, comme Protagoras, que l'homme est la mesure de toutes choses. Dans les créations de la matière comme dans celles de l'esprit, nous réussissons à fabriquer du faux qui a

(1) Paul Valéry. Variété III. Le Bilan de l'intelligence, p. 282.

presque l'apparence du vrai. Mais ce « presque », imaginez-le aussi insignifiant que vous voudrez, il représente quand même une distance infinie, et nous ne pourrons jamais faire que le faux soit vrai. Or, c'est du vrai que nous avons besoin, et de rien d'autre. Et c'est probablement la source de toute la mélancolie humaine : c'est de vérité que l'homme a faim, et on ne la lui donne jamais. La technique réussit des prodiges étonnants, mais on ne vit pas de la technique : elle n'apporte rien à l'âme de ce qui lui est essentiel.

Je vous parle de vérité, mais est-ce un langage intelligible ? Simone Weil disait : « Le désir de la vérité est devenu très rare. Le prestige de la culture est devenu presque exclusivement social, aussi bien chez le paysan qui rêve d'avoir un fils instituteur ou l'instituteur qui rêve d'avoir un fils normalien, que chez les gens du monde qui flagornent les savants et les écrivains réputés. » Pourtant l'âme humaine n'est pas faite pour autre chose que la vérité. Valéry a raison de dire que nous sommes intoxiqués. Nous avons été abusés par tous ces pseudo-penseurs qui nous ont révélé que le monde était malheureux parce que l'état économique et social était mauvais. Ce n'est pas vrai. Le mal est dans l'homme et non dans l'économie. Mais comment se déprendre de tous ces artifices dans lesquels le monde nous enveloppe ?

Je parlais à l'instant de l'importance du regard. Je crois qu'il faut réapprendre à regarder, à découvrir le monde. Non pas à travers les images truquées du cinéma. Non pas même à travers celles que vous emmagasinez dans vos voyages de vacances. Vous avez pris l'habitude, grâce à la voiture, d'aller très loin, tant vous avez besoin de vous dépayser ; mais vous faites tant de kilomètres que vous finissez par ne plus rien voir, ou bien vous goûtez une sorte de détente physique à laquelle l'esprit n'a guère de part. Et puis l'admiration s'use vite, il faut la ménager. Non, vous découvrirez le monde sur un chemin de la plus modeste campagne française. Pas une route goudronnée, un chemin avec de l'herbe et des ornières. Vous apprendrez le langage du sol, avec ses bosses, ses creux, sa couleur, qui révèlent toute une histoire secrète, le langage des herbes, avec leur odeur et leurs fleurs plus touchantes que celles d'un beau jardin, le langage des arbres qui dessinent dans le ciel leurs signes familiers, et le langage des oiseaux qui nous racontent l'histoire des saisons. Vous connaîtrez le grand mystère de la lumière, non moins grand que celui de la nuit. Vous connaîtrez que le monde est vrai, et non point une illusion, parce qu'il est vivant et qu'il parle un langage intelligible, le langage même de Dieu. Car Dieu ne vous a pas enfermés dans cet univers sans vous donner aucun signe de Lui : au contraire, ces signes pullulent et ils sont aisément compris de ceux qui n'ont pas désappris le langage des choses. Dans cet ordre admirable et intelligent, vous avez votre place, qui est la première, et la Création tout entière attend de vous que vous la fassiez servir à la Louange de Dieu. Peut-être aurez-vous envie d'ironiser,

parce que vous direz que je fais de la poésie. Mais quoi ! Si c'est la poésie qui est vraie ?

Je dirais encore aux hommes : vous croirez en vous comme vous croirez aux choses. C'est un mystère insondable que l'homme, mais un mystère de lumière et non de ténèbres. Ne vous laissez pas séduire par les découvertes de la psychologie freudienne : il y a assez de noblesse dans l'homme pour vaincre en lui ce qui n'est pas noble. Croyez avec humilité à cette perfection à laquelle vous êtes appelés et qui est votre véritable climat — je dis avec humilité, parce que vous parviendrez d'autant mieux à la plus haute expression de vous-mêmes que vous serez plus convaincus de la médiocrité de vos moyens. Je vois le monde qui m'entoure s'enliser de plus en plus dans l'ennui. Il est vrai que le sentiment qu'éprouve l'homme d'aujourd'hui, d'être noyé dans une masse, a quelque chose d'accablant ; il se console comme il peut, avec les images du cinéma, et il rêve de devenir un héros du sport ou une vedette de la chanson : il se donne ainsi l'illusion d'échapper au carcan de la routine journalière dont le seul paradis consiste dans le barème des traitements. Une nation moderne est une nation de bureaucrates, pour qui il n'y a plus de risques, l'Etat ou l'entreprise ayant pour fonction essentielle de garantir l'individu contre toute insécurité. La Société fournit à l'homme nulle manière d'assurer sa sécurité, mais cela est vain, parce que vivre ne peut être qu'un risque, et le progrès se charge de réintroduire des risques inédits dans le tissu de nos existences. Or, la vie est une magnifique aventure, et elle est avant tout une aventure intérieure, mais pas du tout une garantie de bonheur : soyez assuré que tout est possible pour celui qui est prêt à tout donner. Dieu vous fait cette grâce d'être terriblement exigeant. Il n'a jamais considéré ses créatures comme une masse uniforme, mais comme un peuple, où Sa grâce se réservait de susciter des héros et des saints, et n'est-ce pas des héros et des saints que nous vivons ? Saint-Exupéry disait, au milieu de la débâcle de 1940 : « Je comprends le sens de l'humilité. Elle n'est pas dénigrement de soi. Elle est le principe de l'action. » Il disait encore : « Nous nous sommes trompés trop longtemps sur le rôle de l'intelligence. Nous avons négligé la substance de l'homme. Nous avons cru que la virtuosité des âmes basses pouvait aider au triomphe des causes nobles, que l'égoïsme habile pouvait exalter l'esprit de sacrifice, que la sécheresse de cœur pouvait, par le vent des discours, fonder la fraternité ou l'amour. Nous avons négligé l'Être. » Connaissez donc vos vraies dimensions, connaissez votre substance. Trop longtemps vous avez été abusés par les philosophies pourvoyeuses de néant, qui vous ont fait croire que votre vie était dépourvue de sens.

Je sais ce que vous allez me dire, et je comprends votre plainte. Le monde moderne vous refuse la joie de la création, par laquelle l'homme s'exprime, alors que tous les mondes passés donnaient

cette joie au premier artisan venu. N'importe quel ébéniste ou n'importe quel tourneur donnait une forme à la matière qu'il avait dans les mains, et cette forme était création de son esprit ; par elle il s'exprimait. Par là son travail s'apparentait à celui de l'artiste dont il avait la noblesse. La floraison incroyable d'œuvres d'art dans les époques passées s'explique par le fait que les maîtres d'œuvre avaient autour d'eux une légion d'artisans qui tous étaient capables d'une création originale. Je connais en France un musée de ferronnerie d'une richesse inouïe dont toutes les pièces exposées sont des instruments d'usage courant : enseignes de toute sorte, grilles, rampes d'escalier, serrures, clés, broches, pinces, pelles, grils, outils de menuisier, de forgeron, ustensiles de cuisine, que sais-je ? Tous ces objets sont des œuvres d'art. S'y promener est un enchantement. On y découvre mieux que dans les livres la richesse de l'esprit humain, parce que les livres sont l'œuvre d'une élite de l'esprit, tandis que ces instruments ont été fabriqués par le serrurier ou le forgeron du coin. Pourtant ces humbles artisans n'avaient pas une « vision planétaire » ; ils n'étaient pas « déstructurés » par l'information visuelle ; ils ne se demandaient pas quelle était la nature de leur structuration mais ils avaient la joie de créer, tandis que leur confrère d'aujourd'hui n'a d'autre joie que celle de s'endormir devant son écran de télévision : les prouesses des bandits de l'Arizona sont quand même sans point de rapport avec sa vie, mais comme, grâce aux merveilles de la technique, il est privé de la joie du travail, il est bien obligé de se rabattre sur cette pauvre distraction. C'est là ce qu'il y a de plus grave dans le développement de la technique, dont il n'est pas question de contester l'ingéniosité et la nécessité : elle réduit ses manœuvres au rôle de machines ; quant à ceux qui, à un échelon plus élevé, peuvent exercer, dans l'ordre de la technique, l'invention de leur esprit, ils y trouvent une satisfaction incontestable, mais au plan intellectuel et la plupart du temps à un niveau inférieur du plan intellectuel. Ce n'est pas là un travail par quoi l'âme peut s'exprimer. Comparez cela avec le travail de l'artisan qui faisait cuire les verrières de Chartres, ou même simplement sculptait les gargouilles ou taillait les contreforts, vous verrez la différence.

(A suivre)

Pierre FONTAINE

Une monarchie à « Corset Orthopédique »

Après avoir donné un aperçu sur une possibilité de pensée gaulliste pro-progressiste (1) — pensée qui a ses partisans et ses adversaires — continuons notre exploration dans ce tunnel où se trouve engagée la France sans qu'elle sache ce qu'elle découvrira à la sortie.

Pour d'autres de nos compatriotes, le général de Gaulle préparerait l'avènement du Comte de Paris...

La France est-elle mûre pour le retour à la monarchie ?

Le général André Laffargue, dans son livre *Fantassin de Gascogne* (Edition Flammarion), fixe un point de départ. En 1932, camarade de Charles de Gaulle à l'école supérieure de guerre, il recueillit cette confidence du futur chef de l'état : « *Par tradition de famille, je ne peux être que monarchiste* ». Le général Laffargue donne des précisions assez peu habituelles sur son ancien camarade et pour avoir apporté son témoignage au maréchal Pétain, il fut mis en disponibilité sans indication de motif.

A vrai dire, un hebdomadaire satirique de gauche fut le premier organe à insister sur l'idée que le général de Gaulle à la tête de la France constituait le prélude à une restauration monarchique. Il publia même la liste des *de* de son entourage. L'indice était faible. Les recherches des spécialistes en noblesse authentique dénièrent l'appartenance au sang bleu (1). *De* étant très répandu, dans le nord en particulier, ne doit être, affirment-ils, considéré que comme un patronyme en deux mots. D'où les nombreux journalistes qui n'écrivent pas de Gaulle mais De Gaulle. Reconnaissons que cette querelle ne nous intéresse guère. C'est l'âme et le cœur qui fait la noblesse d'un individu et non le nom.

Nous relevons ce détail pour deux raisons :

1°) D'Halluin dit Dorgères, leader paysan de l'opposition, fut vivement attaqué par la presse dévouée au pouvoir, en particulier celle de gauche, et *Le Monde* n'hésita pas à imprimer « le comte d'Halluin dit Dorgères » afin d'essayer de « discréditer » l'homme dans certains milieux. Dorgères expliqua, et *Le Monde* publia la rectification, qu'il était le fils d'un boucher

du nord nommé D'Halluin sans que ce nom comportât un blason quelconque ;

2°) Ce *de* a joué un rôle assez considérable dans la carrière politique du chef de l'état. Pour les bourgeois et l'Eglise, ce *de* offrait la garantie d'un rempart contre le communisme.

Cela dit, on ne discerne pas très bien, sauf à travers un sectarisme obtus, pour quelle raison la particule pouvait paraître péjorative chez Dorgères et **bénéfique pour le chef de l'état !**

Qu'il s'agisse de *Paris-Match* ou de magazines illustrés, les observateurs ont remarqué la grande publicité donnée depuis lors de festivités familiales comme les mariages de ses enfants par exemple.

On n'a pas oublié les messages respectueux envoyés au comte de Paris « héritier des rois de France » par le général de Gaulle plusieurs années à tout ce qui touche la famille royale française... que l'on représente comme parfaitement démocratisée, vivant en bons bourgeois avec ses problèmes de famille nombreuse. Bref, sans avoir l'air d'y toucher, on cultiva la **familiarisation** avec la famille royale dans le public des hebdomadaires à gros tirages populaires. Mine de rien, dirait Bourvil, mais désormais chacun connaît les princesses, leurs amours, leurs déceptions. L'ensemble n'est pas antipathique, mais pour les initiés, la manœuvre politique ne fait aucun doute. S'agit-il d'habituer le public... à ses futurs souverains ?

Puis, le comte de Paris partit, chargé par l'Elysée, d'une mission officielle au Liban où il fut reçu comme un ministre de France. A quel titre officiel autre que celui du bon plaisir ?

Henri d'Orléans, comte de Paris, est un gaulliste inconditionnel qui recommanda le « oui » pour l'abandon de l'Algérie après y avoir perdu un fils, ce qui permet d'évoquer le vote de Philippe. Egalité qui fit tomber la tête de Louis XVI. Nous n'insisterons pas sur son rôle pendant la guerre de 1940, malgré son engagement comme 2^e classe au 1^{er} régiment étranger dans lequel *il servit du 3 juin au 15 août 1940* (en ayant soin de se faire photographe), ses attaches à Vichy, puis son passage à Alger. Tout cela est encore de l'histoire mal éclaircie (Banque Worms Darlan, Bonnier de la Chapelle, Giraud, etc.). Le comte de Paris est un personnage un peu trouble (1) tant par ses relations, que par son passé et son « héritage ». « *S'il y a un jour une monarchie orléaniste, ce ne sera pas une véritable monarchie, mais un régime nouveau, une sorte de présidence de république royale à laquelle nous (les Bourbons) n'avons rien à voir.* » Cette lointaine prise de position n'est pas de circonstance. Elle date d'août 1884 et a été faite par Robert de Bourbon, duc de Parme. Préfigure-t-elle une adaptation pour l'avenir ?

Nous ne promènerons pas le lecteur dans les méandres des discussions sur les légitimités dynastiques françaises. Il semble, *a priori*, que le duc de Parme ait raison ; une autre branche paraît avoir plus de titres à cette royauté puisque les Orléans sont les cadets et ne peuvent être en aucun cas les héritiers directs des Capétiens. Un courant monarchique essaie-t-il de se frayer un chemin en France ? Il est curieux que, courant janvier 1963, un grand nombre de personnalités, journalistes et

écrivains en plus, aient trouvé dans leur courrier le numéro spécial d'un périodique « *L'information monarchique* » qui tenta d'alerter l'opinion sur la branche royale exacte habilitée à revendiquer le trône de France. Il est douteux que cette question passionne l'ensemble des Français pour lesquels la restauration du régime monarchique est inactuelle dans leur pays.

Comm e certains ont « la nostalgie de l'empire » (colonial), d'autres peuvent avoir la nostalgie de la royauté ou de l'empire. Je respecte toutes les croyances et toutes les opinions sincères. Disons simplement que les fréquentations du comte de Paris ne conviennent pas à ceux qui le suivirent depuis 1940. La prétention au trône exige certaines qualités dont la constance.

Un vent royal souffle-t-il et gonfle-t-il des desseins obscurs ? Tout est possible, avec le gaullisme qui s'embarrasse moins de la continuité de pensée que de la direction du vent. A travers la satire de *La Cour* et *Le roi* d'André Ribaud, il y a davantage de caricature que d'imagination. Le décorum, le protocole (la haie), les valets à la française de chaque côté du balcon pendant le salut à la foule (photo *Paris-Match*), les somptueuses réceptions, sont à la rigueur les indices d'une ambiance.

Bien que le personnage n'offre qu'une référence un peu farfelue, rappelons que l'ancien ministre Christian Pineau, plus à son aise dans les récits pour enfants qu'au ministère des affaires étrangères, écrivit qu'il croyait que le général de Gaulle envisageait le retour de la monarchie.

Intention passagère ou plan ?

Intention indécise, un vent qui succède à un autre, croyons-nous, car le 27 juin 1963, le ministre de l'information, M. Peyrefitte, « torpilla » publiquement la candidature du Comte de Paris à une vice-présidence. Mais le gaullisme a beaucoup de « vérités » successives... puisque *c'est en 1959* qu'une décision spéciale, prise par la V^e république, autorisa la candidature présidentielle aux descendants des familles ayant régné en France... Jusqu'alors, ces descendants pouvaient être élus, sauf au poste de chef de l'Etat. Le président de la république a modifié le texte en vigueur dans l'inattention générale.

Un fil conducteur permettra de voir un peu plus clair dans ls lignes qui précèdent et, éventuellement, incitera à la méditation, personne ne sachant encore si les jeux sont particuliers ou jumelés !

Dans son numéro 15 de juin 1963, *Le Spectacle du monde* a noté laconiquement :

« ...Le comte de Paris est le seul visiteur de l'Elysée que le général de Gaulle aille recevoir au bas du perron. S'agissant de réception privée, le général laisse la préséance au prince conformément à l'usage qui veut que le roi de France soit partout chez lui.

« Le général de Gaulle et le comte de Paris communiquent aussi par un ami commun : Marcel Bleustein-Blanchet, le célèbre publicitaire, gros annonceur dans l'Express. Bleustein est une des rares personnes non officielles que le général reçoive fréquemment, l'ayant chargé de procéder aux sondages d'opinion qui

contribuent à le guider. Bleustein est aussi un familier du « Cœur volant », la demeure du comte de Paris... »

Les milieux israélites furent toujours intrigués par le comte de Paris qui, heureusement pour eux, tient davantage de Philippe-Egalité que de Saint-Louis. Chamine, dans son livre *La querelle des généraux* (cille de 1942-43), cite une lettre de M. Pierre Alexandre, reproduite en 1957 par M. Marius de Bonvalle-Narot. Nous reproduisons le passage :

« de M. Alexandre, membre de l'Agence juivl auprès du Consistoire Central, chef spirituel des juifs de France repliés en Algérie, à M. Henri d'Astier de la Vigerie "conseiller politique de Mgr le comte de Paris "...

« Monsieur,

« Vous avez bien voulu, en diverses circonstances, nous indiquer votre point de vue sur la réorganisation et l'instauration d'un gouvernement en Afrique française répondant aux conditions nécessaires d'un redressement français. Nous ne pouvons mieux faire que de vous donner notre entière confiance pour l'organisation et la composition d'un gouvernement juste et éclairé à créer dans ce but. Nous ne faisons qu'une seule réserve, c'est que nous estimons que des personnalités comme le général de Gaulle et le général Giraud doivent obligatoirement en faire partie. **NOUS ESTIMONS EGALEMENT QU'IL SERAIT TRES HEUREUX POUR LA STABILITE DU PAYS QUE CE GOUVERNEMENT SOI TPLACE SOUS L'EGIDE DU COMTE DE PARIS.**

Pour la représentation des Israélites métropolitains repliés en Afrique française : **Pierre ALEXANDRE** »

Ce chapitre des « antennes » du comte de Paris pourrait être allongé considérablement dans les milieux mendessistes et maçonniques. Comme alliés ou pour les neutraliser ? Les opportunités du comte de Paris sont connus.

Les reptations de certaines tendances politiques sont parfois très longues et très lentes ; la politique est l'art de se placer opportunément chez les adversaires éventuels. Nous n'avons voulu que rétablir le contact entre 1943 et 1963, c'est-à-dire de M. Pierre Alexandre à M. Bleustein-Blanchet.

Ne perdons pas de vue les leviers puissants des israélites en France avec la finance, la presse, la radio, la maçonnerie, la publicité, moyens complets pour « travailler » une opinion publique assez j'm'en fichiste pourvu qu'on lui assure la continuité de ses jouissances matérielles, bagnole, pastis, belote, télé, tircé et, bientôt, la 5^e semaine de congés payés.

Question de tempérament ? Pas nécessairement. M. Pierre Alexandre souligne « pour la stabilité du pays » qui est, comme chacun le sait, la condition indispensable aux régulières rentrées d'impôts donc aux bonnes affaires puisque l'auteur cité rappelle que le comte de Paris doit beaucoup à l'ancien gouverneur de la Banque de France, M. Moreau, indiqué comme « fidéicommiss des Rotschild ».

..

Le chèque en blanc signé au général de Gaulle est autant valable pour payer le voyage sur la première voie progressiste que sur la deuxième monarchiste. Les buts sont diamétralement opposés, dira-t-on. Pour la population, sans doute, pour les hommes au pouvoir, aucun changement. Dans quels régimes de n'importe quel pays, les dirigeants ne forment-ils pas une cour avec des privilèges ? Des magasins spéciaux pour dignitaires soviétiques à la vie de grand d'Espagne de Franco en passant au confort somptueux de Tito et le népotisme d'un Nasser ou le play-boy Sukarno, les gouvernants jouissent de cette ivresse du pouvoir dont la caisse est inépuisable, la même partout, emplie par les contribuables. Cela n'empêche pas des citoyens soviétiques de se contenter d'une moyenne de 50 000 anciens francs par mois pour vivre avec un coût de la vie plus élevé qu'en France, ni les citoyens Espagnols de fuir la misère par dizaines de milliers et de chercher de meilleures conditions d'existence en France et en Allemagne, ni des bergers yougoslaves de peiner dans leurs montagnes comme il y a un demi-siècle, ni les paysans égyptiens de crever de faim sur leurs misérables *feddans*. Les thariféraires confondent le bonheur d'un clan avec celui d'un peuple ; par malheur, la doctrine et les institutions que Salazar s'éG pour malheur, la doctrine et les institutions ne gênent jamais le clan mais toujours le peuple. On ne signale que Salazar vivant simplement, sans faste, comme doit vivre un de ses chefs de service et travaillant à la recherche d'une formule politique idéale... qui ne sera jamais de ce monde.

La confiance rapportée par le général de Beaufort, pro-communiste français, pouvait refléter un état d'âme et la pensée monarchique un autre état d'âme, chacun correspondant à un « vent (momentané) de l'histoire » que les impressionnables croyaient « un tournant dcisif » à un moment donné, sans lendemain assuré ! Il est dangereux de bâtir un avenir national sur ces états d'âme passagers. La force soviétique se résume dans la continuation de la tradition nationale tsariste ; l'étiquette gouvernementale a été renouvelée mais la Russie continue et l'empire des tsars reconstitué par Staline en 1939 et 1940 s'est agrandi. Tel est le véritable secret de la puissance de l'U.R.S.S. Les Etats-Unis ne comptent que deux siècles d'histoire, mais eux non plus ne varient pas leur formule d'expansion depuis leur point de départ avec les treize colonies anglaises de l'Est devenues cinquante états avec des possessions outre-mer avouées et d'autres occultes. En France, rien de tel, ce qui explique qu'avec la conception actuelle de son avenir politique, le pays s'effondrera lamentablement parce que les géants font peu de cas des faibles et des pays décadents. Un indice pour expliquer où nous en sommes :

Au cours d'une confrontation politique courtoise, l'écrivain de gauche M. Jean-Louis Bory, expliqua à ses interlocuteurs que pour eux, la grandeur se résumait à un drapeau avec un adjudant au pied aolrs que, pour lui, la grandeur était la langue et sa culture. Que voilà une explication « courte » ! Sans le drapeau

et l'adjudant, les indigènes qui sont autour eussent-ils appris la langue et sa culture ? Parlerait-on anglais dans toutes les parties du monde sans la garde du pavillon britannique ? Le russe serait-il parlé en Yakoutie sans les cosaques russes qui y plantèrent le drapeau impérial ? D'accord pour la doctrine, mais pas pour la bêtise.

Les deux voies éventuelles du gaullisme indiquées, peuvent, à la rigueur, durer autant que le guide, mais aussi tourner à la guerre civile dès sa disparition. Suivant ceux qui croient que de Gaulle allait leur apporter ceci ou cela et qui risquent d'être déçus s'ils restent en panne sur un parcours non achevé. Le « secret » gaulliste provoquera encore des surprises amères aux Français.

L'U.R.S.S. avoue des difficultés intérieures et extérieures. Doit-on s'accrocher aux théories qui se désagrègent ? Le bonheur relatif pour la France est qu'elles aient craqué avant la mise en train sérieuse de la confiance à de Beaufort : la leçon a dû servir. D'autre part, la résistance offerte par le sénat et les « non^c » d'octobre 1962 indiquent que le pays n'est pas tout à fait mûr pour le comte de Paris. Alors, nous reste une troisième hypothèse, le régime autoritaire — sorte de droit divin déguisé — inspiré des deux précédents. Ce n'est pas pour le plaisir de promulguer de nouvelles lois, que fin décembre 1962 furent créés de nouveaux tribunaux concernant la sûreté de l'Etat et les atteintes à l'autorité de l'Etat. Cet additif peut se traduire par la répression de la liberté d'expression si cette opinion est non conforme à l'autorité et se permet la critique.

En cas d'abandon de la première et de la deuxième voie, il resterait donc ce compromis des deux. C'est l'aventure politique puisque le gaulliste *Nouveau Candide* (29-11-62) rapporta une phrase prononcée — paraît-il — par le chef de l'Etat : « *J'irai plus loin que leur front populaire* ». Ce n'est pas le socialisme qui nous inquiète, ce sont les idées qu'il implique maniées par un monarchiste de tempérament.

Là encore, l'homme n'est que l'homme et l'argent dispose, surtout en France. Il est difficilement concevable, répétons-le, qu'un premier ministre, ancien directeur général chez les banquiers de Rothschild frères, un ministre d'Etat, Jacquinet, beau-frère des banquiers Lazard frères (Royal Dutch-Shell), un pilier financier de l'U.N.R. Marcel Bloch-Dassault, industriel milliardaire et banquier, pour l'essentiel, collaborent avec un gouvernement les conduisant à un collectivisme plus ou moins larvé. Pourrait-on briser la grande banque comme furent broyés les militaires et civils fidèles à leur idéal de mai 1958 ? Oui, à une condition : instaurer brutalement un régime d'autorité à la manière communiste en rétablissant le blocage des fonds en métropole. La haine et l'amour sont les deux seuls sentiments capables de provoquer les pires exaltations... le casse g... et aussi l'aventure noire.

Pour quelle raison l'homme qui maintint extérieurement la splendeur française de 1940 à 1944 et en appela à la sauvegarde de l'empire, changea-t-il sa conception de la grandeur ? L'expli-

cation est récente et c'est André Figueras (*La Nation Française* du 3 juin 1964) qui en donne la clé en analysant un livre du général de Langlade :

« Le général de Langlade se rappelle une revue passée à Cognac, par le chef de la France libre, au lendemain des opérations de Royan. Le défilé avait été « miteu », le déjeuner « crasseux ». De Gaulle était d'une humeur exécrationnelle et, quelqu'un s'étant risqué à lui dire que la France allait avoir immensément besoin de lui, il répondit par ces mots, qui époustouflèrent tellement le général de Langlade, que sa mémoire les a, sans aucun doute, enregistrés avec fidélité :

« Je me demande jusqu'à quand, s'écrie donc De Gaulle, certains s'imagineront que je suis indispensable au relèvement de la France... Ils voudraient me faire passer pour un faiseur de miracles ou pour un mage... je ne suis ni l'un, ni l'autre, et d'ailleurs le serais-je, que je me refuserais à intervenir.

« La France est malade, elle est comme un corps qui se décompose... si je le voulais, je pourrais l'enfermer dans un corset orthopédique, et, la tenant à bout de bras, lui donner une apparence extérieure de santé... mais à peine ouvrirais-je la main et délacerais-je le corset, qu'elle tomberait pour ne jamais se relever. Non, certes, je ne ferai pas cela.

« Il faut que sa guérison soit son œuvre propre, il faut qu'elle recouvre elle-même sa santé, il est impossible que dans ce foyer de décomposition il ne se trouve pas un germe sain générateur de sa propre résurrection. Mais ce germe, c'est des Français eux-mêmes qu'il doit naître et grandir... alors seulement, un jardinier désigné par la nation, se penchera sur lui, lui prodiguera ses soins, l'aidera à croître et à proliférer afin d'étouffer tous les autres.

« Peu importe qui sera ce jardinier ! Qu'il se nomme De Gaulle ou non... il sera certain du succès, car le corps France aura prouvé par sa réaction due à lui-même qu'il était digne de vivre et de redevenir fort.

« Si la France ne peut accomplir cet acte d'énergie, si elle ne peut faire cet acte de foi qui conditionne sa résurrection... alors, tant pis pour elle, c'est qu'elle ne sera plus digne de subsister. »

« Le général de Langlade, qui rapporte ces propos dans son livre : « En suivant Leclerc », (éditions du Fil d'Ariane), ajoute : « C'est le souffle coupé que j'écoutais ces paroles. »

Ce scepticisme n'est pas accidentel. Dix-huit ans après, le chef de l'Etat évoquera dans une de ses allocutions irradiées les « possibilités modestes » de la France. Il y a là quelque chose d'important ; la victoire de 1945 n'effaçait donc pas la sévère défaite de 1940 et la conquête en quarante jours de la France qui semble être le nerf moteur d'un scepticisme s'apparentant au pessimisme si l'on s'en rapporte au général de Langlade.

PIERRE FONTAINE.

Jean MABIRE

Pierre de COUBERTIN *et l'éducation « totale »*

A l'occasion des Jeux Olympiques du mois d'octobre à Tokyo, les journaux et les officiels français se souviendront peut-être de Pierre de Coubertin et on assure qu'un effort de propagande sera entrepris pour faire connaître à la jeunesse le Rénovateur des Olympiades, totalement méconnu dans son propre pays et passablement défiguré dans bien d'autres.

Il n'est pas inutile d'évoquer sa vie et son œuvre. Non seulement nous pouvons y découvrir l'explication du silence qui escamote sa mémoire mais également y trouver l'enseignement d'une véritable conception du monde, renouvelée par l'éducation « totale », cette parade juvénile et révolutionnaire aux dangers des « temps modernes »...

Les athlètes et les écoliers découvriront Pierre de Coubertin à l'occasion de quelque émission de télévision où il sera plus parlé de records que d'éducation. Et ce sera le grand oubli dès les premiers jours de l'automne.

C'est hélas une tradition bien établie. Au mois de janvier 1963, le centenaire de la naissance de Pierre de Coubertin a été pratiquement escamoté. Les hommages officiels furent réduits au strict minimum. Quelques semaines plus tard sa veuve disparaissait discrètement dans l'indifférence d'un pays qui avait déjà oublié son nom.

Coubertin ne se serait pas étonné de cette ingratitude. La moustache en bataille et l'œil en vrille, cet aristocrate parisien de la Belle Epoque s'habitua à l'incompréhension avec une ironie secrète, tout comme ces paysans cauchois croqués par son voisin de campagne Guy de Maupassant. Au fond il se souciait peu de l'éloge des foules et des sots et déclarait un jour à un rédacteur de gazette « *Je ne tiens à rien, hors mon indépendance* ».

Toute sa vie, Coubertin fut incompris. Il passa pour un original et même pour un farceur. Sa façon d'entreprendre des tâches gigantesques en les saupoudrant d'humour avait de quoi désarçonner de moins habile cavalier que cet infatigable escrimeur à cheval. Il fut aussi peu cartésien qu'on peut l'être dans son pays. Mais il fut le plus rêveur des hommes d'action et le plus activiste des hommes de rêve.

La légende le fait naître au château de Mirville, entre Bolbec et Fécamp, en plein pays de Caux. En réalité il vit le jour le 1^{er} janvier 1863 à Paris, dans le VII^e arrondissement, au 20 de la rue Oudinot. Mais plus que du sang italien de ses ancêtres Fredy, venus en France sous Louis XI et acquéreurs de la seigneurie de Coubertin, près de Versailles, il se réclama de ses trois quarts d'hérédité normande et du paysage cauchois de son enfance. Etre fils d'une race d'aventures ne déplaisait pas à Coubertin et il y avait chez lui un aspect viking, vagabond et entreprenant, qui ne manqua pas de frapper les Français. A un point tel qu'ils ne le reconnurent jamais tout à fait pour l'un des leurs.

Coubertin était de ces hommes qui ont besoin de la terre entière pour jouer leur partie et il est assez conforme à son personnage que sa tombe soit en Suisse au bord du lac Léman, son cœur en Grèce au pied du mont Cronos et son buste en Allemagne, dans un jardin de Baden-Baden.

Quant aux livres qu'il a écrit, on ne les trouve guère à Paris, même à la Bibliothèque Nationale, et il faut aller jusqu'à Lausanne pour consulter les archives de cet homme qui ne fut pas un écrivain mais nous laisse environ 60 000 pages imprimées, réunies en volumes ou dispersées dans des revues. L'accueil du Comité International Olympique et la visite du Musée de la villa « *Mon repos* » et de son parc sont des souvenirs qui ne s'oublient pas.

Entre le jeune homme qui, à 23 ans, rêvait de restaurer les Jeux Olympiques et le vieillard de 74 ans qui, un an avant sa mort, saluait les dieux du stade réunis en 1936 à Berlin pour y célébrer le culte de la force et de la beauté, toute une vie de lutte, de travail, de ténacité et surtout d'incompréhension constitue la trame d'une véritable épopée moderne.

Et il est tristement significatif qu'en cette année qui suit son centenaire, le véritable message de Coubertin soit tout aussi méconnu que de son vivant. Moi-même je viens de céder à l'imagerie facile en évoquant la partie la plus extérieure — et peut-être la plus périssable, car la plus défigurée — de son œuvre : le rétablissement des Jeux Olympiques.

Mais j'obéis à cette ivresse inoubliable d'un petit garçon de dix ans qui, par la grâce de Leni Riefenstahl, vit soudain le discobole s'animer tandis qu'un coureur brandissait son flambeau sur une plage scintillante où des jeunes filles nues dansaient dans la nuit d'une Grèce immortelle.

Coubertin en adressant son dernier message *aux coureurs d'Olympie-Berlin* savait bien qu'il fallait des images pour illustrer ce qui devait devenir son testament.

A l'approche du crépuscule, il pense à tous ceux qui à leur tour vont reprendre le flambeau qu'il avait arraché à la nuit des siècles, restituant cette année-là par les routes d'Europe le signe du soleil :

« *Demandez pour moi à la jeunesse assemblée à Berlin qu'elle accepte l'héritage de mon travail et qu'elle achève ce que j'ai commencé, ce que la routine et la pédanterie ambiante m'ont empêché d'accomplir jusqu'au bout, afin que soit scellée définitivement l'union des muscles et de la pensée pour le progrès et pour la dignité humaine.* »

Derrière les fanfares et les drapeaux, derrière les hymnes et les couronnes, Coubertin savait bien que les Jeux Olympiques ne signifiaient pas seulement une fête internationale mais qu'ils renouaient une très vieille alliance, celle de l'âme et du corps.

Et c'est pourquoi faire de Coubertin une sorte d'entrepreneur de spectacle, un Barnum à l'échelon du vieux continent, est une erreur et une trahison.

L'heure est venue de lui rendre l'hommage de la fidélité. André Seney et Robert Hervet qui ont écrit récemment une intéressante étude sur sa vie et sur son œuvre (1) ont fort bien souligné ce que fut réellement Pierre de Coubertin: « *Sa vocation était celle d'un Enseignant en marge. Sa mission fut celle d'un Educateur* ».

La restauration des Jeux Olympiques n'est qu'un aspect, lourd de poésie et d'espoir, du sillon qu'ouvrit cet infatigable laboureur. Coubertin était d'ailleurs bien trop intelligent, trop finassier même, pour ne pas se rendre compte du parti qu'il pourrait tirer de cette énorme façade publicitaire.

N'importe quel dictionnaire nous apprend que les Jeux Olympiques furent créés en 776 avant Jésus-Christ et qu'ils étaient célébrés tous les quatre ans dans l'enceinte sacrée d'Olympie aux alentours du solstice d'été. Réservés aux Grecs de race pure et aux seuls hommes libres, ils étaient l'occasion d'une trêve entre tous les Hellènes et comportaient à la fois des épreuves sportives et des concours artistiques.

Il est moins connu que les Jeux Olympiques furent interdits en 395 par Théodore II. Il n'y avait pas cinquante ans qu'un autre empereur romano-chrétien avait déclaré obligatoire la nouvelle religion (obligatoire *sous peine de mort* en 355 !). Une conception d'origine asiatique, toute attachée au dualisme de l'âme et du corps, toute pénétrée de l'idée orientale de la supériorité de l'esprit sur la matière, ne pouvait qu'être hostile à l'esprit moniste, proprement européen et occidental, qu'était l'union du muscle et de la pensée — cette vision sublime de la Grèce des Olympiades.

Il n'est pas certain que Coubertin ait discerné ce que sa démarche avait d'insolite et de révolutionnaire quand il affirmait, avec une foi tranquille et inébranlable, l'unité de l'homme.

Cette année, des millions de spectateurs assisteront au Japon aux XVIII^e Olympiades. Combien sauront que tout a commencé le 25 novembre 1892 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne ?

Un orateur de petite taille dont la silhouette évoquait à la fois le pédagogue et le militaire (rencontre bien insolite en cette veille d'affaire Dreyfus—mais Coubertin a le génie d'harmoniser toutes les contradictions...) va proposer à un auditoire surpris de rétablir les Jeux Olympiques. Et ce garçon à la grosse moustache noire n'a pas trente ans !

On ne sait pas grand chose de ce jeune noble sinon qu'il se proclame volontiers démocrate. Dans sa jeunesse il était parti pour Saint-Cyr mais il était arrivé à Rugby en passant par la rue Saint-Guillaume. Délaissant le sabre et la fêrule, il avait finalement pris le bâton de pèlerin pour visiter l'Angleterre et les Etats-Unis avant de fonder en France des sociétés sportives à la mode anglo-saxonne.

L'auditoire dut être convaincu car le 16 juin 1894, un congrès se réunissait à Paris pour le rétablissement des Jeux Olympiques. Deux ans plus tard, 80 000 personnes, sur le stadion d'Athènes, assistaient, du 5 au 15 avril 1896, aux premières Olympiades. Il y eut de nombreuses épreuves sportives et beaucoup de discours officiels. Lors des félicitations et des remerciements d'usage une seule personne fut oubliée: Pierre de Coubertin!

Mais l'année suivante il organisait un congrès olympique au Havre et les secondes Olympiades avaient lieu peu après à Paris en 1900. L'année même de l'exposition.

Les bras tendus pour le serment de l'athlète saluaient ainsi l'aube de notre siècle.

Si Coubertin avait tenu à la renaissance des Jeux Olympiques, c'était pour donner au monde une image éclatante de ce nouvel homme dont il rêvait, c'était pour annoncer son œuvre d'éducation. Et au soir de sa vie il le rappelle *Aux coureurs d'Olympie-Berlin* :

« L'avenir est aux peuples qui, les premiers, oseront transformer l'instruction du jeune adulte. Car c'est lui — et non l'enfant — qui détient et régent le destin. Ainsi s'établira la Paix vigoureuse et réfléchie convenant à une époque sportive, ambitieuse et volontaire. »

Et dans ce même appel à la jeunesse du monde, Coubertin avait indiqué d'une manière lumineuse ce qui était le sens même de toute sa vie, de toute sa pensée et de toute son action : *« Il semble que l'humanité va reconnaître enfin que la crise dans laquelle elle se débat est, avant tout, une crise d'éducation. »*

Le Normand Coubertin se situe dans le droit fil d'une tradition nordique illustrée par l'Anglais Thomas Arnold ou le Danois N.F.S. Grundtvig qui est fait des idées de liberté et de responsabilité, la base même des écoles publiques britanniques ou des universités populaires scandinaves.

Mais personne ne pouvait comprendre en France que nous avions parmi nous un éducateur de cette trempe. On se contenta de sourire, d'ignorer ses livres et de s'attacher au côté le plus spectaculaire — et même le plus commercial — de son œuvre.

De tous les écrits et de tous les actes de Coubertin éducateur surgit l'idée de l'Unité de l'homme. Coubertin y affirme une conception « totale » où convergent — sur un plan de stricte égalité — les facultés physiques, intellectuelles et morales.

Cet aspect de sa pensée est sous sa plume dès 1894 : *« En définitive, il n'y a pas dans l'homme deux parties, le corps et l'âme ; il y en a trois : le corps, l'esprit et le caractère ; le caractère ne se forme pas par l'esprit ; il se forme surtout par le corps ; les anciens savaient cela ; nos pères l'ont oublié et nous le rapprenons péniblement ».*

Et Coubertin ajoute aussitôt, ce qui donne bien le ton acerbe et mordant de ce petit homme pétri d'énergie et d'humour : *« Ceux de la vieille école se sont émus de nous voir tenir nos assises en pleine Sorbonne ; ils ont senti que nous étions rebelles et que nous finirions par jeter bas l'édifice de leur philosophie vermoulue. Cela est vrai : nous sommes des rebelles... »*

Le 27 août 1887 avait paru le premier article de Coubertin dans le journal *Le Français*. Il y traitait d'un sujet qui n'a,

hélas, pas vieilli : le surmenage scolaire. Avec la fougue de la jeunesse, il dénonce l'éducation traditionnelle et reproche à la législation napoléonienne d'avoir renforcé l'enseignement ecclésiastique. Car pour Coubertin le christianisme a commis un véritable attentat contre la spontanéité de l'adolescent en faisant de l'humilité, de l'obéissance et de la mortification les pierres angulaires de son œuvre pédagogique. Coubertin s'élève violemment contre Mgr Dupanloup et sa « pédagogie de la méfiance ». Gagné à l'esprit sportif et libéral britannique d'Arnold, il se méfie de l'athlétisme allemand militarisé de Jahn comme de la gymnastique rationnelle suédoise de Ling. Les bataillons scolaires français, ce préfascisme caricatural, lui paraissent particulièrement odieux.

Déjà Coubertin se situe comme un non-conformiste. Il rêve d'une Ecole nouvelle où n'auraient place ni l'Eglise, ni l'Armée, ni même la Sorbonne... Quelques années plus tard, il va imaginer un collège modèle et décrira en 1905 ce haut-lieu de l'Ordre dont il rêve.

Coubertin sait qu'il n'y a pas d'éducation sans une vision héroïque. Loin des maîtres d'écoles de son temps, avec leur sempiternelle dispute de l'instituteur et du curé, Coubertin donne comme exemples aux jeunes gens tout à la fois l'athlète grec et le chevalier européen. Pour lui, c'est la même veillée d'armes qui précède l'adoubement et l'olympiade...

Mais si Coubertin songe à réformer l'éducation avec une âme de poète, allant jusqu'à écrire : « *Le manuel d'Epictète est un manuel de sport. Les pensées de Marc-Aurèle sont celles d'un sportsman* », c'est avec une précision minutieuse qu'il expose son système d'éducation.

Coubertin commence d'abord par constater la faillite de la pédagogie européenne sur le triple plan individuel, social et international. Non seulement les jeunes ne développent pas entièrement leur intelligence mais encore l'école classique ne parvient à briser ni l'ignorance entre les nations ni l'incompréhension entre les classes.

C'est pourquoi lorsqu'il écrit une *Charte de la réforme pédagogique*, Coubertin affirme d'abord et avant tout : « *Dans l'état actuel du monde, de l'Europe en particulier, aucune réforme, d'ordre politique, économique ou social, ne pourra être féconde sans une réforme préalable de la pédagogie.* »

Et parmi la trentaine de livres qu'il publia entre 1888 et 1932, il convient de faire une place toute particulière à cette trilogie que Coubertin intitule *L'éducation des adolescents au XX^e siècle*.

Ce ne sont d'ailleurs que des fragments d'une œuvre que l'on devine plus ambitieuse. Ces trois livres donnent des aperçus fulgurants et absolument novateurs pour l'époque. *L'Education physique* traite de la gymnastique utilitaire, *L'Education intellectuelle* de l'analyse universelle et *L'Education morale* du respect mutuel.

Mais Coubertin pédagogue n'est pas un rat de cabinet qui étudie un système dans l'abstrait et rêve de bâtir une école en dehors du monde réel. Il y a au contraire à la base de toute

sa conception scolaire un pragmatisme que l'on peut qualifier d'anglo-saxon et qui rejoint fort bien la sagesse, le réalisme et la méfiance de sa province. Coubertin est avant tout un voyageur et c'est pourquoi ce coureur des mers se méfie de la Sorbonne éternellement ancrée aux rives de la Seine .

C'est le monde qui va lui apprendre ce que doit être son école.

Et quatre faits, selon Coubertin, dominant le monde moderne. Il les tient pour ce qu'ils sont : pour des faits. Ils sont pour lui au-delà du bien et du mal. La morale n'a rien à voir avec la réalité. Ces quatre faits essentiels du monde moderne — et Coubertin n'est pas un mauvais prophète — sont le progrès du confort, la spécialisation de la culture, la recrudescence du nationalisme et le triomphe de la démocratie.

Le baron Pierre Fredy de Coubertin n'était en rien un réactionnaire. Par un réflexe ancestral de paysan madré il préfère aménager la réalité, *l'amender*, en tirer le maximum de profit et le minimum de pertes, sans jamais heurter de front des forces déchaînées. Comme un herbager sur le champ de foire, il a plus d'un tour dans son sac. En voici quelques-uns : la pratique des sports, la primauté de la culture générale, l'enseignement historique universel, la création d'universités populaires.

Devant les progrès du confort Coubertin pense que le sport est seul capable de sauver cet esprit de lutte, inséparable pour lui du véritable humanisme : « *Du berceau à la tombe le combat est la raison d'être en même temps que le but réel, le but qui peut devenir noble et honnête pour tous les enfants des hommes.* »

Et pour Coubertin le sport n'est surtout pas une distraction, encore moins un spectacle. C'est un entraînement. « *Le sport est l'éducateur par excellence de la volonté humaine.* » Et lorsqu'il décrit ce qu'est l'effort sportif, « *l'effort pour l'effort, l'effort librement accepté et raisonnablement pratiqué* », ce grand éducateur évoque la lutte perpétuelle de l'homme « *qui va chercher la peur pour la dominer, la fatigue pour en triompher, la difficulté pour la vaincre* ».

En une époque de fuite devant l'effort et de démission devant la vie, les maximes de Coubertin sont nécessaires et exaltantes. Elles précisent un style de vie et donnent l'idée admirable d'un nouvel ordre, fidèle au véritable héritage hellénique : « *Se consacrer aux fondements du vrai sportif et conditions de son succès* ».

Et ce nouvel homme réconcilié avec lui-même par la discipline du sport va édifier une nouvelle cité où il pourra échapper à la tyrannie de l'argent. Comme elle est significative, cette profession de foi d'un aristocrate authentique qui sait bien que la véritable élite surgit de la terre et du peuple. Comme il est beau ce cri de confiance dans les temps nouveaux — ce cri qui indigna tant ses amis des beaux quartiers, nantis, figés, perdus... « *Ni les titres de noblesse, ni les titres de rente qu'il possède, n'ajoutent quoi que ce soit à la valeur sportive de l'individu.* » Voilà pourquoi l'action de Coubertin était scandaleuse et voilà pourquoi on hésite encore à célébrer ce diable

d'homme qui voulait lier la renaissance sportive et l'émancipation populaire. Il n'hésitait pas à écrire : « *C'est dans la masse, c'est dans le peuple que vous puiserez les plus grandes ressources sportives.* » Mais ce démocrate n'était pas démagogue et il n'aurait pas appelé « sportifs » ces spectateurs avachis sur des gradins, le mégot au coin des lèvres...

Ce que Coubertin exalte dans le sport c'est toujours l'effort : « *Ne perdez jamais l'occasion de tenter un effort pénible. Ne méprisez aucune fatigue, il n'en est jamais d'inutiles !* » Comme cet homme dont on vient de célébrer le centenaire reste jeune.

Non, il ne nous fait pas sourire ce vieillard qui, jusqu'aux dernières années de sa vie maniait l'aviron sur le lac Léman et donnait l'exemple de l'énergie et de la maîtrise. Coubertin savait bien que « *le sport est pour tout homme une source de perfectionnement interne* ». Il savait qu'un merveilleux royaume attend ceux qui luttent pour en franchir les portiques. Il l'a écrit dans une admirable évocation qui est aussi le plus nécessaire des avertissements :

« *L'athlète moderne a, de par la civilisation trépidante au sein de laquelle il vit, deux ennemis qui lui sont plus redoutables qu'à ses prédécesseurs : la hâte et la foule. Qu'il se garde. Le sport moderne durera s'il sait être du nom charmant que les Coréens donnaient jadis à leur pays : L'EMPIRE DU MATIN CALME.* »

Et ce nouvel empire qu'appelle Coubertin appartient tout autant à la terre qu'au ciel. Ce qui est style de vie devient aussi conception du monde et il n'hésite pas à écrire un jour : « *Pour moi le sport était une religion avec église, dogme, culte, mais surtout un sentiment religieux.* »

Le progrès du confort n'est pas le seul danger du monde moderne et Coubertin s'élève aussi, avec une vigueur parfois hargneuse, contre la spécialisation de la culture, celle sclérose de l'intelligence.

Il n'a que sarcasmes contre l'enseignement officiel. Tout comme il se dressera contre la spécialisation sportive, imposant aux Jeux Olympiques des épreuves comme le décathlon où triomphent seuls les athlètes complets, Coubertin se dressera contre la spécialisation intellectuelle et il sera un partisan, fanatique et intransigeant, de la culture générale qu'il nomme d'un terme assez curieux : « *l'aviation intellectuelle* ». Mais l'image n'est pas mal trouvée pour indiquer la hauteur de vue qu'exige le survol global des connaissances. Dans sa *Charte de la Réforme pédagogique* Coubertin insiste sur cette primauté absolue de la culture générale : « *Une base de culture générale doit être recherchée dont le principe initial soit accessible à tous et dont l'application soit pourtant susceptible d'un développement indéfini* ». Pour cela il va distinguer « *la notion de la connaissance* » qu'il sépare de « *la connaissance elle-même* », « *cette dernière pouvant en quelque sorte être inventoriée (c'est-à-dire définie et cadastrée) sans qu'on en pénètre la substance* ».

Et il ajoute aussitôt : « *il est nécessaire de combattre toute spécialisation prématurée ainsi que tout enseignement spectaculaire compte de ses rapports avec la culture générale* ».

Je pense qu'on peut très bien retrouver là l'aspect moniste de sa pensée. Mais Coubertin n'est pas un philosophe, c'est un éducateur. Et plus que de commenter l'essence de son système pédagogique, il préfère nous donner d'une manière détaillée, minutieuse souvent, amusante parfois, ses projets de programme scolaire réparti sur plusieurs années.

Ses conceptions sont radicalement opposées aux actuelles tendances à la spécialisation prématurée. Sans entrer dans des querelles techniques il est quand même bon de connaître le rôle que Coubertin assignait à l'enseignement secondaire, ce pivot essentiel de l'éducation :

« L'enseignement secondaire apparaît comme devant constituer — entre l'école primaire où s'apprennent les bonnes techniques de la culture et l'école supérieure ou universitaire où s'enseigne le spécialisme pratique ou scientifique — une ère d'idées générales embrassant l'ensemble du monde matériel et de l'évolution humaine ; afin que, par là, tout homme cultivé ait, au seuil de la vie active, un aperçu du patrimoine dont il est à la fois bénéficiaire et responsable. »

Coubertin bouleverse ensuite complètement notre système fossilisé d'éducation en y introduisant cette notion essentiellement nordique de la culture permanente (expression vivante d'un monde plus attaché au devenir qu'au passé).

Il écrit en effet : *« L'instruction donnée pendant l'enfance et l'adolescence ne doit plus être considérée par personne comme suffisante pour assurer la formation intellectuelle de l'individu ».*

Constatant ce fait — et constatant en même temps le triomphe de la démocratie — Coubertin pense que la seule solution pour ne pas voir la société submergée par la vague des mal-instruits et des mal-élevés est de développer les universités populaires.

On sait — ou plutôt on ne sait pas et c'est bien dommage — que les universités populaires au plus noir de la crise scandinave du XIX^e siècle furent le creuset d'une prodigieuse renaissance. C'est par ce mouvement de conception tout à la fois nationale et socialiste, spirituelle et technique, que les Danois ou les Norvégiens ont fait de leur pays des états exemplaires, triomphant notamment de l'alcoolisme et de la féodalité.

Mais Coubertin va encore plus loin. Il ajoute au projet d'école permanente celui de service ouvrier. S'il veut donner aux travailleurs manuels la possibilité de poursuivre des études intellectuelles il veut aussi obliger les travailleurs intellectuels à accomplir des servitudes manuelles. Il s'agit pour lui d'une nouvelle institution : *« un stage obligatoire, à l'atelier, à l'usine, au chantier : stage dont la durée et les modalités peuvent varier selon les besoins de la communauté mais dont le principe paraîtra bientôt aussi immuable que l'est aujourd'hui celui du service militaire ».*

Là encore Coubertin n'est pas inactuel et, avec cinquante ans de retard, on commence à découvrir ce que l'université populaire ou le service ouvrier peuvent apporter à l'homme du monde moderne.

Une autre réalité du monde moderne qui inquiète Coubertin est la recrudescence du nationalisme. Et là encore il cherchera

des remèdes dans une réforme de l'éducation. Des manifestations internationales comme les Jeux Olympiques permettent aux peuples de se rencontrer et de se comprendre. Mais il faut encore davantage. Il faut remplacer dans chaque pays l'enseignement historique nationaliste par un enseignement historique universel.

Coubertin est là encore un précurseur. La France qui a accumulé les démissions physiques depuis une vingtaine d'années sous prétexte de suivre le cours de l'histoire n'a pas cédé pour autant un pouce de son orgueil national. Le chauvinisme verbal, paré en général du label « politique de grandeur » n'a jamais tant fleuri dans les écoles exagonales. Et s'il ne convient plus de parler de « France seule » c'est que la solitude de la France n'est plus un slogan mais une réalité.

Il est significatif que Coubertin se soit élevé contre le nationalisme dès 1900 dans une petite plaquette intitulée *L'avenir de l'Europe*.

Il n'hésite pas à y écrire: "A l'heure actuelle le nationalisme est le plus grave obstacle au progrès morale. Sous couleur de patriotisme, il déchaîne les haines de races, soulève les passions cupides et ravive l'intolérance religieuse." Coubertin est un des premiers Français à penser et à agir en Européen et cela aussi ne manqua pas de faire scandale.

L'Allemagne lui semble l'épine dorsale de l'Europe et il déclare calmement qu'il souhaite l'unité germanique, de Hambourg à Trieste. Puis il reproche à l'Angleterre de s'être détachée de l'Europe pour se lier à l'Amérique. Enfin il exalte les petits pays: Hollande, Danemark, Suisse: " Ces petits pays... ont l'esprit national à l'état de santé, non à l'état morbide: Les grandes puissances, au contraire, sont devenues la proie du nationalisme... La nation la plus atteinte est encore la France. " On commence à comprendre pourquoi Coubertin n'est célébré dans notre pays que du bout des lèvres.

Cet éducateur est tout à la fois un professeur de gymnastique et un professeur d'Histoire. Il est significatif que son œuvre écrite comporte notamment une *Histoire universelle* en quatre volumes.

Bien entendu il n'est jamais conformiste et quand en 1932 il écrira une nouvelle petite plaquette *Où va l'Europe ?* il se montrera un extraordinaire prophète.

Tout d'abord, négligeant les antagonismes fratricides Coubertin saute par dessus une guerre inutile et parle, à trente ans de distance, pour aujourd'hui: " Si l'Europe a perdu définitivement son emprise sur l'Asie, l'Amérique et l'Afrique, c'est l'Histoire sont ces peuples qui s'engagent sous des cieux inconnus, c'est une civilisation millénaire qui risque de s'effacer... "

Avec une lucidité et une précision qui donnent à son analyse une parfaite actualité Coubertin saisit clairement le conflit de demain, cette lutte inéluctable de l'homme blanc et de l'homme jauni séparés par une irréductibilité fondamentale. Coubertin sait où se trouve le cœur du problème et il défend " ce principe de l'autonomie individuelle si contraire à l'intellect panthéiste et communiste de la vieille Asie. " C'est là un aspect complète-

ment méconnu de Coubertin et pourtant il annonce les temps modernes.

" Le péril jaune ? Il fut un temps où le " péril jaune " nous alarmait... Maintenant que le péril jaune existe réellement on n'en parle plus... Ce n'est pas leur capacité - problématique - d'action qui nous menace, c'est leur pensée... vis à vis de la civilisation européenne elle est destructrice et dissolvante au plus haut degré car elle déteste et elle sape ce qui constitue la base, à savoir l'individualisme. "

Mais qui, aurait su lire cela à une époque où Mao-Tsé-Toung n'était encore qu'un petit agitateur inconnu des Occidentaux ?

Contre le confort et contre la spécialisation, contre la " massification " et contre le nationalisme, Coubertin éducateur se méfie des abstractions et des chimères. Il sait aussi très bien quels sont les hommes pu'il va trouver en face de lui dans sa lutte pour un nouvel humanisme: ce sont tous les profiteurs du système existant. Il se garde sur sa droite et sur sa gauche. Il se méfie des réactionnaires et des démagogues. Mais il sait aussi combien ils se ressemblent. Là encore Coubertin se montre prophète exemplaire. Voici ce qu'il écrivait dès 1932 à son "ami Pierre Marie: " *Prolétariens et ploutocrates semblent s'entendre pour préparer la stagnation mentale et l'inorganisme "définitif" ...* " et il ajoutera dans un article de revue: " *Ces "intertionales" sont isolément opposées les unes aux autres car elles reposent d'abord sur le principe de la lutte des classes. Leurs dirigeants sont presque tous des "sans patrie", au sens réel du mot, et les ploutocrates encore plus que les prolétaires tant ils se montrent incapables de subordonner leurs intérêts de clan au bien général.*"

Mais il ajoute, désignant ainsi ceux qui peuvent être les artisans d'une renaissance:

" Entre ces deux catégories extrémistes se tiennent les masses profondes qui vont de l'ouvrier attaché à son travail quotidien et l'aimant, au possesseur d'une de ces fortunes moyennes qui assurent la sécurité et même le bien être, sans permettre pourtant ce gaspillage fantaisiste, insolent et stérile, qui devient de plus en plus la manière de dépenser des gens trop riches. C'est dans ces milieux là que doivent se recruter les architectes du nouvel ordre social si l'on veut qu'il ait quelque solidité et quelque durée. "

Mais Coubertin n'est pas assez fou pour croire que la nouvelle élite sera recrutée sur des critères économiques. Quand il évoque ceux qui devront être ces éducateurs du peuple il choisit comme modèle Saint-Benoit qui demandait à ses moines de travailler tout à la fois par leurs mains et par leur esprit.

L'élite dont rêve Coubertin ne doit pas être coupée du peuple. Au contraire " *C'est le peuple, la masse qu'il faut gagner à cette idée de chevalerie... Etre une élite ne suffit pas, il faut encore que cette élite soit une chevalerie. "*

Et pour lui le chevalier et l'athlète avancent du même pas.

Voici des jeunes hommes auxquels Coubertin va demander d'être des chefs.

"Pour vous soutenir et vous guider, qu'une triple volonté de-

meure en vous: la volonté de la joie physique que procure l'effort musculaire intensif, excessif même et violent - puis la volonté de l'altruisme franc, complet, continu... car, sachez-le bien, la société prochaine sera altruiste ou elle ne sera pas: il faudra choisir entre cela et le chaos; - enfin la volonté de compréhension des ensembles. "

Et à ces jeunes gens ardents qu'il veut rassembler à cette dure école dont parlait déjà Nietzsche, Coubertin va donner des maximes d'une rigueur impitoyable:

" Le travail est la loi universelle. L'effort est la joie suprême. Le succès n'est pas un but mais un moyen pour viser plus haut. L'individu n'a de valeur que par rapport à l'humanité; il est fait pour agir avec acharnement et mourir avec résignation. "

Si Pierre de Coubertin est surtout connu comme le rénovateur des jeux Olympiques nous ne devons jamais oublier pourquoi il les a restaurés. Il l'a écrit *A la jeunesse sportive de toutes les nations*, le 17 avril 1927, de la terre même d'Olympie:

" Dans le monde moderne, plein de possibilités puissantes et que menacent en même temps de périlleuses déchéances, l'Olympisme peut constituer une école de noblesse et de pureté morale autant que d'endurance et d'énergie physique mais ce sera à la hauteur et du désintéressement sportifs à la hauteur de votre élan musculaire. L'avenir dépend de vous. "

Lorsqu'il avait une trentaine d'années Coubertin avait écrit sous le pseudonyme de Georges Hohrod un curieux récit qu'il intitula *Le roman d'un rallié*. Nous y trouvons un magnifique hymne à la vie, un admirable chant de lutte.

Écoutons-le:

" La vie est simple parce que la lutte est simple. Le bon lutteur recule, il ne s'abandonne point; il fléchit, il ne renonce pas. Si l'impossible se lève devant lui, il se détourne et va plus loin. hors de combat, il encourage ses frères de sa parole et de sa désespoir ne pénètre pas en lui. "

Toute sa vie Coubertin resta fidèle à deux hauts lieux de notre patrie: *" il est dans le monde deux endroits vers lesquels sans cesse ma pensée me ramène. L'un est cette plaine fameuse où s'étendent dans la solitude des herbes et des nuages les ruines pieusement exhumées de la cité qui fut un des foyers les plus ardents et les plus durables de la civilisation hellénique, Olympie. L'autre est la chapelle néo-gothique d'un collège d'Angleterre où, devant l'autel, sous la pierre unie qui porte son simple nom, repose le grand Anglais qui s'appelait Thomas Arnold. "*

Les cendres de Coubertin sont dispersées à travers l'Europe. Mais son esprit vit toujours sur les stades dont quelques uns portent son nom. Coubertin est présent quand un jeune homme lance un javelot, prend un témoin de relais ou livre un assaut d'escrime.

Coubertin est présent partout où l'on vit *" plus vite, plus haut, plus fort"*, selon la devise olympique qu'il a créée.

Sa main ne tremblait pas quand il écrivit un jour, sans illusion et sans désespoir: *"J'écris pour demain..."*

Jean MABIRE

Paul RASSINIER, *cet homme honnête*

Abraham Lincoln disait : « On peut tromper tout le monde quelque temps. On peut tromper tout le temps quelque-uns. Mais on ne peut tromper tout le monde tout le temps ». Cet après-guerre a failli donner tort à celui que la conscience universelle continue d'appeler « le grand émancipateur », bien qu'il n'ait jamais cru à l'égalité des races blanches et noire. Prenez, justement, l'affaire des « six millions de Juifs » que le III^e Reich aurait prétendument mis à mort : l'énorme, la massive machine de propagande mise en action il y a plus de quinze ans pour persuader l'opinion mondiale de ce génocide incroyable a si bien réussi son travail qu'il est devenu extrêmement délicat, de nos jours, d'exprimer quelques doutes à ce sujet. Voyez Rassinier : pour s'être livré à de sérieuses, minutieuses études du problème, pour l'avoir examiné sous tous ses aspects, et notamment son aspect démographique, et nous avoir livré le résultat de ses travaux dans des livres d'un intérêt exceptionnel tels que « Le Mensonge d'Ulysse », « Ulysse trahi par les siens », « Le véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles » et surtout « Le drame des Juifs européens », il est qualifié par un certain Lecache, qui cache mal sa bêtise, d'« agent de l'Internationale nazie » !

La chose serait amusante, si elle n'était sinistre. Nous ne savons où se cachait pendant la guerre ce Lecache, mais ce que nous savons c'est que Paul Rassinier, ancien résistant, et authentique, celui-là, fut déporté par les Allemands le 29 novembre 1943, à Buchenwald d'abord, à Dora ensuite d'où il revint le 18 juin 1945 invalide à 80 %. Traiter un ancien déporté antinazi d'« agent de l'Internationale nazie » (organisation qui, au demeurant, n'a jamais existé que dans l'imagination de quelques-uns) est une infamie, plus : un véritable scandale. Paul Rassinier porta plainte, après avoir vainement demandé au journal de ce Lecache l'insertion d'une réponse, conformément à la loi, mais les juges le déboutèrent et le condamnèrent même aux dépens. « Nous nous garderons bien de critiquer la décision du tribunal correctionnel. Si nous étions tentés de le faire, une loi, toute récente, nous rappellerait que nous n'en avons plus le droit », remarque « Lectures Françaises » qui ajoute : « Pour nous d'ailleurs, l'affaire Rassinier n'est pas judiciaire, mais politique et morale.

Elle n'est que l'une des manifestations de l'intolérance aveugle de certains éléments qui, depuis vingt ans (et plus !), se considèrent comme de super-citoyens ».

Sans doute, on comprend la haine furieuse des communistes, des juifs et de leurs acolytes « libéraux » contre Rassinier : cet honnête homme — « lucide, intransigeant, terriblement honnête », disait de lui le « *Populaire-Dimanche* » quand parut son premier livre « *Passage de la ligne* » —, cet écrivain intègre, qui pense sans doute, comme hier Albert Camus, que l'« écrivain est au monde pour dire la vérité », est un « basculeur de légendes », selon l'expression du regretté Albert Paraz. Or, les légendes qu'il bascule, qu'il démolit méthodiquement, scientifiquement, sont de taille — ce sont celles, précisément, qu'on nous ressasse sans arrêt depuis quinze ans dans tous les journaux, à tous les micros et à toutes les télévisions : les chambres à gaz pour exterminer les juifs, les « six millions » (pas un de moins, pas un de plus) de juifs qui auraient péri pendant la guerre en Allemagne. Au surplus, il établit aussi — ce que les résistancialistes ne lui pardonnent pas — que les responsables de la mort d'innombrables détenus des camps de concentration furent les Kapos — et des Kapos qui étaient souvent communistes — c'est-à-dire certains détenus auxquels les Allemands avaient confié l'administration intérieure des camps.

Que des juifs aient trouvé la mort sous le III^e Reich, personne n'en disconvient. Mais combien étaient-ils ? Furent-ils vraiment « liquidés » systématiquement, ou périrent-ils à la suite de mauvais traitements, de privations, voire dans les bombardements aériens ? Paul Rassinier, dans « *Le drame des juifs européens* », se livre à une étude démographique minutieuse, serrée. Il arrive à la conclusion provisoire — provisoire, sans doute, car il n'est pas impossible qu'il découvre de nouveaux documents révélateurs par la suite — qu'environ un million de juifs ont péri entre 1940 et 1945, et, comme l'observe le journaliste belge Jo Gérard, « voilà qui est assez abominable sans qu'il faille encore en rajouter à pareille hécatombe ». Mais enfin, un million, ce n'est pas six, et la différence est considérable. Un million, c'est beaucoup moins impressionnant dans les temps apocalyptiques que nous vivons ; c'est même peu de choses face au nombre total des victimes tout aussi innocentes des bombardements en Allemagne et au Japon, des milliers, que dis-je ! des centaines de milliers de personnes massacrées par l'armée rouge en 1945, en Allemagne et dans toute l'Europe orientale, des millions de morts des camps soviétiques et de la conquête communiste de la Chine par Mao-Tse-Toung. Un million de juifs morts, c'est un chiffre horrible, assurément, mais plus assez horrible pour servir la propagande soviétique et remplir en permanence les caisses de l'Etat d'Israël.

Paul Rassinier, dans l'introduction de son récent livre « *Le drame des juifs européens* », explique en effet : « Aux environs de 1950 renacquit et prit corps chez beaucoup de bons esprits, l'idée que l'Europe existait. Jadis provoquée par la hantise des guerres germano-françaises, cette prise de conscience épisodique l'était, cette fois, par une autre à deux enseignes complémentaires : d'une part, la quasi certitude que, divisée contre elle-même, l'Europe était une proie facile pour le bolchevisme, de l'autre,

celle qu'il n'y avait pas d'Europe possible sans que l'Allemagne y fût intégrée. A Moscou, à Tel-Aviv, on avait, dès son premier souffle, senti que ce vent venait de loin : s'il dégénérait en tempête, il ne pouvait manquer d'aboutir à une Europe unie qui eût signifié pour la Russie l'isolement et, pour Israël, la fin de ces subventions d'une importance vitale qui lui sont versées par l'Allemagne au titre des réparations (recevant M. Gerstenmayer, président du Bundestag, M. Ben Gourion a déclaré le 30 novembre 1962 que leur montant s'élevait à 850 millions de dollars au 1^{er} avril 1962 : une paille !). Et d'ajouter : « La contre-offensive ne se fit pas attendre : deux attaques aussi remarquablement synchronisées que si elles avaient été concertées et jumelées, partirent en flèche de deux entreprises de fabrication et de falsification de documents historiques, l'une sous la raison sociale d'un « Comité pour la recherche des crimes et des criminels de guerre » dont le siège est à Varsovie, l'autre sous celle du « Centre mondial de documentation juive contemporaine » dont les deux plus importantes succursales sont à Tel-Aviv et à Paris. Objet : l'Allemagne. Thème : les horreurs et les atrocités commises pendant la seconde guerre mondiale par le nazisme, vocation naturelle de l'Allemagne — le thème précisait que le gouvernement de Bonn en avait repris les principes nationalistes et militaristes fondamentaux — qui en faisait un peuple à tenir sous contrôle serré, très soigneusement à l'écart ».

Pourquoi les Israéliens tiennent-ils tellement à la légende des « six millions de juifs » tués sous Hitler ? « C'est, répond Rassinier, pour se procurer les fonds nécessaires à l'édification de l'Etat d'Israël (Indemnisations allemandes proportionnées au nombre des victimes) que ce mensonge a été commis ». Mais « ce mensonge » doit persister plus que jamais, car le budget annuel de l'Etat d'Israël est régulièrement déficitaire, et seulement remis en équilibre par les indemnisations allemandes et les subventions de quelques grandes banques juives... C'est ce que les Anglo-Saxons appellent un « racket », et, on l'ajoutera, un « racket » aussi écœurant qu'odieux (il est vrai qu'une certaine Allemagne officielle montre beaucoup de masochisme dans l'affaire, au point qu'on la pourrait croire retombée sous la coupe des juifs : avec son interminable procès des gardiens d'Auschwitz, avec ce procureur de l'Etat de Hesse qui vient d'offrir une forte récompense pour « la prise » de Martin Borman en précisant qu'il n'avait pas d'objection à ce que l'ancien lieutenant de Hitler soit « kidnappé » et ramené en Allemagne, même par les moyens les plus illégaux).

Sur les indemnités extorquées aux Allemands par les Israéliens grâce à ce « racket », la revue « *U.S. News and World Report* » a publié d'intéressantes précisions dans son édition du 10 août dernier. L'« effort de réparation » de l'Allemagne, note la revue, quand il sera terminé, s'élèvera à dix milliards de dollars : un « fonds de conscience » unique dans l'histoire. Depuis la fin de la guerre, l'Allemagne a versé cinq milliards de dollars à des individuels — « la grande majorité d'entre eux des juifs » — à titre de compensation ; plus d'un milliard de dollars a été versé à des gouvernements et des agences « qui ont secouru les victimes des nazis ». L'Etat d'Israël, pour sa part, a reçu en marchandises seulement, l'équivalent de 750 millions de dollars, à savoir : soi-

xante unités navales, cinq centrales électriques construites par l'Allemagne en Israël, modernisation du système ferroviaire et remise en état du port de Haïfa, des conduites d'eau installées dans le désert du Negev dans le cadre du projet d'irrigation, de l'équipement pour l'exploitation d'une mine de cuivre, des tracteurs, des machines-outils et pour 190 millions de dollars de pétrole. « *U.S. News* » cite quelques cas extraordinaires : cet homme d'affaires juif, qui aurait été torturé par les Allemands, et qui a reçu à ce jour trente-deux mille cinq cents dollars à titre d'indemnité (il touche, par-dessus le marché, une « compensation » mensuelle de 220 dollars) ; cette veuve d'un docteur juif, qui émigra en 1939 d'Allemagne et s'installa en Afrique du Sud où il mourut dans son lit cinq ans plus tard, qui a touché une indemnité de vingt-cinq mille dollars (et a encore droit à une « compensation » supplémentaire de sept mille dollars) ; ce rabbin installé au Brésil qui reçoit une « pension » mensuelle de cinq cents dollars...

On comprend que tous ces gens-là, et l'Etat d'Israël en premier, qui a des agents puissants dans le monde entier (à preuve le rapt d'Eichmann et la tentative de kidnapping de Degrelle en Espagne), soient fortement dérangés par les livres démolisseurs de Paul Rassinier. Si seulement l'auteur du « *Mensonge d'Ulysse* » était un ancien « collabo », son compte serait vite réglé ! Mais il fut résistant et déporté : c'est vraiment ennuyeux pour les juifs. Au surplus, c'est un écrivain intègre, foncièrement honnête, et ancien député socialiste avec ça. Tout cela donne du poids à ce « basculeur de légendes » impitoyable. L'Allemagne devrait lui en être reconnaissante, et toute l'Europe avec elle, car Rassinier, en tordant le cou aux mensonges scandaleux répandus depuis vingt ans, fait vraiment œuvre de pionnier de la réconciliation des peuples de notre continent.

PIERRE HOFSTETTER.

Pierre HOFSTETTER

Dévoile les dessous de la politique Américaine dans :

OU VONT LES U. S. A. ?

L'explication de la crise actuelle.

L'impérialisme du dollar.

Ces morts étranges...

La révolte noire

1 volume : 5,40 F

EDITIONS SAINT-JUST - 68, rue de Vaugirard - PARIS - VI^e

Le principe de permanence

S'il y a un mystère de Moscou, il y a bien plus encore un mystère de Pékin. On ignore à peu près tout, dans la presse occidentale, des faits et gestes des dirigeants chinois. Les derniers visiteurs de Mao-Tsé-toung ont rapporté qu'il avait littéralement « fondu dans sa tunique ». Un rédacteur de *Jeune Afrique* (1) nous dit que Mao « aurait l'aspect d'un convalescent si tout ne donnait l'impression que ses forces déclinent. En septembre dernier, des visiteurs français ont été reçus par lui en audience à Hangchow. Ils en ont gardé l'image d'un homme profondément atteint. Son visage était d'une extrême pâleur. Sa démarche hésitante dénotait un grand affaiblissement. Une infirmière se tenait auprès de lui, l'aidant à quitter son fauteuil et à se mouvoir... ».

Bref, à 71 ans, Mao « semble à la limite de ses forces physiques ».

Chou-En-lai à 66 ans apparaît à chacun de ses voyages à l'étranger plus miné, le visage marqué.

Alors, on fait le compte des successeurs possibles :

Peng Chen, 63 ans, maire de Pékin, l'une des personnalités les plus dures du Comité Central du Parti, Chen-yi, ministre des affaires étrangères, le Maréchal Chou-teh, 78 ans, président du Congrès du Peuple, Liu Chao-chi, président de la République populaire.

Or, estime *Jeune Afrique*, « aucun de ces prétendants éventuels n'a l'envergure qu'il faudrait pour combler le vide que laisseront Mao et Cho ».

C'est généralement ce qui se produit au lendemain de la disparition d'une très forte personnalité historique, la préoccupation est donc parfaitement normale. Seulement, il y a deux issues possibles à ces situations historiques et elles sont commandées par le sens profond de l'œuvre entreprise par celui-là qu'il s'agit de remplacer et de continuer.

(1) 22-11-64.

Jeune Afrique fait une remarque très intéressante, à mon sens.

« Mao, écrit notre confrère, ne sera remplacé que par Mao. Tout concourt à préparer cet ordre de succession. Au Mao d'aujourd'hui se dégage déjà un Mao intemporel et désincarné qui veillera sur la Chine à la façon dont un enseignement essentiel peut veiller sur un peuple de bons élèves.

« ...Mais, lui, est sublimé en tant qu'avenir de la Chine. Il n'a déjà plus le temps de gouverner son pays ; il a besoin de son pays pour gouverner le temps. Et, poursuit *Jeune Afrique*, c'est un paradoxe émouvant que de voir une révolution — c'est-à-dire une force en mouvement — prendre appui sur un être statique, sur un principe de permanence. Si l'opération « survie » réussit, Mao assurera la relève de Confucius et entamera sa longue marche sereine vers l'éternité. Militer signifiera méditer sur Mao. »

Voilà un ensemble de réflexions qui me semble digne d'intérêt. Je m'étonne seulement que le rédacteur anonyme de *Jeune Afrique* croit apercevoir un « paradoxe » dans le fait qu'une révolution puisse prendre appui sur un principe de permanence alors qu'elle est une force de mouvement. C'est une erreur grossière. Il n'y a vraiment Révolution, au contraire, que lorsqu'a été dégagé un principe de permanence sur lequel puissent s'appuyer les générations successives. Et c'est là qu'on est amené à distinguer parmi les « grands hommes ». Tous ne dégagent point ce principe de permanence essentiel à la poursuite de leur œuvre. C'est d'ailleurs pourquoi les monarchistes fondent dans l'Institution l'élément de permanence nécessaire à la durée de la tradition nationale.

La Révolution d'Octobre, après celle de 1789, a eu le privilège, elle aussi, de fonder un « principe de permanence » ; dans une certaine mesure, le fascisme l'a eu lui aussi, mais le fait qu'il ne subsiste qu'à l'état de sentiment chez des individus dispersés et ne soit, nulle part, incarné dans un Etat, en fait une sorte de « principe de permanence » en puissance. Enfin, il y a les hommes qui ont fondé le principe de permanence sur les lois naturelles, sur cette demi-douzaine de principes essentiels dont devait parler un jour le Dr Salazar.

Dès lors « militer signifiera méditer » sur le principe de permanence. Mais il faut que ce principe soit puissant, qu'il ait pénétré les esprits, qu'il laisse leur jeu naturel aux disputes, fatales et humaines, des successeurs, mais que lui-même soit préservé. Sinon, il se produira ce qu'annonce *Jeune Afrique* au cas où Mao n'assoierait pas, avant sa mort, ce principe de permanence : « le risque de dislocation surgira : rivalités pour le pouvoir, division dans les rangs, retour au doute, dispersion des élites... ».

Staline avait dit qu'il fabriquerait des « hommes nouveaux ». C'était l'affaire d'une génération. C'est fait : Celepine et Semichastny qui viennent d'entrer au Presidium du Comité Central, c'est-à-dire qui sont deux des Onze hommes qui dirigent l'Union soviétique, sont aussi des hommes qui n'étaient pas nés lorsque Lénine prit le pouvoir.

« Il est impossible de les comparer à d'autres hommes politiques, a fait remarquer un de nos confrères (1), de prévoir leur comportement, de « se mettre à leur place » selon la bonne vieille méthode de l'analyse politique. »

Chelipine a quarante six ans, a déjà été chef des Jeunes Communistes (Komsomols), directeur de la police et président de la Commission de Contrôle du Parti de l'Etat. Toutes les polices soviétiques relèvent de lui. Semichastny a quarante ans, a déjà été lui aussi à la tête des Komsomols et directeur de la police, le fameux K.G.B.

Si l'on réfléchit aux conditions dans lesquelles s'est déroulée l'éviction de Krouchtchev, il est évident que rien n'a pu se faire sans la complicité de ces deux hommes.

On voit bien, depuis la mort de Lénine, les luttes sourdes ou voyantes des héritiers, mais jusqu'ici le « principe de permanence » n'a pas été mis en cause. Ce qui survit en URSS, ce ne sont pas des Institutions, constamment violées, c'est le « principe de permanence » et l'on retrouve ici la distinction si subtile du Dr Salazar entre *Régime* et *Institution*.

Tant que le régime communiste, c'est-à-dire le principe de permanence, ne sera pas mis en cause par les rivalités pour l'exercice du pouvoir, celles-ci n'auront qu'un intérêt épisodique comparable aux querelles des princes de la Chrétienté, du temps où il y avait une Chrétienté qui maintenait justement le « principe de permanence » de la Cité de Dieu.

(1) Guy Sitbon, L'EXPRESS, 23-XI-64.

LES ARTS

Cinéma : *Regards sur le réel*

« Regarde attentivement ce qui ne te sera jamais donné de voir qu'une fois ».

Dans le n° 5 d'*Accent Grave*, où je transférais, un moment, ma chronique des arts de *Défense de l'Occident*, l'actualité artistique du printemps de 1963 offrant peu de sujets dignes d'intérêt, je consacrais ma chronique de mai au Cinéma ; non à ses manifestations les plus actuelles, ce dont s'acquittait fort bien mon jeune confrère Georges Allary, mais à un essai sur le Cinéma considéré comme moyen d'expression original. Le titre même de cet essai était assez significatif : « *Quand le Cinéma deviendra-t-il un art ?* » C'était, évidemment, postuler le caractère hybride du Cinéma dans ses moyens d'expression habituels, les plus vulgaires comme les plus raffinés.

..

En fait, cet essai n'était que la reprise textuelle d'une étude donnée sur ce sujet, il y a quelque dix ans, à une très jeune revue dont le destin devait être aussi éphémère que celui d'*Accent grave*, mais pour d'autres raisons. *Tuileries*, cahier d'abord ronéotypé et dont quelques exemplaires derniers furent imprimés répondant à l'initiative d'une jeune fille de vingt ans, l'âge de toutes les audaces — au moins littéraires — ne pouvait être rien d'autre qu'une de ces fragiles embarcations construites par des mains inexpertes et qui prétendent cependant affronter la mer ; leurs naufrages sans conséquence animent le jeu des nouvelles générations et certaines épaves peuvent être utilisées en de plus solides entreprises. Relisant par hasard ce texte, il m'avait paru toujours actuel, la question qu'il posait, toujours sans réponse. Je décidais de le réutiliser, indiquant au préalable les raisons d'une désaffection personnelle pour le Cinéma, enlisé, sur le plan de l'exploitation commerciale, en des pratiques qui l'avalissent et, sur le plan de la création, en dépit des inquiétudes et des recherches de nos jeunes cinéastes, piétinant toujours sur des chemins sans issue.

Cette nouvelle publication n'eut pratiquement pas d'écho, professionnels et amateurs du prétendu « septième art » absorbés par d'autres objets et d'autres lectures que celle d'un article sans lendemain publié dans une revue d'extrême-droite. J'en serais

resté là, retournant « à mes moutons », si ne m'étaient parvenu, il y a peu, sous forme d'écho tardif à mon petit morceau de bravoure, l'envoi de trois remarquables essais, parus dans les livraisons numérotées mais sans date de « *Lumière et vie* », revue de formation doctrinale chrétienne, publiée à Lyon par un comité d'intellectuels catholiques qu'assistent les Dominicains. Ces trois essais avaient respectivement pour titre : « *La liberté du chrétien et de l'acteur* » — « *Liberté, grâce et destinée au Cinéma* » — « *Au Cinéma, Toi qui meurs* ».

Ils étaient dus à un jeune journaliste, Christian Zimmermann, que je considère d'ores et déjà comme un esprit critique lucide et pénétrant, sachant non seulement prendre de la distance au regard des sujets qu'il aborde mais aussi les dominer par l'ampleur de ses vues. Christian Zimmermann y traitait un sujet resté jusqu'ici très neuf, celui du langage cinématographique, langage déterminé comme tout langage par ses moyens propres, de ses données lexicologiques et de ses applications légitimes devant lui permettre de déboucher sur une esthétique particulière. Christian Zimmermann cernait en quelque sorte le problème, un peu à la manière du cinéaste cherchant à circonscrire son « champ » par le jeu de sa caméra : cette caméra, œil ouvert sur le monde, avec le double pouvoir d'enregistrer et de stocker les images, pouvoirs que ne possède pas l'œil de l'homme qui enregistre et retient, sans doute, mais d'une tout autre manière, opérant pour le compte de notre mémoire visuelle, laquelle ne saurait être dissociée de notre mémoire globale, soumettant ses enregistrements successifs à un travail de « montage » synthétique les mutilant, les trahissant même, afin de leur conférer non plus la valeur d'un simple et pur témoignage mais celle d'une expérience acquise.

Partant de cette distinction capitale entre *mémoire visuelle* et *mémoire cinématique*, qui pose le problème fondamental du Cinéma, moyen d'expression distinct de tous ceux que l'homme a dès longtemps élaborés et dont, en ses meilleures réussites, le Cinéma n'a été jusqu'ici qu'une tentative d'accommodation plus ou moins heureuse, ne réussissant pas à s'affranchir des servitudes de la « mémoire visuelle », il eut été possible de donner au Cinéma son orientation spécifique. Il n'en a malheureusement rien été, ni sur le plan des expériences réalisées, qui furent pourtant si nombreuses et si amples, ni sur celui de la doctrine. Tous les exégètes du Cinéma, qu'ils se soient attachés à suivre ses manifestations dans leur actualité ou qu'ils aient essayé d'en présenter des bilans périodiques dans une certaine perspective historique et critique, ne sont guère sortis des sentiers battus. Tous ont plus ou moins appliqué à l'étude et à la compréhension du Cinéma considéré comme un art — le septième — des points de vue relevant de l'optique théâtrale, littéraire, plastique. Aucun n'a compris jusqu'ici que le Cinéma devait, au moins virtuellement, participer d'une esthétique toute nouvelle, en fonction même de moyens qui sont, eux aussi, totalement nouveaux mais n'ont été compris ni utilisés comme tels, sinon par accident. Christian Zimmermann est un des premiers, et je m'empresse de le souligner, parmi les jeunes critiques, qui aient tenté de remplacer sur les atlas cinématographiques les plages blanches de leurs « *terræ incognitæ* » par des déterminations topographiques précises. Son exploration est double. Assez timide encore sur le plan technique, elle est déjà

beaucoup plus audacieuse sur le plan spirituel. Mais comme les deux sont indissociables, on peut dire qu'il a déjà éclairé singulièrement des problèmes restés jusqu'ici obscurs, confus et surtout mal posés.

Si j'avais à réécrire mon précédent essai, je lui donnerais pour titre, au lieu d'une proposition interrogative, une affirmation amorçant une démarche plus positive : « *Le Cinéma : moyen d'expression nouveau resté inadéquat à son objet* ». Le Cinéma actuel ne saurait, en effet, être qualifié, dans le pire des cas, de décadent. Non, le Cinéma reste tout simplement et jusqu'ici une tentative sans aboutissement, un art avorté. Il peut et doit être autre chose. C'est ce que je me suis efforcé de laisser entendre dans ma réponse personnelle à Christian Zimmermann, réponse qui n'avait d'autre prétention que d'être la phase d'un dialogue amorcé désormais et qui, je l'espère, sera conduit jusqu'à ses extrêmes et logiques aboutissements, aussi bien par nos jeunes cinéastes, au bord de la découverte, que par les jeunes critiques appelés à seconder et à légitimer leurs efforts. C'est ce texte nouveau, purement occasionnel et qui dans sa spontanéité n'avait qu'un but : « donner acte » de ses trouvailles à un jeune et pertinent critique, que je vais transcrire pour les lecteurs de « *Défense de l'Occident* ». Je les prie de bien vouloir se reporter, afin d'en éclairer le contexte, d'une part au N° 5 d'*Accent grave* et, d'autre part, aux livraisons N°s 54, 61, 66, 68 de *Lumière et Vie*.

..

« ...Pour vous prouver tout l'intérêt que j'ai pris à la lecture de vos réflexions sur le langage cinématographique, réflexions qui dépassent par l'étendue et l'altitude des problèmes qu'elles soulèvent leur sujet propre, l'esthétique du Cinéma considéré comme un moyen d'expression original, je voudrais revenir à celles dont j'avais fait part aux lecteurs de *Tuileries* et de tout ce qu'elles amorçaient, il y a déjà quelque dix ans. Le problème était si bien resté en suspens que, l'année dernière, dans ma chronique d'*Accent grave*, je reprenais ce texte l'ayant relu par hasard et comme, à mes yeux, il n'avait pas une ride, je le republiais intégralement en le faisant précéder d'un avant-propos accordé aux circonstances.

Ces circonstances, vous les connaissez, puisque vous êtes resté un habitué des salles obscures, que depuis bientôt cinq ans déjà j'ai cessé totalement de fréquenter et pour deux raisons. Je ne puis admettre les mutilations systématiques que pour des motifs basement commerciaux les projectionnistes font subir aux films, dans la plupart des salles (amputation des images pour répondre à l'élargissement des écrans et qui détruisent leur « cadrage », écourtement des séquences en fonction des horaires de projection et qui trahissent les intentions des auteurs).

Tout cela sans soulever aucune protestation, ni des metteurs en scène, ni des producteurs, ni des spectateurs qui vont au cinéma comme on va au restaurant prêts à absorber les plus invraisemblables cuisines. Par ailleurs, mes ultimes expériences m'ont prouvé que le Cinéma en tant qu'art — ce terme pris dans son sens le plus authentique — était dès longtemps engagé dans une impasse, dont ne réussissaient pas à s'évader les cinéastes les plus origi-

naux et les plus inquiets de ce que l'on a appelé « la nouvelle vague. »

Vos remarques pénétrantes, touchant l'esprit et la technique des films auxquels vous vous référez, me confirment dans cette opinion : que le cinéma est toujours à la veille d'être une forme d'expression originale, un art constitué ; il reste à la remorque de l'optique et de la psychologie du théâtre, dont il n'est en ses réussites les meilleures qu'un simple « ersatz ». Ni les tentatives de quelques pionniers, tels Serge Eisenstein, Friedrich Murnau, Erich von Stroheim..., qui furent metteurs en scène de génie et présentèrent certaines réalités profondes de leur art (je m'excuse de ce qualificatif de « metteurs en scène » inadéquat au rôle essentiel du cinéaste, mais il n'en est encore aucun qui n'ait été quelque chose de vraiment autre, si ce n'est par éclairs et presque involontairement) les meilleures productions cinématographiques restent avec des qualités diverses et à des niveaux plus ou moins élevés du « cinéma-théâtre ».

Je m'étais déjà expliqué assez clairement là-dessus en mon article de *Tuileries* et d'*Accent grave*, mais je ne faisais qu'y présenter, en la cernant de mes observations une certaine vérité de fait, qui doit s'affirmer en une vérité de principe grâce à une prise de conscience de plus en plus nette de ce que doit être et de ce que pourrait être le Cinéma, moyen d'expression neuf, tout à fait distinct par sa technique et son esthétique propres des moyens d'expression traditionnels, ayant réalisé leur parfaite intégration : littéraires, dramatiques, plastiques, musicaux et sur lesquels le Cinéma s'est jusqu'ici contenté de vivre en parasite satisfait. Incapable d'existence autonome, le Cinéma n'a réussi à nous atteindre que par des voies incidentes, qui tout en ébranlant notre sensibilité, tout en donnant pâture à notre esprit, voire en nous communiquant certaines exaltations, sont encore très loin de ses possibilités spécifiques, aussi bien sur le plan documentaire que sur le plan esthétique.

Ce que les cinéastes n'ont pas compris, si quelques-uns l'ont pressenti, c'est que le Cinéma se trouve par rapport au Théâtre dans une position absolument inverse. Lorsque vous faites intervenir la substitution du « je » au « il » et celle du « présent » au « passé », dans le déroulement de l'action cinématographique, vous mettez le doigt, si on peut dire « sur la plaie » et poussant un peu plus loin votre analyse vous déboucheriez sur le problème crucial, que pose la réalisation du *Cinéma pur*. Toute la technique du cinéma et toutes ses possibilités d'expression reposent sur la caméra, qui n'est, en somme, que le prolongement et la substitution de l'œil du cinéaste appliqué au spectacle de la vie. Sa position vis-à-vis de ce spectacle est celle du spectateur devant l'écran, avec lequel il doit postuler sa parfaite identification et non chercher comme le dramaturge, du moins le dramaturge moderne (pour le Théâtre antique c'était autre chose, la tragédie grecque ne s'interprétant qu'une seule fois et ayant valeur de liturgie) une participation. Au théâtre le dramaturge est derrière la scène, comme le montreur de marionnettes en son castelet, projetant devant les yeux du spectateur un jeu qui par ses résonances psychologiques requiert et conquiert, lorsqu'il est valable, son intérêt, sa participation, participation pouvant aller jusqu'à une sorte de substitution mais purement métaphorique et capable d'opérer

cette purgation des passions que lui assignait Aristote. Au Cinéma, le cinéaste, suppléé par le projectionniste réanimant mécaniquement les séquences d'images qui furent enregistrées intelligemment, le cinéaste est toujours *devant* l'écran, dans la même position que son spectateur. Et ce qu'il tente, en fait, c'est de l'identifier à lui et non comme l'écrivain dramatique de l'identifier aux personnages de sa fiction. Le dramaturge, quel que soit son talent ou son génie, ne peut que tenter de donner à la fiction les apparences de la réalité. La loi du théâtre et de toutes ses conventions est la *vraisemblance*, qu'il s'agisse d'une action proposée dans sa concordance chronologique avec une action réelle supposée ou qu'il s'agisse d'une action en raccourci, pouvant inclure en une suite de tableaux successifs des épisodes très éloignés chronologiquement et n'ayant d'autre lien que l'intérêt historique commun auquel le spectateur est susceptible de s'attacher. La loi du cinéma ne peut être et ne devrait être que celle de la *réalité*, la fiction pouvant intervenir mais greffée sur l'image réelle et non comme une détermination de l'image. Et cette fiction cinématographique ne saurait être que la part de l'*invisible* révélé par le *visible*, laquelle comporte toujours l'indéterminé, l'hypothétique...

Au Cinéma, il ne devrait donc pas y avoir de « il », le « il » est du domaine narratif et le ressort essentiel de la littérature imaginaire ; il ne devrait pas y avoir davantage de « je », le « je » est du domaine dramatique et le ressort essentiel de la littérature dramatique (substitut d'une littérature confessionnelle) transportée à la scène, transposition qui fait d'ailleurs de l'art dramatique un art hybride, où les intentions de l'écrivain sont toujours plus ou moins trahies ou travesties, en raison même du jeu des interprètes et des dispositifs scéniques qui lui échappent, quelle que soit son intervention préalable dans la mise en scène et le jeu des acteurs.

La seule position psychologique qui soit admissible au Cinéma ne peut être que celle d'un spectateur-témoin, témoin non plus passif mais actif devant s'identifier au cinéaste enregistrant, inventant son film et pour cela disposant de sa caméra avec la liberté la plus totale, celle dont peuvent user les tourneurs de documentaires aux prises avec la vie multiforme et omni-présente ou qu'utilisèrent certains cinéastes ayant par nécessité ou volonté — ce qui est plus rare — déserté les studios afin d'opérer si on peut dire « *in vivo* ». Ce fut, mais embryonnaires, de cette technique et de cette esthétique que procédèrent les meilleures réussites du « néo-réalisme » italien, dont quelques productions de la « nouvelle vague » ne furent que les échos attardés.

Ce que l'on oublie trop, est que le Cinéma, en permettant de réaliser la synthèse du mouvement et de l'enregistrer, a mis à la disposition de l'homme une nouvelle mémoire et y greffant le son une mémoire audio-visuelle en quelque sorte parfaite, je veux dire par là qu'elle n'est susceptible d'aucune synthèse psychologique, synthèse nécessaire dans le jeu d'assimilation de nos souvenirs, synthèse qui comporte en fonction même de notre personnalité, de nos aptitudes ou de nos inaptitudes, des lacunes, des déformations, des interprétations allant jusqu'au mythe, à l'altération du souvenir pouvant confiner à son effacement et tout cela afin de faire place aux données abstraites de l'expérience, de la chose *sue* mais non *retenue*. Le film par son déroulement sur l'écran de pro-

jection fait donc revivre de la manière la plus exacte, sinon la plus parfaite, les séquences enregistrées et choisies. Il est une mémoire implacablement fidèle et toujours disponible. Tout en nous restituant le *temps*, puisque le mouvement n'est que du temps cristallisé dans l'action, il nous en délivre, puisque par ses retours indéfinis, ceux de chaque projection possible, il nous replace, spectateurs, à la fois fictivement mais réellement présents par les pouvoirs de l'image animée et de son contexte sonore, dans l'ambiance, la situation et la condition du spectateur initial, celles du cinéaste qui a opéré l'enregistrement d'une action désormais révolue mais toujours présente et si on peut dire inéluctablement présente, bien autrement que l'action fictive du théâtre, action d'ailleurs qui se modifie dans ses apparences avec chaque interprétation, car il est impossible d'obtenir d'un acteur et à plus forte raison d'un groupe d'acteurs le même « *tonus* » à chaque représentation, sans parler des interprétations qui varient dans l'esprit même avec chaque reprise du même texte par des troupes différentes et sur des scènes différentes.

Si on réfléchissait un peu à ces impératifs techniques et si l'on tenait compte de cette loi universelle « *que toute modalité d'expression est étroitement conditionnée par ses moyens* », on comprendrait que l'esthétique du cinéma ne saurait être dissociée de sa technique de base et il en résulterait une conception originale et efficace du Cinéma considéré comme un art autonome, non comme un moyen second et, au mieux, comme un art de synthèse. Par opposition à l'esthétique de la vision, à laquelle se réfèrent tous les arts traditionnels ayant précédé l'avènement du Cinéma, on pourrait définir son esthétique propre comme l'*esthétique du regard*.

Une fois admis un tel postulat, on peut considérer que le Cinéma est à réinventer en grande partie. Evidemment, une telle révolution technique et esthétique entraînerait des bouleversements inattendus dans une « industrie » qui n'a que fort peu de préoccupations esthétiques — au sens vrai du terme — et qui a déjà réalisé une énorme intégration de moyens techniques, financiers, commerciaux et publicitaires. Cinéma pur implique disparition de la vedette, voire de l'acteur professionnel, car dans la « réalité » du Cinéma futur l'interprète ne saurait que tenir un rôle, celui de sa propre existence, il ne pourrait plus incarner « un personnage » mais vivre « une personne » ; il implique aussi la quasi-disparition des studios, ce théâtre doublement fictif dont ne saurait s'accommoder la vision cinématographique directe, une rééducation totale du public et partant le bouleversement des circuits de distribution, l'économie des salles de projection et une distance nouvelle — susceptible de lui être particulièrement profitable — avec la Télévision, moyen d'expression audio-visuel, très proche sans doute dans sa valeur d'information directe mais très éloigné par ses préoccupations quotidiennes, son *immédiatité* d'un Cinéma à la fois réel et intemporel. Devant les jeunes cinéastes, qui voudraient prendre la relève qui s'impose, si on ne veut pas voir le Cinéma s'enliser définitivement dans les marécages du conformisme le plus bas, se dressera le mur d'argent. Mais il en est de ce mur d'argent, comme des ouvrages formidables et dérisoires de l'ancienne « *Ligne Maginot* », il suffit de les négliger en

les contournant pour qu'ils ne soient plus que d'inoffensives casemates.

Là doivent se retrouver tous les problèmes d'ordre métaphysique que vous posez avec tant de gravité et de maturité intellectuelle, mais ils pourront dès lors être abordés avec une liberté inégalable et des moyens à la fois très simples et très souples, dont aucun cinéaste n'a pu disposer jusqu'à ce jour, enchaîné à la fois par les servitudes professionnelles et par les préjugés qu'il ne parvient pas à surmonter en dépit d'intuitions occasionnelles et de circonstances favorables. Cette révolution au Cinéma serait quelque chose comme l'intervention de la stratégie napoléonienne sur les champs de bataille de l'Europe traditionnelle. La mobilité, les décisions sur le terrain, l'esprit d'invention substitué à celui de routine (perpétuels retours aux mêmes moyens et aux mêmes situations) permettraient non seulement une rénovation des procédés mais l'avènement d'un art nouveau. Dès lors le Cinéma ne serait plus accroché à ses précédents, essayant de refaire cent fois, mille fois, changeant seulement les étiquettes et rafraîchissant costumes et décors, le même western, le même film à intrigue, psychologique ou policier, la même super-production pseudo-historique et totalement absurde, car négation même de ses moyens et de son esprit. Mais il pourrait s'attacher à la poursuite de la vie, la vie inépuisable et multiforme, en perpétuelle gestation. Il pourrait enfin — et là je vous rejoins entièrement — exprimer « *la liberté inconditionnelle de l'homme appuyée sur la grâce* ».

Alors le Cinéma pourrait nous être proposé comme le moyen d'expression le plus total, au regard de la vision et de la prise de conscience du monde extérieur, d'autant qu'il peut encore élargir ses possibilités techniques : perspective profonde des images, valeur expressive (je ne dis pas exactitude) de la couleur, intégration du son à l'image, restée sommaire. Mais ce n'est pas tant de ces perfectionnements toujours possibles que dépend l'avenir du cinéma mais de sa conception même. Il en est du Cinéma comme de beaucoup d'autres inventions modernes, l'accélération technique en a entravé sinon étouffé l'esprit. L'homme dispose d'instruments nouveaux, certains extraordinaires, dont il se divertit mais dont il ne sait pas encore se servir, dont il ne sait pas « jouer » et par ce terme j'entends la manière la plus totale, la plus parfaite, la plus humaine dont il convient de disposer de tels instruments. Permettez à un chimpanzé de taper sur les touches d'un clavier, celui du meilleur piano de concert, il en tirera des sons discordants, du bruit. Installez devant le clavier Rubinstein ou Richter et l'enchantement commence.

Rien n'est plus facile que de mettre en mouvement une caméra, surtout automatique, et de la braquer sur un objet quelconque, même arrangé avec goût comme peuvent l'être les plateaux des studios. Le résultat est le plus souvent ennuyeux, désespérément banal. Cependant le monde est inépuisable, la nature nous dispense quotidiennement des spectacles dont la beauté se révèle à la mesure de nos aptitudes à la saisir. Tout y est perpétuellement remis en cause, aussi bien le destin des êtres que les composantes de l'ambiance où ils se meuvent. Le tragique est quotidien. Les drames les plus poignants se déroulent sous nos yeux, encore faut-il que nous sachions en discerner les signes. Ne soyons

pas ces idoles moquées par le psalmiste « *qui ont des yeux pour ne point voir, des oreilles pour ne point entendre...* » Le Cinéma doit être une perpétuelle, attentive chasse aux images; l'expression n'est pas neuve mais elle n'a pas reçu jusqu'ici la plénitude de son acception. De la qualité du chasseur, de son habileté, de ses intuitions, de son flair, de son esprit d'invention, de ses facultés d'observation dépendent les résultats, le bilan de ses entreprises, partant du documentaire le plus strict jusqu'aux séquences les plus bouleversantes, les plus chargées de sens et avec des prétextes psychologiques infinis. Il est des gens qui dans l'ordinaire de la vie manifestent une incuriosité universelle et portent en eux un insurmontable ennui. Il en est quelques autres pour qui rien n'est dénué d'intérêt, rien n'est insignifiant. Que de plans intermédiaires entre ces deux attitudes extrêmes où peuvent se situer les protagonistes d'un art nouveau !

Toute notre pédagogie, toutes nos disciplines scientifiques tendent à nous apprendre à connaître le monde, l'univers extérieur et intérieur comme objet défini, chose qu'il faut savoir, mais aucune discipline, à part celles de l'art et encore avec bien des restrictions et des lacunes, ne tend à nous mettre en relation avec cet univers en train de s'accomplir, cet univers en perpétuelle mutation, cette création continue, non pas celle du septième jour où Dieu satisfait de son œuvre s'est reposé mais celle du jour sixième, dans lequel l'homme est apparu, « à l'image et à la ressemblance » de Dieu créateur, non pour prendre le relai de sa création « *ex nihilo* » mais pour l'accomplir à travers le temps et c'est ici que s'insère le mystère essentiel du Christianisme : *la Rédemption par l'Incarnation*. Or, chaque homme, virtuellement, participe à cet accomplissement de la promesse qui succède au cycle créateur afin de l'accomplir en le perpétuant. Il n'y a pas d'autre tragique de l'existence, du moins pour une conscience chrétienne, qui n'est plus écrasée par le « *fatum* » antique, que cette perpétuelle remise en cause de la destinée de l'homme liée à celle de l'univers dans lequel il s'insère et s'intègre. Et je pense que le Cinéma, qui de tous les arts pourrait être celui nous permettant de coller au plus près de la réalité de l'existence, reste encore le plus inadéquat à ses moyens et à ses fins... »

..

Là se terminait ma lettre à Christian Zimmermann. Si son exposé plus dialectique que didactique avait pu prendre un autre tour, on voit immédiatement de quelles propositions ordonnées il aurait pu s'assortir :

Références aux possibilités du *caméraman*, déplaçant et dirigeant son objectif par le jeu d'un « *travelling* » tridimensionnel, s'exerçant aussi bien par rapport aux plans considérés comme immobiles, bien que rien dans la nature ne soit inerte, ne serait-ce que par le jeu perpétuel de la lumière, qu'aux plans animés ou en mouvement, « *travelling* » de l'opérateur se déplaçant avec sa caméra en des directions diverses et selon des vitesses différentes, porté par toute sorte de véhicules : terrestres, aériens, nautiques, aquatiques et demain probablement cosmiques.

Références à la puissance et au champ de la caméra, pouvant varier non seulement en fonction des angles et des distances, mais grâce à des dispositifs optiques accessoires : téléobjectifs, inter-

vention du microscope, de miroirs réfléchissants ; recours aux éclairages naturels ou artificiels mais, dans le second cas, toujours en fonction de l'ambiance, de la réalité de l'évènement ou du fait et non comme un simple artifice.

Perfectionnement, extension des procédés photographiques, aussi bien ceux de la pellicule monochrome que de la pellicule polychrome, selon des émulsions de plus en plus sensibles permettant d'obtenir plus de vérité par la profondeur des « champs », la discrimination des plans, l'affirmation et la modulation des valeurs lumineuses.

Perfectionnement et intégration de plus en plus parfaite des enregistrements sonores, s'efforçant de les rendre corrélatifs, exécutés en prise directe comme l'enregistrement des images auxquelles ils s'associent. Là des progrès immenses peuvent et doivent être accomplis, car le Cinéma est très loin d'avoir intégré le son comme il a réussi à intégrer le mouvement. Et ces progrès doivent s'accomplir dans le sens non de la fiction mais de la réalité ciné-acoustique. Pour cela certaines prises de conscience sont nécessaires devant conduire au respect absolu des ambiances sonores naturelles, et des ambiances réelles où s'intègrent les apports de l'homme et de ses diverses industries, aussi bien celle de la musique entendue en son lieu et non comme le contrepoint d'une séquence visuelle, enregistrée « *in vacuo* ». La notion de « *climat acoustique* » est une notion à peine abordée dans le domaine biologique comme dans le domaine esthétique. Cette notion, qui exige des prises de conscience nouvelles, individuelles et collectives, devrait prendre toute son importance et sa signification au Cinéma, moyen d'expression audio-visuel, qui doit être non seulement un « *regard sur le réel* » mais aussi une « *oreille attentive* » ouverte sur toutes les rumeurs qui accompagnent les manifestations de la vie, toutes les activités naturelles et mécaniques de l'homme, activités qui par leur répercussion ou leurs incidences dans son milieu d'existence ont des conséquences sociales et individuelles de plus en plus opprimantes, pour ne pas dire funestes et dont il importe que l'homme prenne totalement conscience, ne serait-ce qu'afin de les corriger. Le Cinéma sonore ne peut les esquiver ni les suppléer. Il doit réaliser la parfaite intégration de l'image et du son, celle du climat visuel et du climat acoustique. Si par une improbable hypothèse il devait, un jour, y associer les sensations olfactives, dermiques, permettant de restituer la totalité du climat sensoriel affectant le cinéaste, lors de ses enregistrements, il aurait conquis un pouvoir de témoignage encore plus irrécusable, permettant l'identification la plus parfaite possible du cinéaste et du spectateur, ne pouvant dès lors laisser place à aucune supercherie, à aucune fiction abusive.

Si fiction il y a, elle ne pourrait et ne devrait alors que se situer dans un contexte « spirituel », là où il n'y a plus de « dimensions », où la relation « espace-temps » s'abolit pour faire place à d'autres notions, d'autres valeurs, qui rejoignent l'essence de l'être en transcendant son existence. Il ne pourrait s'agir alors que d'esthétique profonde, de cette part de mystère inéluctable qui est au cœur de toute création artistique et qui appartient au génie plus qu'au talent. Point de départ : le documentaire, seule voie où le Cinéma ait jusqu'ici progressé, abordant sans le savoir

au domaine de l'esthétique. Car pour le simple *reporter* d'actualités comme pour le documentariste s'efforçant d'explorer le monde à l'aide de sa caméra, il y a toujours eu un mobile valable, un déterminant professionnel qui faisaient du Cinéma, à défaut d'un art, un artisanat loyal, ce qu'il devait commencer par être et d'où il devrait nécessairement repartir afin de tenter d'autres aventures. Pas plus qu'on ne fait de la poésie avec des idées ou avec des sentiments mais avec des mots chargés de sens, on ne peut faire du Cinéma avec des intentions et par recours à la fiction préalable mais avec des « images significatives ». Du documentaire biologique, scientifique, ethnographique, social, folklorique, touristique... au Cinéma expressif — à l'Art cinématographique — il n'y a qu'un pas, encore faut-il savoir le franchir, sans avoir recours aux passerelles vermoulues du théâtre et aux oripeaux de la littérature d'affabulation.

Remarque incidente, les authentiques primitifs du Cinéma furent les premiers et brefs enregistrements, strictement documentaires, des Frères Lumière, non les spirituels trucages du charmant Georges Méliès, que d'aucuns revendiquent comme un précurseur, qui le fut, en effet, mais non du Cinéma, moyen d'expression direct, mais celui des auteurs de « dessins animés », moyen second, susceptible de réussites qui **sont** au Cinéma ce que les trouvailles du dessin humoristique **légendé** peuvent être aux grandes créations picturales et plastiques. Si le Cinéma ne peut exclure le fantastique, pour lui il ne devrait y en avoir d'autre que celui de certains spectacles naturels, allant très au-delà de toute fiction possible. De cela témoignent les enregistrements du grand vulcanologue Haroun Zazief, les hallucinantes prises de vue réalisées par tant d'explorateurs, d'ethnographes, voire de simples naturalistes, dans les forêts d'Amazonie, sur les hauts-plateaux péruviens et mexicains, à travers les savanes de l'Afrique noire, les pays d'Orient et d'Extrême-Orient, de ce continent asiatique toujours si mystérieux, son inépuisable folklore, ses rites immémoriaux, ses civilisations millénaires, ses tribus restées étrangement primitives — et je passe sur le fantastique quotidien des grandes cités modernes, qu'avaient déjà senti et pressenti Hugo et Baudelaire.

Je reprendrai, pour conclure, ce premier terme d'un nouveau langage, adapté à l'exégèse d'un art nouveau : « *Cinéma : esthétique du regard* », proposition qui est le corollaire de celle ayant servi de titre à ce modeste essai : « *Cinéma : regards sur le réel* ». Ce terme était déjà inscrit, au moins virtuellement, dans un des essais de Christian Zimmermann, parlant d'un « *art du regard* » : esthétique propre au Cinéma, tout à fait distincte de l'esthétique de la vision, à laquelle se rattachaient tous les moyens d'expression qui le précédèrent, obligés qu'ils étaient de se référer aux exigences de notre mémoire mentale, partant d'avoir recours à l'imaginaire, au fictif, seuls moyens pour eux de retrouver le réel et de tenter de l'exprimer. De ses réussites futures aucun cinéaste, maître de ses moyens, ne pourrait dire, comme Racine de ses tragédies : « *Mon plan est arrêté, ma pièce est faite* », mais bien : « *Ma pellicule est impressionnée, mon film est fait* ».

F.-H. LEM.

LA PRESSE

D'OPPOSITION NATIONALE

L'Europe, nécessité historique ou idée-force ?

L'excellente revue *Révolution Européenne* publiée à Bruxelles (correspondant français Jean-Claude Jacquart BP 17 à Saint-Maur, Seine), consacre une partie de son n° 2 (novembre 1964) à rappeler les événements de Budapest. Dans un sommaire substantiel qui mériterait d'être cité en entier, on relève un article sur Alexis Carrel, un autre sur l'Afrique du Sud, un autre sur le progressisme chrétien contre l'Europe, un autre intitulé *Les Syndicats trahissant les travailleurs européens*. Nous citons le leader de ce numéro : *L'Europe, nécessité historique ou idée-force ?*

Au sein des administrations européennes de Bruxelles, il avait d'abord été décidé que les nationalités ne joueraient aucun rôle dans les nominations et qu'elles s'effectueraient sur le seul critère de la valeur. Il a fallu revenir en arrière et nous le déplorons, mais les nationalismes étaient trop forts : à présent, les nominations s'effectuent par nationalité comme dans une vulgaire démocratie où on répartit les places à tant par parti au pouvoir.

Les nationalismes sont toujours redoutablement exacerbés en Europe. C'est une des réussites du communisme en vingt ans : en inspirant notamment divers films sur la Résistance, en rameutant périodiquement les opinions publiques contre les crimes nazis, il a réussi à entretenir dans les divers pays européens un important sentiment anti-allemand (en Italie, par exemple, comme nous le disait récemment un ami italien, le peuple ne veut plus partir en guerre contre personne, à moins peut-être que ce soit contre l'Allemagne). On connaît la raison pour laquelle le communisme a exacerbé de la sorte les nationalismes européens en jouant sur les réflexes passésistes des masses conditionnées : il entend ainsi préparer, en maintenant la diversion de l'Europe, l'arrivée de l'Armée Rouge à l'Atlantique.

C'est pourquoi l'idée de l'Europe n'est pas une idée-force, c'est-à-dire une idée capable d'entraîner les masses dans un mouvement irrésistible. La réalisation d'une nation européenne est devenue aujourd'hui une nécessité historique parce que, si elle ne se réalise pas, à l'heure des grands ensembles que nous vivons cet échec sonnera le glas de tous les peuples européens et de la civilisation qu'ils ont créée. Les conditions existent pour que naisse cette nation européenne, mais ce sont des conditions passives; si l'Europe se réalisait, les Européens l'accepteraient sans aucun doute volontiers parce qu'ils se diraient qu'elle va de soi, mais l'idée de l'Europe n'est en rien un moteur capable non seulement de mobiliser, mais même d'émouvoir les masses. Elle leur reste étrangère en tant que mobile psychologique. C'est un fait qu'honnêtement, nous devons bien constater. Le nier équivaldrait à commettre la plus grave faute politique, à savoir: ignorer la réalité pour conserver intactes ses obsessions ou ses espérances personnelles. Une enquête effectuée en Italie n'a-t-elle pas démontré que 80% de la population ignore même ce qu'est le Marché Commun? Par contre, des millions d'ouvriers italiens sont prêts à marcher au nom du socialisme, ignorant certes qu'il s'agit d'un socialisme marxiste qui poursuit des buts réels hostiles à leur destin. C'est que le socialisme -- même celui-là -- est une idée-force.

Dernièrement, un fonctionnaire italien du Marché Commun, convaincu de la nécessité historique de réaliser une nation européenne, nous disait: «Si une guerre civile devait éclater en Italie contre le communisme, je me battrais contre le communisme, mais je regretterais que ce soit au nom de valeurs nationales d'hier; or, ce serait hélas au nom de forces nationales d'hier». Ces réalités - regrettables, mais réalités tout de même - soulignent le caractère utopique de la conviction qu'un parti unique européen pourra aboutir à créer une nation européenne. C'est séduisant sur un plan abstrait; cela ne tient pas à l'épreuve des réalités. C'est un rêve irréaliste et on ne fait pas de bonne politique avec des rêves.

Les nationaux-européens - c'est à dire les hommes qui mesurent l'urgente nécessité de créer une nation européenne - doivent avoir le courage de tenir compte des réalités, même si elles gênent leur rêve. Ils n'atteindront pas leur but historique sans se servir d'idées-forces, sans utiliser la puissance dynamique des mythes. C'est pourquoi, pour eux, le seul schéma politique fécond est le suivant; pour réaliser la nécessité historique qu'est la nation européenne; il leur faut se servir d'idées-forces (dont le socialisme antimarxiste, est l'une des plus puissantes: il est aisé de démontrer aux peuples européens que le seul vrai socialisme est celui qui, d'une part, réalise le bien de toute la communauté et qui, d'autre part, est lié étroitement à cette communauté; le mondialisme et l'internationalisme n'aboutissant qu'à trahir le travailleur européen capable au profit de sous-capables paresseux). Il leur faut aussi se fonder sur la puissance des mythes plantés dans le réel (la supériorité de l'homme blanc, le retour à une éthique virile opposée à la morale du chien-crevé-au-fil-de-l'eau, etc.) En résumé: la doctrine, le but

à atteindre, c'est la nation européenne et le moyen, la technique, c'est l'idée-force.

Sur le plan pratique, cela se traduit pour les nationaux-européens par un combat dans le cadre des frontières existant actuellement en Europe en raison de l'existence, regrettable mais réelle, des nationalismes étroits, à cause aussi des régimes politiques, juridiques, policiers, sociaux, etc., différents selon les pays actuels qui ne sont pour nous que des provinces européennes mais qui sont, dans les faits, dans la réalité des faits, des nations. La notion de "parti unique" européen doit céder le pas à la notion de «front unique» européen: c'est dans la pensée et dans l'action que doit se forger l'unité et non au départ par acte notarial. Les mouvements composant ce «front unique» doivent mettre au service de leur but, l'Europe, leur capacité à travailler sur la base d'idées-forces.

Tel est, pour toute politique réaliste, véritablement réaliste - dans les faits et non dans les mots - le seul schéma qui puisse se traduire efficacement dans la réalité.

..

Tradition française, mensuel catholique et légitimiste, donne dans son numéro de mai 1964, un article de M. Jaume Népoté que nous reproduisons à titre documentaire:

Racialisme et racisme

« *Le culte des parents s'étend à tous ceux du même sang (I).* »
Saint Thomas d'Aquin.

A une époque où partout à travers le monde éclatent des conflits qui ont pour moteur des antagonismes raciaux, il nous a semblé utile de réfléchir sur le faisceau d'idées raciales. Volontairement au cours de ces lignes je me tiendrai dans l'abstrait pour ne pas me voir décocher quelques traits désobligeants et me cantonnerai dans des remarques d'ordre purement doctrinal et théorique.

Si j'ouvre le dictionnaire au mot «racisme», j'y peux lire: «*Théorie qui a pour but de protéger la pureté de la race dans une nation et qui lui attribue une supériorité sur les autres.*» Manifestement, cette définition est ambiguë. Elle recèle deux affirmations: la première est la défense d'un cadre, la seconde la prétention à une supériorité. On se trouve en présence d'une confusion en partie analogue à celle déjà relevée à propos du mot nation (cf. T.F. n° 4). Je vais donc me pencher sur l'une et l'autre de ces idées pour tâcher de les remettre en ordre.

La pureté raciale est un mythe; il apparaît évident qu'aucun pays n'est à ce point de vue uniforme. Cependant, il règne dans chaque région une certaine homogénéité somatique faisant que physiquement l'habitant de l'une n'est pas assimilable à celui de l'autre. N'importe qui peut aussi constater que l'on trouve chez tel peuple certaine tournure d'esprit qui le rend psychologiquement différent d'un autre. Logiquement il s'avère la chose

suivante: il y a corrélation entre les caractères biologiques et no-
ologiques. La conclusion est qu'à un complexe racial déterminé
correspond une donnée psychologique; plus précisément que
celui-ci conditionne directement la vie spirituelle d'un pays. La
stabilité de l'ordre intellectuel - et par là institutionnel ou moral -
dépend donc de la conservation de l'équilibre somatique. La
permanence de la race engendre la Tradition, et le phénomène
racial devient ainsi un des facteurs primordiaux de l'ordre
dans la Cité.

Le méconnaître aboutit à se ranger sous la bannière de nos
adversaires, dont la plus grande joie consiste à détruire l'ordre
divin créateur des diverses races. S.S. le Pape Pie I le dit avec
clarté: «...la race, ou le peuple, ou toute autre valeur fondamen-
tale de la communauté humaine - toutes choses qui tiennent
dans l'ordre terrestre une place nécessaire et honorable...» (2).
Il est donc parfaitement légitime d'aimer sa race, de vouloir
la protéger en vue d'éviter le désordre qu'entraînerait sa con-
tamination; et de s'indigner de voir certains quartiers ou cer-
taines villes devenir le dépotoir de toutes les races de la terre,
car les croisements produisent trop souvent de catastrophiques
effets tant sur la formation du corps que sur celle du caractè-
re (3).

Mais cette volonté de protection n'est pas un désir de haine:
«Le principe de la race n'est pas un principe élevé contre l'
étranger, mais une volonté d'enracinement dans le sang et le
sol, source de la plus grande communauté solidaire, et par là
le gage de la prospérité future de chacun» (4), écrit Alphonse de
Chateaubriand. En effet, comment respecter les autres races
quand on n'aime pas d'abord la sienne, ce qui est la transpo-
sition de la parole de Saint Jean: «Si quelqu'un dit: «j'aime
Dieu et qu'il hâisse son frère, c'est un menteur. Car celui qui
n'aime pas son frère qu'il voit, comment peut-il aimer Dieu qu'
il ne voit pas?» (5). C'est pourquoi l'attitude qui prône la supé-
riorité d'une race ne peut être qu'une attitude fondamentalement
athée - et vice versa, - car tous les hommes sont fils de Dieu, et
dans le plan divin la seule forme de supériorité est la supériorité
morale, dont il n'appartient qu'à Dieu de juger.

Qu'il y ait au niveau de l'organisation de la Cité une prépon-
dérance relative de certaines races est une évidence. Il en décou-
le l'inégalité de leurs héritages et des patries qu'elles ont cons-
tituées, ainsi que le dit Jean Ousset: «S'il est des patries har-
monieuses, il en est de tourmentées où les valeurs de la vie
sont continuellement menacées par les valeurs de mort et de
révolution. Il est des patries qui traînent derrière elles, comme

(1) Som. Théo. IIa, q. IOI, a.1.

(2) «Mit Brennender Sorge»- Vrai foi en Dieu, p. 9. Ed. Bonno
Presse.

(3) Cf. entre autre la thèse du Dr P. Sériot: «Effets nocifs du
croisement des races sur la formation du caractère».

(4) «La gerbe des Forces», p. 148. Ed. Grasset, 1937.

(5) Joan. IV, 18.

un châtement, un lourd passif de fautes ou d'erreurs politiques philosophiques, religieuses. Il est des patries qui semblent frappées de Dieu tant le subversif et le faux tiennent de place dans leur héritage (6).» Mais il est sûr que ces inégalités de capacités temporelles ne sauraient en aucun cas retentir sur la dignité de nos frères en Dieu.

D'après ce qui précède, le mot «racisme» contient deux notions antagonistes: la défense licite des principaux cadres de l'ordre naturel d'une part, une volonté immorale de supériorité d'autre part. Il manque donc un mot (et je pense donner quelque jour la raison de cette carence). Ce mot, il s'agit de le créer pour sortir de l'impasse où nous ont enfermé nos adversaires. Le mot «racisme» avec toute sa charge négative peut leur être laissé en pâture. Bien mieux, hurlons avec les loups: nous sommes contre le racisme, contre cette prétention matérialiste à la supériorité, directement issue de leur système de pensée. Au contraire, soyons «racialistes», comme nous sommes «nationalistes»; le «racisme» ne peut être qu'athée, le «racialisme» est chrétien.

La Presse et le Concile

Dans la *Lettre d'Information* de Georges Sauge, en date du 4 octobre 1964, quelques remarques importantes sur *Le Manque d'objectivité de la presse d'information* en ce qui concerne le Concile. Voici un passage de cet article contenant une analyse très juste de M. René Juge sur l'emploi qui est fait pour «orienter» l'opinion des discussions du Concile :

Nous voudrions analyser quelque peu l'état d'esprit tendancieux qui préside à l'élaboration et à la divulgation urbi et orbi de textes analogues à ceux que nous venons de citer. Le but à atteindre est de montrer «que presque sur tous les points l'Eglise a tort, qu'elle retarde, qu'elle doit faire son «autocritique», se débarrasser des poussières du passé, opérer son retour aux sources, changer ses structures, sortir de son «ghetto», s'ouvrir au monde, etc., etc... Le Concile est une excellente occasion pour lancer des slogans qui «conditionneront» l'opinion publique et impressionneront peut-être l'assemblée elle-même en lui faisant accroire qu'ils expriment l'attente des hommes d'aujourd'hui ! Si quelques Pères inclinent un tant soit peu dans ce sens, on grossit l'importance de leur intervention: ce sont des esprits éclairés, ouverts, à la page. Les autres, ceux qui pensent que tout n'est pas à bousculer dans la tradition, sont des rétrogrades qui empêchent les progrès de l'Eglise. On tente de les ridiculiser». (Jean de Laparoisse-Bulletin de l'Œuvre de Saint François de Sales, janvier-février 1964). On amplifie, atténue, insinue, interprète, dénature les faits, diffuse des potins. On oppose un pape à son prédécesseur. Avec une paire de ciseaux, on isole telle phrase d'un discours pontifical ou d'une encyclique,

(6) «Patrie-Nation-Etat», p. 18. Ed. Cité Catholique, 1963.

et ainsi séparé du contexte, on lui fait dire le contraire de ce qu'elle signifie. Comme ont été détruits «l'Algérie de papa», le «scoutisme de papa», l'armée «de papa». Qu'on nous pardonne cette expression un peu hardie mais qui dit bien ce qu'elle veut dire. On lira avec profit dans la revue «l'Ordre Français» la magnifique analyse du livre du professeur Jacques Ellul «Fausse présence au monde moderne», par le professeur Louis Jugnet de l'Université de Toulouse. Après avoir montré que la crise dans l'Eglise est manifeste et que la nier ou la taire serait malhonnêteté pure, après avoir dénoncé la légèreté et l'incompétence des responsables de cette crise et s'être insurgé contre le masochisme qui consiste à expliquer toutes les tribulations de l'Eglise par les fautes du clergé et des fidèles, l'auteur en arrive à l'étude de la cause essentielle de cette crise: la conformisation de l'Eglise du siècle, l'adaptation servile au milieu. «Pour arriver à être présents au monde, les chrétiens justifient tant qu'ils peuvent le monde comme il va. Le prétexte de son comportement, c'est que Dieu mène le monde et l'histoire, de telle façon que tout ce qui arrive est bon. Le chrétien n'a donc rien à freiner, rien à combattre, des forces qui agitent l'évènement; il lui faut pousser à la roue et faire comme les autres. Le tout c'est d'être adapté. L'important avant tout c'est de s'adapter au monde.»

Dès lors le chrétien a tendance à réaliser des abstractions et à négliger les hommes très concrets qui l'entourent immédiatement. On cherche à «convertir les masses» (avec un insuccès digne d'admiration au sens archaïque du mot) et on ironise sur les méthodes classiques que l'on qualifie de «pêche à la ligne». L'auteur enfin nous parle du mythe, sot et maléfique du progrès fatal et continu qui nourrit certains chrétiens de notre temps et qui apporte la confusion entre la Seigneurie de Jésus-Christ sur l'histoire et le sens de l'histoire tracé par une philosophie marxiste, la confusion entre évolution sociologique et progrès spirituel. «Le mot d'ordre de l'adaptation est lié à la croyance au progrès» ce qui est le signe d'une philosophie expressément anti-chrétienne car il ne faut pas oublier que «nous sommes présents pour apporter dans le monde ce que le monde réfuse et dont il ne veut pas entendre parler».

Le budget des grands quotidiens

Ce numéro de *Lectures Françaises* de novembre 1964, contenant un supplément consacré à la grande presse qui accentue avec une grande clarté son inévitable sujétion au pouvoir et aux grands trusts par la pression constante des contrats de publicité qui lui sont indispensables pour survivre. Le passage suivant, entre beaucoup d'autres informations précises, signale la constatation essentielle autour de laquelle est établie toute l'étude:

« Depuis Emile de Girardin, le créateur de la presse moderne, le journal se vend moins qu'il ne coûte. Sur les 30 centimes que vous donnez au kiosque ou au dépositaire, l'administrateur du quotidien ne reçoit que 16 ou 17 centimes; mais la fabrication de ces 8, 10 ou 16 pages -parfois plus- lui revient à 65-70 centimes, parfois beaucoup plus. Elle perd donc 40 centimes environ par exemplaire. Si vous multipliez ces 40 centimes par le total des exemplaires vendus, c'est par millions que se chiffraient les pertes, si...

Connaissez-vous beaucoup d'entreprises qui puissent vendre régulièrement à perte leurs produits ? Certainement pas. Il faut donc que les journaux aient des ressources autres que celles que lui procurent la vente et les abonnements. Autrement dit, chaque fois que vous donnez 30 centimes au marchand de journaux, il faut que quelqu'un verse directement à l'administration du journal les 40 francs qui lui manquent ».

La bombe atomique chinoise et la France

L'Agence *Europa* de Turin reprend une information qu'on retrouve de plus en plus dans la presse étrangère, mais dont on évite en France de faire le sujet d'un débat : *La France a-t-elle fourni à la Chine les plans de la bombe atomique ?* Voici la dépêche en question :

« Formose, 5 novembre. — La Chine nationaliste regarde avec une appréhension croissante l'étrange politique de De Gaulle à l'égard de Pékin. On n'exclut pas l'hypothèse, dans les milieux responsables, que la France n'ait fourni à la Chine communiste les plans et une grande partie de l'aide technique pour la bombe atomique. D'autre part, les récentes exportations de blé semblent confirmer l'existence d'une étroite collaboration entre le gouvernement français et celui de la Chine communiste ».

On se souvient que, bien avant qu'on annonce que la Chine communiste possédait la bombe atomique, *Défense de l'Occident* avait soulevé cette question et affirmé que l'analyse du rapprochement franco-chinois obligeait à conclure que la principale contribution de la France ne pouvait constituer qu'en la formation de techniciens, de brevets, de conseils et de matières premières. (Cf. notre numéro 36, novembre 1963, Maurice Bardèche : *L'oie, la Chine et les bons pères*).

Étudiants et Syndicalistes : Une lettre de l'abbé G. de Nantes

Dans un organe ronéotypé, *La Duchêne-Rénovation*, les étudiants de Lyon rappellent la révolte des canuts à Lyon en novembre 1831. « On ne peut s'empêcher de faire un parallèle, conclut le journal, entre la façon dont furent bernés les insurgés de la

Croix Rousse et celle dont ont été et seront toujours bénés les ouvriers et paysans français. » On retrouve dans de telles positions un écho de nos discussions sur la Commune dont on trouvera les derniers échos dans le précédent numéro. Ce n'est pas par hasard que les jeunes nationalistes d'aujourd'hui se trouvent partout solidaires des victimes de l'hypocrisie progressiste.

Le *Courrier des Jeunesses du Parti National Syndicaliste* publié par *La Révolution Syndicaliste* (B.P. 30, Paris 17^e) reproduit une *Lettre à mes amis* de l'abbé G. de Nantes, envoyée sous forme de « lettre confidentielle » datée d'octobre 1964 à propos du Concile.

On lit dans cette lettre :

« Quand une assemblée établit en principe qu'il faut de la nouveauté et qu'on n'en pourra trouver que du côté de l'erreur ; quand elle se persuade qu'il lui suffit de parler pour dissiper tous les malentendus, résoudre tous les problèmes, réconcilier tous les hommes, et que modifier la discipline au gré des passions humaines suffit pour réussir là où des siècles avaient paru échouer ; quand elle prétend à une sorte d'instinct infail-
libile, sans limite ni règle, qui l'affranchit de toute crainte et de tout respect, ni les protestations de la Foi outragée, ni les démonstrations de la raison, ni les données les plus indubitables de l'expérience et de l'histoire ne pourront endiguer le torrent dévastateur de ses opinions et de ses décrets. La Constituante de 1789 en est un exemple, et notre Concile un autre, non moins probant. On voudrait que l'Esprit-Saint inspire celui-ci. Il aurait fallu d'abord ne le point mépriser, car c'est le mépriser que de proclamer et laisser dire, dans l'Aula de Saint-Pierre, des erreurs déjà condamnées sous Son inspiration ou lancer des critiques et des accusations sacrilèges contre l'Eglise Sainte dont il est l'âme même. J'aurais voulu qu'une grosse cloche aux mains d'un sûr défenseur de la foi vienne dès le premier jour interrompre et reprendre la parole à tout orateur vantant l'hérésie ou méprisant l'Eglise ; le Concile en eût pris un autre cours ! Tout de même, l'Esprit-Saint est encore là, ne serait-ce que pour empêcher le Concile de contraindre au nom de Dieu l'Eglise à renier sa foi ».

Il écrit ensuite à propos de la déclaration du Concile concernant les Juifs :

« Le Cardinal Béa, son rapporteur, déclare d'emblée que l'opinion publique jugera le Concile sur cette déclaration. C'est toujours le chantage aux exigences du Monde ! Il s'agit d'extirper une fois pour toutes l'antisémitisme du peuple chrétien, en niant radicalement que le peuple juif s'est rendu coupable de « déicide » et le demeure. Le Cardinal avance pour cela trois arguments : le Sanhédrin n'a agi que par ignorance et ne savait pas qu'il condamnait à mort le Fils de Dieu ; le peuple juif contemporain a tout ignoré de l'affaire ; et les Juifs modernes n'y sont vraiment plus pour rien. Voilà donc encore un chapitre où, jusqu'à nous, l'Eglise n'a pas vu clair, a proféré de monstrueuses erreurs et doit être tenue pour responsable d'affreuses persécutions raciales. Désormais, que les catéchistes prennent

bien garde d'éviter toute parole hostile aux Juifs, « il y a là un devoir de vérité et de justice » !

« Les Cardinaux Liénart, Frings, Lercaro, Léger, Cushing, Meyer, Ritter, Keening, tous favorables au texte proposé, innocentèrent donc les juifs et flétrirent les crimes de l'antisémitisme chrétien. Mais bien plus, ils s'attachèrent à marquer la continuité et la parenté étroite des religions juive et chrétienne. Mêmes origines, même révélation, même « liturgie de la Parole » et « même sacrifice de l'agneau » (?), même espérance eschatologique. Que surtout soit évitée dans le texte toute allusion à la « conversation » : qu'on invite plutôt les juifs à « une meilleure connaissance et une meilleure pratique de leur religion ». Généreusement, les Pères s'efforçaient à qui mieux mieux d'effacer jusqu'au souvenir de Jésus crucifié, de l'abolition du judaïsme que marque sa venue sur terre, du drame d'où naquit l'Eglise, de l'irréductible opposition de notre universalisme à leur racisme, et de notre espérance céleste à leur messianisme charnel. Il fallait, pour ne pas blesser « la susceptibilité juive », gommer de notre histoire commune et fraternelle l'aventure regrettable de l'Évangile, et, pour réconcilier nos deux voies divergeantes, passer sous silence l'Aiguillage catastrophique qu'on appelait jadis le Mystère de la Rédemption.

« De nombreux évêques parlèrent aussi en ce sens, mais le document le plus expressif de cet aggiornamento judaïsant est certes l'interview de S.E. Elchinger, parue dans *La Croix*. On y apprend que les défauts et la méfiance ombrageuse des juifs sont dus à notre morale chrétienne et à l'antisémitisme de la défunte « Chrétienté ». L'Eglise est ainsi en partie responsable des pogromes (nazis ou musulmans !). Il faut donc régler ce « contencieux » dont on ne voit que le passif chrétien. Mais bien plus, il faut réparer nos erreurs doctrinales. Le judaïsme n'est pas un monothéisme parmi d'autres, c'est LA Religion... « car la deuxième Alliance n'a pas supprimé la première ». Qu'on ne demande donc pas aux juifs une conversation « qui serait pour eux une apostasie ». Nos rapports dans le passé étaient tels qu'il leur était pratiquement impossible de comprendre la supériorité de l'Évangile : pendant deux mille ans, disent-ils, nous avons préféré le martyre à l'apostasie. Ils estiment avoir fidèlement gardé ce que Dieu leur a donné. Le coadjuteur de Strasbourg semble lui aussi de cet avis.

« Il n'y eut pour ainsi dire aucune opposition, sans doute parce que les défenseurs de la foi n'avaient pas imaginé à l'avance ce qu'on oserait dire là ! Les Orientaux cependant adjudgèrent les Pères de renoncer à cette déclaration qui risque fort de déclencher les persécutions des musulmans contre les minorités catholiques. En vain. Peu nous chaut, n'est-ce pas, à nous autres bourgeois libéraux épris de dialogue avec les rabbins, ces tueries lointaines ? Seul, lui encore, lui toujours, pour l'honneur de l'Eglise, le cardinal Ruffini, demanda, à cette trêve unilatérale et ce masochisme catholique, quelque lucidité complémentaire et du moins quelque contre-partie : « Les juifs doivent reconnaître que le Christ a été condamné à mort injuste-

ment. Le chapitre devrait rappeler les bienfaits témoignés aux juifs par les catholiques dans la persécution nazie. Nous n'avons donc pas besoin qu'on nous fasse la leçon. Les juifs doivent être invités à ne pas nuire aux catholiques et aux chrétiens. Ne sont-ce pas eux qui soutiennent les sectes maçonniques ? Que les juifs donc répondent à l'amour par l'amour ». C'était un peu de vérité salubre, au milieu de si épaisses ténèbres que celles du Vendredi-Saint.

« Car enfin, il n'y a plus de religion juive depuis le Christ, et la Bible est objectivement un Livre chrétien dont les Juifs actuels sont dépossédés. Il n'y a plus de nation juive depuis le châtement de la destruction de Jérusalem, mais une race orgueilleuse et perfide qui s'obstine dans l'erreur et le crime de son déicide, reportant contre l'Eglise sa haine profonde de Jésus-Christ qu'elle a crucifié. Le judaïsme talmudique est essentiellement antichrétien et l'antisémitisme n'est que le contre-coup de ce racisme provocateur. Que l'Eglise oublie la Croix de Jésus, qu'elle se donne tous les torts, ne résoudra pas le problème. Dieu attend que ces malheureux se retournent enfin vers Celui qu'ils ont transpercé, avec des larmes de vrai repentir. Mais on n'avait jamais entendu dans le passé un tel reniement de la foi chrétienne par des Cardinaux et Evêques réunis en Concile ! Quant à agiter le spectre de « l'antisémitisme de peau » et le souvenir des fours crématoires, c'est de basse propagande et d'intoxication... Il s'agit de Jésus, et de Jésus-Crucifié, de l'Eglise et de la Synagogue son ennemie, du plus grand drame humain et divin de l'Histoire !

« A la suite de cette exultation inouïe de la religion juive, de nombreux Pères ont demandé qu'on élève au même niveau la musulmane, la bouddhique, l'hindouiste, et d'autres ont fait remarquer que l'animisme leur était à toutes préférable car elle conduisait, plus que les autres, ses membres au Christianisme ! Bref, c'est la foire aux religions et seule la Catholique s'est vue condamnée comme opium du peuple, comme superstition populaire, comme totalitarisme sectaire et comme antisémitisme sanguinaire. A vous en dégouter ! »

Les Américains au Vietnam

Europe Magazine (Directeur, Pierre Blanc, 24, Bd de l'Empereur, Bruxelles), annonce les manœuvres déjà amorcées par les collaborateurs de Lyndon B. Johnson pour l'abandon du Sud Vietnam, conséquence à peu près inévitable de l'assassinat de Diem sur l'ordre de Kennedy.

« Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la négociation sur le Sud-Vietnam a déjà commencé. A Varsovie, des conversations extrêmement discrètes viennent d'avoir lieu entre les ambassadeurs de Washington et de Pékin. A Vevey, en Suisse, sur le lac de Genève, une conférence « officieuse » se déroule actuellement entre les Vietnamiens du Nord et du Sud, flanqués de délégués du Cambodge et du Laos.

« A cette conférence, bien entendu entourée du plus grand mystère, assiste notamment N'Guyen De, ce personnage qui accompagnait Ho Chi Minh à la conférence de Fontainebleau, en 1946. Il y a donc de la capitulation dans l'air. Tout ce que demandent les Américains, c'est que leur défaite n'apparaisse pas comme un édéroute. Là-dessus, MM. Johnson et Humphrey, qui depuis longtemps ont fait le sacrifice du Sud-Vietnam, sont formels : en aucun cas, l'opinion publique américaine ne doit se rendre compte de ce qui se prépare. Même lorsque la décision sera prise, il conviendra qu'elle considère celle-ci, sinon comme une victoire — ce qui, bien sûr, n'est pas possible — du moins comme un coup d'arrêt porté, malgré tout au communisme.

« La difficulté majeure est de camoufler cette démission avec adresse. Pour y arriver, la première condition est naturellement que les communistes soient d'accord. C'est précisément pour s'en assurer qu'on traite, dans la coulisse, avec eux. Jusqu'à présent, ils se sont montrés extrêmement « compréhensifs ». A Vevey, les délégués nord-vietnamiens ont fait savoir qu'ils n'exigeraient pas, au début, la réunification du Vietnam. Ils consentiront à sauver les apparences et à faire comme si le gouvernement de Saïgon, après le départ des troupes américaines, restait un gouvernement « libre ». Allant plus loin, ils ont même promis qu'ils accepteraient dans le nouveau cabinet aux côtés des dirigeants du « Front National de Libération », des personnalités issues de milieux politiques moins marqués.

« On pense généralement que cette habile fiction permettrait aux Etats-Unis de se retirer « sur la pointe des pieds », sans perdre la face. Plus tard, quand les gouvernements de Saïgon et d'Hanoï décideront de réunir les deux parties du Vietnam, on compte que cette opération pourra aussi se faire en douceur, sans susciter de réactions d'indignation chez l'électeur américain.

« On n'ignore pas que le général Taylor estime que, pour que son pays demeure présent dans le Sud-Est asiatique, il est essentiel d'attaquer l'ennemi là où il possède ses bases et ses lignes de ravitaillement. Cette action postulerait le bombardement, par air et par mer, des centres industriels du Nord-Vietnam. De surcroît, elle contraindrait les Etats-Unis à envoyer en Asie du Sud-Est cinq à six divisions supplémentaires afin d'être en mesure de répondre à une extension du conflit.

« Le général Taylor a exposé ces vues, peu avant son arrivée à Washington, dans l'hebdomadaire « Life ». Peu après, le département d'Etat tenait à faire savoir qu'il les avait « lues et approuvées ». Ce n'est évidemment pas la vérité, car MM. Rusk et McNamara sont, eux aussi, convaincus qu'il faut plier bagages. Toutefois, dans la perspective de « l'opération psychologique » dont nous avons parlé plus haut, les dirigeants de Washington se gardent soigneusement de toute parole qui pourrait donner à croire qu'ils se tiennent pour battus. Il n'est même pas exclu que, dans un suprême baroud d'honneur, ils n'engagent, contre le Nord-Vietnam, quelque action fracassante de pure forme qui leur permettrait — comme ils le soutiendront plus tard — de négocier « dans une position de force ».

Quoi qu'il en soit, même si l'on se donne les gants de parler «d'escalade» et de dresser des plans militaires pour le Vietnam, l'issue du conflit ne fait aucun doute. Comme l'a déclaré M. William Bundy, secrétaire adjoint chargé des affaires d'Extrême-Orient, «de graves décisions seront prises dans les semaines ou les mois à venir». Ces décisions, dont on discute pour le moment en Pologne et en Suisse, personne ne peut ignorer qu'elles seront la «neutralisation» du Vietnam du Sud. Il est même vraisemblable que, s'insérant dans une stratégie plus ample, elles iront plus loin encore, ainsi qu'on peut le déduire d'un récent discours, passé inaperçu, de M. Roger Hilsman, prédécesseur de M. Bundy, qui - avec l'accord de la Maison Blanche très certainement - a affirmé qu'il fallait pratiquer une politique plus souple à l'égard de la Chine communiste, lui permettre de participer à la conférence de Genève sur le désarmement et réétudier tout le problème du commerce avec elle. M. Hilsman a même ajouter qu'il ne serait pas mauvais non plus de reconnaître la Mongolie extérieure, afin «de démontrer à l'Asie tout entière la flexibilité de la politique américaine à l'endroit d'un pays limitrophe de la Chine communiste».

Ces paroles symbolisent parfaitement le «new look» de la diplomatie U.S., si prudente soit-elle dans l'affirmation de ses intentions. Certains hommes commencent à s'en rendre compte, mais parfois - hélas! - un peu tard. Ainsi M. Henry Cabot Lodge, ancien ambassadeur à Saïgon, a-t-il cru de son devoir de déclarer, dans une interview télévisée, que la chute de Saïgon serait comparable à celle de Berlin-Ouest et qu'elle affecterait immédiatement toute la région, «y compris, a-t-il dit, la Nouvelle-Zélande et l'Australie».

C'est malheureusement ce qui risque de se passer. Mais c'était avant le 3 novembre qu'il fallait le dire.

Correspondance

A la suite des discussions qui ont eu lieu sur les évènements de la Commune (voir les n°s 35 à 39 de Défense de l'Occident), M. J.B. Barbier a insisté pour que nous imprimions la réponse, que nous laissons à nos collaborateurs et aux autres écrivains mis en cause, le soin de commenter. Nous nous réservons de prendre ultérieurement position dans cette discussion qui nous paraît importante dans l'orientation de l'opposition nationale.

Cher Monsieur le Directeur,

J'ai pris connaissance des lettres que Mme Liliane Ernout et MM. René Dayras et Pierre Dominique vous ont adressées (vos numéros de Décembre, Janvier-Février et Mars) afin de répondre à la mienne touchant la Commune de Paris- (votre numéro de Septembre-Octobre 1963).

En ce qui concerne celle de Mme Ernout, je constate tout d'abord que ma contradictrice marque "a limine" sa volonté de ne pas "polémiquer" avec moi. Je n'ai jamais eu, de mon côté, le moindre désir de polémiquer avec elle. La polémique n'a rien à voir avec l'histoire. C'est du reste pour cette raison que j'avais accumulé, en chaque cas, des précisions nombreuses à l'appui de mes dires. Je faisais ainsi ou m'efforçais du moins de faire autant que possible de l'histoire au cours d'une lettre que Mme Ernout a qualifiée spirituellement de "lettre-fleuve" et qui n'était du reste - soit-dit en passant - que d'assez peu supérieure en volume à sa propre récente réponse.

Cette attitude de sa part permet, quoi qu'il en soit, à Mme Ernout de négliger, dans leur ensemble, les faits et considérations que j'avais exposés et dont la réfutation eût sans doute été trop difficile. Elle lui permet aussi de passer longuement à côté de la question sous prétexte, comme elle l'écrit, de remplacer dans son contexte (sic), le phénomène historique de la Commune.

Qu'elle me permette à ce propos une observation de pure forme, mais non dénuée pourtant de toute importance à mes yeux car il est évident que, dans une discussion, l'emploi d'un langage correct et grammatical devient une condition nécessaire, bien que naturellement non suffisante, de la compréhension mutuelle. Mme Ernout cite volontiers l'Académie française et je l'en félicite. Mais je viens d'ouvrir le dictionnaire de cette docte compagnie (édition de 1932, la dernière d'après ce que je crois savoir) et je lis à l'article "contexte" : "Ensemble que forment, par leur liaison naturelle, les différentes parties d'un texte". Rien de moins ni de plus. Or le fait de détourner de son sens véritable un mot qui ne peut être pris que dans une acception unique est désagréable pour le lecteur et même très difficile-

ment supportable dans une prose française seulement moyenne. Je me hâterai toutefois de clore cette incidente; et, revenant au fond, je vois que le "contexte" de Mme Ernout nous ferait remonter jusqu'à l'étude de la loi Le Chapelier de 1791 sur les associations. C'est vraiment trop loin de l'objet bien délimité de notre débat. Passons donc au déluge !

Ce qu'il y a peut-être de plus curieux dans cette réponse de votre rédactrice, c'est qu'après avoir souligné fortement son intention "de ne pas essayer de me convaincre" et après avoir ensuite épuisé la matière de son "contexte" (déjà nommé), elle reprend - ou tente de reprendre - la discussion sur quelques points précis de mon exposé que, par un revirement subit et au cours de sa rédaction, elle se sera sans doute crue soudain en état de contester.

Les règles du jeu m'obligent du reste à lui donner satisfaction à propos de l'un d'eux. Et Mme Ernout pourra constater de la sorte combien elle fait erreur en me traitant "a priori" de "sourd qui ne veut pas entendre" ! Il s'agit du membre de phrase où j'ai écrit que Marx présidait alors l'Internationale. Il n'en était, en effet, pas le président nominal. Mais les notices biographiques détaillées des grandes encyclopédies de tous les pays attestent qu'il en fut le chef réel et même le seul chef effectif au temps de la Commune de Paris. "Marx passe au premier plan par la fondation de "l'Association internationale des travailleurs" dont il conserva la direction effective de 1866 à 1872". "The International Working Men's Association" was founded in London and Marx became, in fact though not in name, the head of its general council. All its addresses and proclamation were penned by him and explained in lectures to the members of the council". "L'influenza del Marx fu preponderante fin verso il 1872; egli scrisse tutti i documenti emanate dal consiglio general". "Dort (in London) lebte (M.), meist dürftig und von Engels unterstützt, wissenschaftlicher Arbeit. In der 1864 gegründeten "Ersten Internationale", war er führend tätig" ("Grande Encyclopédie", "Encyclopedia britannica", "Encyclopedia italiana", "Groszer Brockhaus"). J'aurais ainsi dû écrire, je l'avoue, "Président effectif" au lieu de - seulement - "Président". L'erreur ne touche pourtant qu'au titre, à l'exclusion du fait. Et je me permets, par conséquent, de considérer que Mme Ernout exagère lorsque, dans sa sévérité joyeuse, elle croit pouvoir la qualifier de "grave". Je souhaiterais qu'elle n'en eût jamais commis de pires, tout en admettant cependant sa rectification.

Par ailleurs, les remarques de Mme Ernout portant sur ceux des passages de mon exposé auxquels elle a, par exception, bien voulu répondre positivement auraient eu, je l'avoue, tout pour me surprendre et même pour me stupéfier si la lecture de son article touchant la Commune, paru dans votre numéro de Mai 1963, ne m'avait déjà vacciné contre les effets de ses méthodes d'exposition, d'investigation et de critique.

S'acharnant contre la mémoire du général de Gallifet, elle refuse de le regarder comme un héros parce qu'il n'est pas mort dans la légendaire charge de Sedan. Humour noir d'étrange qualité ! Mais qu'en penseront ceux qui, parmi les survivants

des dernières guerres, en revinrent blessés ou intacts après avoir cependant accompli d'indéniables actions d'éclats ?

Mme Ernout croit, d'autre part, pouvoir tirer un nouvel argument du fait que, durant les combats de rue, l'armée versaillaise eut six cents tués et les insurgés au moins vingt milles pour prouver "à quel point la haine, la sauvagerie inspirèrent la répression". Mais ce soi-disant argument ne supporte pas l'examen parce que, dans tout engagement entre des troupes organisées et des contingents seulement improvisés, la disproportion entre les pertes des deux partis devient forcément très considérable et même, le plus souvent, énorme (I).

Il y a, par malheur, pire dans cette affaire.

Je vais, en effet, me voir obligé de relever maintenant plusieurs altérations ou déformations de mon texte auxquelles Mme Ernout n'a pas craint de procéder dans le cours de sa réponse (qui n'est, encore une fois, en majeure partie, à répéter ses affirmations antérieures avec passion et sans preuves).

J'aurais, à en croire Mme Ernout, "traité les chefs de la Commune de métèques et de planqués". Cette manière d'écrire a eu pour objet apparent et elle risquerait d'avoir pour effet de faire supposer que je m'étais servi, en l'occurrence, de formules absolument générales excluant - comme telles - exceptions, réserves et nuances. Il n'en est absolument rien.

Ainsi que pourront le constater les lecteurs de la "Défense de l'Occident" qui voudraient bien se reporter au texte de ma lettre, j'avais simplement écrit que "les cadres et même les troupes de la Commune comportèrent une très forte proportion de métèques". La réalité du fait ne peut être contestée. Je citerai ici Hanotaux (membre de l'Académie française): "Des inconnus, la plupart étrangers, sont investis des hauts commandements militaires: les frères Dombrowski, Wroblewski, la Sicilia qui se dit Italien, Cluseret qui se dit Américain, celui-ci au Ministère de la Guerre, flanqué de Rossel, un égaré du patriotisme" (Histoire de la Nation française, Vol V). Et Drumont, qui, parmi les grands auteurs, fut certainement et de beaucoup le plus indulgent à l'égard de la Commune et que Mme Ernout voudrait en conséquence m'opposer, a écrit dans "La France Juive" (premier volume): "La Commune eut donc ainsi deux faces. L'une déraisonnable, irréfléchie, mais courageuse: la face française. L'autre mercantile, pillarde, bassement spéculative: la face juive". Racontant ensuite la journée du 16 Mai 1871 qui fut marquée par le déboulonnement de la colonne Vendôme. Drumont précise encore: "Rien ne se montre, on attend le signal. Qui le donnera? Grâce à Dieu, ce n'est pas un Français, c'est un Juif; c'est Simon Mayer" (2). Le même écrivain consacre aussi plusieurs pages,

(I) Les Versaillais eurent d'ailleurs des blessés en nombre important proportionnellement à celui de leurs morts: plus de 6.000.

(2) J'ignore personnellement si ce Meyer était ou non français juridiquement; mais il était bien évidemment d'origine allemande.

d'ailleurs fort intéressantes, à la personnalité de Dacosta, Israélite d'origine portugaise et ami personnel de Raoul Rigault sur lequel il semble avoir sans cesse exercé une grosse influence. Ainsi les métèques jouèrent un rôle fort important, lors même qu'il ne devient pas tout-à-fait prépondérant, dans l'histoire lamentable de la Commune. Mais je n'avais pas, encore une fois, traité les chefs de cette dernière de métèques, en bloc et sans restriction; *j'avais seulement spécifié qu'ils comprenaient une très forte proportion de métèques, ce qui est assez différent.*

Quant aux derniers moments de la Commune, je n'avais pas davantage traité ses chefs de "planqués" sans restriction et en bloc. Je n'ai même pas employé cette expression qu'à propos du seul Félix Pyat ! Mais je m'étais permis d'écrire que Mme Arnout s'était trompée et j'insiste sur ce qu'elle se trompe d'une manière inexcusable en s'obstinant à croire que "la plupart des chefs de la Commune ont été tués" et que "tous sont morts en héros". Les chefs de la Commune paraissent, dans leur ensemble avoir été bien moins courageux que leurs troupes. Cela n'ôte évidemment rien au caractère des morts de Delescluze et de Rigault, que je connaissais parfaitement et dont je n'ai aucunement contesté les circonstances.

Et je me suis borné à remarquer la fuite d'un nombre proportionnellement très important de chefs dont j'ai d'ailleurs énuméré les noms. Cette constatation est irréfutable.

Dénaturation également typique du texte de ma lettre: j'aurais, toujours suivant Mme Arnout, prétendu que la Commune avait "un caractère purement marxiste". Or c'est à propos des affiches électorales des candidats de "l'association internationale des travailleurs" (dont le président, mille pardons, le président seulement effectif, était alors Karl Marx) que j'avais écrit que "la doctrine marxiste s'y étalait naturellement toute pure". J'avais, de moi même indiqué, au sujet de ces élections, que des socialistes d'appartenances diverses se trouvaient, à l'époque, en concurrence. Et j'avais aussi exposé, avec beaucoup de précisions, par suite de quelles vicissitudes rapides les adhérents de l'Internationale avaient acquis, au sein de la Commune, une situation de prédominance très nette, ce qui la revêtit dès lors d'un caractère "foncièrement marxiste" (l'adverbe "foncièrement" n'étant du reste point, il s'en faut quelque peu, synonyme de "purement" puisqu'il n'implique pas la même idée d'exclusivité),

Le système de discussion qui consiste à défigurer les propos du contradicteur pour lui répondre ensuite plus facilement est du reste connu. Et il paie quelquefois auprès d'esprits superficiels.

Enfin Mme Arnout s'est essayée à tracer une esquisse de mon individualité morale et intellectuelle, esquisse que ceux dont j'ai l'honneur d'être connu ne trouveront peut-être pas très ressemblante. Elle s'en est également prise à mes origines et à mes ascendants dont je n'ai pas précisément lieu de rougir. Quand, à propos d'une question d'ordre général, une personne recourt à ce genre de procédés, elle s'exclut elle-même de tout droit à poursuivre un débat sur la matière.

M. René Dayras s'est, comme Mme Ernout, permis une incursion dans le domaine des personnalités. C'est ainsi qu'il veut bien me dire que "je me fais injure à moi-même en trouvant pénible à tous égards l'assaut de Mme Liliane Ernout contre Marx, Thiers, Galliffet et Rothschild comme si j'avais reconnu en eux mon image."

L'article de Mme Ernout ne m'avait été "pénible" qu'intellectuellement, en raison de la multiplicité des erreurs qui s'y trouvaient contenues et dont j'ai déjà souligné les vastes proportions. D'autre part, je puis affirmer que je n'ai oncques reconnu mon image dans les individualités de Marx, de Thiers (dont j'ai d'ailleurs jugé défavorablement la carrière politique au cours de mon ouvrage intitulé "Mensonges sur le Second Empire"), de Galliffet et de Rothschild, considérées isolément et "a fortiori" conjointement. Dans le cas contraire, je serais un véritable microcosme, tant les personnalités dont il s'agit différaient entre elles (je dirais même qu'elles contrastaient vigoureusement).

M. Dayras va jusqu'à m'accuser d'être venu en cette occurrence "au secours des marxistes": un reproche auquel je ne me serais, je l'avoue, guère attendu car je ne suppose vraiment point que mon honorable contradicteur puisse être plus anti-marxiste que je ne le suis moi-même. Mais voilà: je tiens, pour ma part, que la Commune fut une déplorable entreprise dans son principe comme dans ses manifestations et il appartient à l'école qui, depuis quelque temps, s'est assigné comme objectif à la fois imprévu et paradoxal de la réhabiliter et d'en faire l'éloge. Alors, il veut essayer de soustraire à l'Internationale ce qu'il en arrive à considérer comme un magnifique élément d'actif tandis que j'entends, pour ma part, ne point diminuer son passif. L'affirmation stupéfiante que "les Communards ne connaissaient Marx que, tout au plus, de nom" (elle fut, à ma connaissance, formulée par A. Zevaès dans son œuvre intitulée "De l'Introduction du marxisme en France") mériterait d'être encadrée car elle relève positivement du rêve. Les luttes qui se déroulèrent entre proudhoniens et marxistes durant les élections à la Commune, suffiraient pour prouver que ceux-là mêmes des fédérés qui demeuraient encore réfractaires au marxisme à ce moment connaissaient Marx "autrement que de nom"; et je ne puis du reste que me référer à mes remarques précédentes concernant cet ordre de faits. La tendance consistant à glorifier ou même seulement à disculper d'une façon tout-à-fait systématique les auteurs de l'insurrection du 18 Mars ne peut se concevoir, d'une façon générale, sans une forte dose d'auto-suggestion et de "wishful thinking", comme l'on dit Outre-Manche. Et c'est ainsi qu'elle porte à discuter des réalités pourtant évidentes.

Quant à la personnalité de Protot qui forme l'objet principal des préoccupations de M. Dayras, je ne voudrais lui faire nulle peine puisque ce Communard fut un ami de sa famille. Ma sincérité me contraint cependant de lui dire que je ne partage pas son opinion sur l'ouvrage de Jules Clère dont les portraits, étudiés de façon ordinairement sérieuse, semblent aussi fort nuancés. Jules Clère ne méconnaît d'ailleurs pas les qualités intellectuelles de Protot. Et quand il expose que ce dernier "pré-

senta à la Commune plusieurs projets de décrets, entre autres la cruelle loi des otages", il se borne à constater un fait matériel. Le Lieutenant-Colonel Rousset, historien particulièrement savant et généralement modéré dans ses appréciations, ne peut s'empêcher de faire des remarques analogues; et, en observant que, parmi les membres de la Commune, "il y avait quelques hommes d'action dont l'énergie se dépensa surtout dans le crime", il mentionne - entre autres - Protot. Dans ses "Convulsions de Paris", Maxime du camp, de l'Académie française, donne de curieuses indications sur la manière dont "certains agents inférieurs" de Protot s'arrangèrent parfois pour atténuer, au profit des intéressés, la rigueur de décisions prises par leur redoutable patron. Et il cite, à côté de Raoul Rigault et de Ferré, parmi les grands "pourvoyeurs de géôle". Il remarque aussi que Protot assistait à la profanation et au sac de l'église Notre-Dame des Victoires (17 Mai 1871). Il fournit enfin de très nombreuses précisions sur la façon active dont Protot ne cessa de contribuer à la diffusion des légendes répandues touchant les soi-disant instruments de torture ou de dépravation trouvés dans les couvents de femmes. Et du Camp observe à bon droit: "La lecture des petits romans libre-penseurs a pu entraîner la foule ignare à ne pas rejeter avec mépris ces calomnies malsaines; mais que penser des membres de la Commune - Rigault, Protot qui les ont invitées ? ". Ce sont, en effet, des histoires pareilles qui mettent en vive lumière le véritable caractère de la Commune et en montrent le fond. Le journal "La Montagne", que cite aussi du Camp, avait d'ailleurs signalé, dès le 8 Avril 1871, ces exploits typiques de Protot en s'exclamant: "Chaque jour, on découvre une infamie nouvelle en fouillant les souterrains de vos couvents. Hier encore, le citoyen Protot a enfoncé une prison où vous reteniez toute une nuée de jeunes filles..... Nous biffons Dieu ! ".

Les très nombreux détails que M. Dayras a donnés relativement à l'existence de Protot peuvent représenter un travail d'érudition fort important et ils en ont certainement la valeur. Ils n'en laissent pas moins subsister les charges très nombreuses et particulièrement graves relevées à l'encontre de ce personnage, charges en raison desquelles l'ordre des avocats refusa d'ailleurs de l'admettre lorsque, contumace amnistié, il voulut tenter de reprendre son ancienne carrière.

Mme Ernout avait bien voulu annoncer que M. Dominique "ferait bon marché" (O dictionnaire, qu'on te malmène !) de mes allégations concernant "les épouvantables atrocités de la Commune". Elle voulait sans doute dire qu'il en prouverait l'inanité. Or il a surtout répété, en me les opposant, ses propres affirmations contenues dans un ouvrage relatif à ladite Commune. Je les connais fort bien et depuis fort longtemps car c'est un auteur que j'ai lu à maintes reprises et, plus d'une fois, avec plaisir en raison de l'agrément de son style. D'ailleurs, elles étaient déjà reproduites, tout au moins en substance et en très grande partie, dans l'article de Mme Liliane Ernout au sujet duquel j'avais cru devoir vous adresser ma mise au point (parue dans votre numéro de Septembre-Octobre). J'y ai donc répondu. Les précisions

que je fournis alors au sujet tant du caractère - finalement marxiste, en majorité, de la Commune - que de l'effroyable étendue des destructions réalisées par elle ne sont aucunement infirmées par la répétition de pareils dires.

En s'obstinant à répéter aussi et toujours au moyen de termes généraux que la Commune de Paris fut "patriotique", M. Dominique n'infirme d'ailleurs pas davantage les assertions - fondées sur des faits multiples et indéniables - que j'ai déjà produites et qui prouvent qu'elle fut, au contraire, une trahison.

Quant aux massacres communards, M. Dominique simplifie et il amenuise même. C'est ainsi qu'il "compte" deux morts pour le 18 Mars. Or il compte moins bien qu'il n'écrit. Les généraux Lecomte et Clément-Thomas furent évidemment les victimes les plus illustres de ce début d'insurrection, mais non les seules. Plusieurs autres officiers périrent également et il y eut aussi des blessés dont un officier général. Mon honorable contradicteur continue : « *A part quelques espions, c'est tout jusqu'à l'entrée à Paris* ». Je ne saurais naturellement faire ici un historique de la Commune — fût-il succinct — ni, par conséquent, citer tous les faits que je pourrais encore invoquer à l'encontre des thèses curieusement stéréotypées de M. Dominique. A titre de simple exemple, j'en mentionnerai seulement un : la fusillade du 22 Mars à la place Vendôme, tuerie d'infortunés manifestants sans armes et sans défense. Les victimes ne se sont nullement restreintes alors à « quelques cadavres » comme l'ont dit certains apologistes de la Commune. L'abbé Lamazou, qui porta les secours religieux aux mourants de cette scène affreuse, a vu toute la place Vendôme inondée de sang. L'amiral Saisset qui se trouvait sur place a déclaré plus tard, devant la commission d'enquête parlementaire, que Berget (l'un des généraux communards) avait alors « tué bien du monde ». Et la zone du massacre s'étendit, du reste, fort au-delà de la place car une certaine quantité de manifestants qui s'échappait vers les boulevards fut rattrapée et lâchement massacrée dans les rues des Petits-Champs et des Capucines. Les magasins fermèrent en masse et ce fut le début du régime de terreur auquel la population de Paris allait rester soumise pendant plus de deux mois.

A la fin de son livre sur « La Commune », M. Dominique nous a présenté le général de Galliffet attendant près de Satory le passage de prisonniers communards qu'il espère naturellement faire mourir bientôt. Son ordonnance lui en annonce qui approchent justement et comme à point nommé. Alors nous voyons Galliffet, lequel « caressait » à ce moment « une maîtresse de rencontre », lâcher brusquement le plaisir. Il boutonne son dolman et met son bonnet de police. « Sa cravache bat sa botte » et il désigne un certain nombre de victimes. Il remonte prestement chez lui « en fredonnant un air de la "Belle-Hélène" ». Et il songe enfin au plaisir qu'il aura tout-à-l'heure : entendre, au bruit des chassepots, le cri d'une veuve, une femme à laquelle il a refusé la grâce de son mari !

On ne saurait évidemment être surpris qu'à la faveur de peintures de ce genre, « La Commune » de M. Dominique en soit à sa troisième réédition. Mais je serais, je l'avoue, fort

curieux de connaître, parmi les documents sur lesquels il déclare s'être appuyé pour l'élaboration de son ouvrage, celui qui pouvait comporter les éléments d'une page de cette nature.

..

D'une manière générale, j'espère m'être exprimé clairement, cher Monsieur le Directeur. L'initiative des mesures de violence a été évidemment et sans conteste possible prise par la Commune qui s'en vantait. Or, dans une guerre civile, il se produit toujours et inévitablement des excès. Mais la responsabilité morale de l'ensemble de ceux qui survinrent et se succédèrent dès lors retombe, d'une manière totalement indiscutable, sur le personnel dirigeant de la Commune, protagoniste de l'horrible drame.

Permettez-moi un mot encore. Je ne comprends point que des hommes seulement moyens ne commencent pas par se demander ce qui serait arrivé si la Commune avait triomphé pendant un temps même limité. Il est bien clair qu'alors le sort de notre pays eût été atroce, que l'armée allemande eût continué à occuper nos provinces indéfiniment et que la France, en proie à un déchirement tragique, eût risqué de périr littéralement et de perdre son unité. Cette considération prime à mes yeux toute autre considération en l'occurrence.

Veillez croire toujours, cher Monsieur le Directeur, à mon dévouement le plus sympathique.

J. B. BARBIER.

Voici la réponse de Madame Liliane Ernout à la lettre reproduite ci-dessus :

Monsieur le Directeur,

Ainsi M. Barbier « s'en va-t-en guerre » toute plume armée à nouveau contre la Commune. A vous dire vrai, j'avais pensé devant les arguments, les preuves, les témoignages cités abondamment à l'appui de ma thèse, que M. Barbier se livrerait alors du fond de sa retraite genevoise à cette méditation profonde dont parle le Sage, et, qu'éclairé par quelque grâce du ciel, il apercevrait enfin le vrai visage de la Commune.

Et comme je regrette que M. Barbier soit si loin de nous ! A l'aube d'un petit matin gris et froid, nous l'aurions conduit par la main à l'entrée d'une usine. En face d'une tête d'ouvrier, de deux, de trois, de mille, peut-être aurait-il eu la révélation espérée.

Mais non, M. Barbier est définitivement, résolument, hardiment, contre la Commune. Elle est une trahison et Galliffet un héros, il nous le dit, nous l'affirme, et veut qu'on le croie.

Non content de me faire une querelle d'histoire, voilà qu'il me fait maintenant une querelle de mots. « Pour expliquer un phénomène historique, un bon historien doit replacer ce phénomène dans son contexte, remonter à l'origine des faits qui l'ont déclenché et en faire l'analyse objective », écrivais-je dans ma lettre sur la Commune (1). Or, si j'ouvre le dictionnaire Larousse, édition de 1960, je lis, outre le sens précédemment donné, « en-

semble de circonstances qui accompagne un événement : replacer un événement dans son contexte historique ». Ce qui est exactement le sens du mot contexte dans ma phrase. Par ailleurs, « que je fasse bon marché de ces allégations » n'a pas été du goût de M. Barbier, et mon « bon marché » malmènerait le dictionnaire. Malheureusement pour lui, je lis dans le Nouveau Larousse Illustré : « faire bon marché d'une chose : la traiter avec dédain ». Et c'est bien le sentiment que j'avais voulu prêter à mon envoi.

Par contre, et n'en déplaise à M. Barbier, il a employé une forme tout à fait incorrecte en écrivant : « ce soi-disant argument ne supporte pas l'examen ». Certes, il ne croyait pas si bien dire. Dans le « Dictionnaire des difficultés de la langue française » (par A.V. Thomas, Larousse éditeur), ouvrage couronné par l'Académie Française, on trouve à « soi-disant » : « cette forme archaïque du participe présent du verbe se dire signifie qui se prétend, qui se dit tel (ou telle) et par le fait même ne doit logiquement se rapporter qu'à des personnes... Un tel, soi-disant héritier (Larousse du XX^e siècle), de soi-disant docteurs (Académie ». L'Académie ne recevra donc pas les « soi-disant arguments » de M. Barbier. Il n'est pas à la portée de tous de pouvoir se permettre de donner des leçons d'histoire et de français, et encore d grands maîtres commettent-ils, eux aussi, des erreurs. J'ai d'ailleurs remarqué que les gens d'un réel talent, voire de génie, sont les plus simples du monde.

M. Barbier nous aurait beaucoup obligés s'il avait pu quitter le ton doctoral et méprisant qu'il emploie à l'égard de ceux qu'il appelle ses « contradicteurs » alors que c'est lui qui est venu nous chercher querelle, et en quels termes ! Il est quelquefois bon de remonter dans le passé, et c'est à la suite d'un article paru en mai 1963 dans votre Revue (article qui résumait mon opinion sur la Commune) que M. Barbier vous a adressé une lettre de plume, et m'attendant presque à des excuses, je n'avais pas de lettre de 16 pages. Pensant qu'il ne s'agissait que d'un égarement cru devoir en relever certains termes dans ma réponse de décembre. Mais il se trouve que M. Barbier attaque à nouveau, et qu'il cherche aujourd'hui à jouer les offenseurs offensés. N'avait-il pas écrit : « Un flot d'insanités coule à pleins bords dans le crâne halluciné de la rédactrice » ? Je vous laisse le soin de juger du fond et de la forme.

Mais le pire est qu'après avoir essayé de nous donner des leçons d'histoire (il reconnaît lui-même avoir ignoré que Karl Marx n'était pas président de l'Internationale) et de français (nous avons vu plus haut ce qu'il en était), M. Barbier prétend également nous donner des leçons de courtoisie. Je m'en serais prise, non seulement à sa personnalité, mais aussi à ses ancêtres. Or, j'écrivais dans ma lettre de décembre : « Ainsi donc, pour expliquer la Commune, il nous faut remonter dans notre passé, car ce peuple qui s'est révolté, a versé son sang, d'où vient-il ? Ses ancêtres ont servi d'instruments à ceux qui firent la révolution de 1789 et qui étaient en majorité des gens de robe, des gens de justice, épris de droit romain et membres, comme il se devait, des sociétés de pensée décrites par Augustin Cochin.

Mais où sont les ancêtres de M. Barbier ? Il n'est question que de ceux du peuple de la Commune, et les ascendants de M. Barbier ne nous intéressent nullement.

Mais je voudrais parler encore de la Commune contre laquelle s'acharne M. Barbier. Dans ma lettre de décembre, je m'étais attachée entre autres à démontrer que le mobile patriotique avait eu une grande part dans le déclenchement de l'insurrection communaliste, ce que continue de nier M. Barbier. Or, le fait est indéniable et reconnu par tous les historiens sérieux. J'avais reproduit des passages éloquentes de « la patrie en danger » de Blanqui, également un appel au peuple allemand lancé par les délégués des sections de l'Internationale, invitant les Allemands à retirer leurs troupes. J'aimerais ajouter qu'à la suite de cette affaire et de la réponse similaire des ouvriers allemands, Karl Marx entra dans une violente colère et écrivit à son ami Engels : « Ces individus qui ont supporté Badinguet pendant vingt ans, qui, il y a six mois, n'ont pu empêcher qu'il reçut six millions de voix contre un million et demi... ces gens prétendent à présent, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une République (et laquelle) que les Allemands doivent quitter immédiatement le sol sacré de la France, sans quoi, guerre à outrance... C'est la vieille infatuation. J'espère que ces gens reviendront au bon sens après la première griserie passée, sans quoi, il deviendrait diablement difficile de continuer avec eux les relations internationales. »

Dans « Histoire du mouvement ouvrier français », M. Dolléans affirme : « Les historiens reconnaissent que la cause première du mouvement a été cet état d'esprit de la population : déception et révolte ». Jusqu'au 15 mars, Paris est indigné de la capitulation et de l'attitude du gouvernement de Thiers et de l'Assemblée. Devant la Commission d'enquête, Jules Ferry insiste sur "la colère extraordinaire qui suivit la déception finale" : Au nombre des causes secondes et déterminantes de l'insurrection je placerais, tout d'abord, un état moral de la population parisienne que je qualifierai volontiers ainsi : la folie du siège... Cinq mois de cette existence nouvelle, le travail interrompu, tous les esprits tournés vers la guerre et cette lutte de cinq mois aboutissant à une immense déception, une population entière qui tombe du sommet des illusions les plus immenses que jamais population ait conçues... »

Et Jules Ferry insiste aussi sur « cette volonté exprimée par les Prussiens d'entrer dans Paris et d'occuper un quartier de Paris. Je considère que c'est là un élément d'une extraordinaire importance et qui a décidé de la violence de la crise et de la forme particulière qu'elle a revêtue ».

Se refusant donc à admettre que le mobile patriotique ait été à l'origine de l'insurrection communaliste, M. Barbier avance à l'appui de ses dires l'argument selon lequel étant donné la très forte proportion de métèques qui faisaient partie de la Commune, celle-ci ne pouvait être qu'une trahison. Certes, des étrangers participèrent à la Commune, une très faible proportion, surtout des Polonais, leur colonie étant importante à Paris du fait de l'échec des insurrections polonaises de 1832 et de 1863.

Ces nobles polonais étaient d'excellents officiers, et ils se conduisirent très courageusement. L'un d'eux, Jaroslaw Dombrowski avait participé à l'insurrection de 1863. Déporté en Sibérie, il avait pu s'échapper et était venu s'installer en France. Commandant en chef la place de Paris pendant la Commune, il fut tué, à cheval, à la barricade de la rue Myrrha. Un autre Polonais, Wroblewski, lieutenant-colonel, organisa la défense de la rive gauche et lutta jusqu'à la fin. Ces Polonais voyaient dans la Commune un gouvernement qui pourrait les soutenir dans leur lutte pour la renaissance de la Pologne. Dans une lettre à la Commission d'enquête, le prince Czartoryski déclara : « Il n'y a pas eu de Polonais dans les Conseils de la Commune. Aucun d'eux n'a figuré ni comme membre de la Commune, ni dans les délégations aux divers ministères. Ils sont restés complètement étrangers au gouvernement et à l'administration de la Commune, à ses décrets et à ses délibérations, et constamment dans les forts, dans les tranchées, aux remparts ».

Cluseret « qui se disait amérain » était un officier sorti de Saint-Cyr. Blessé grièvement lors de la guerre de Crimée, il fut nommé capitaine. Dès la guerre de Sécession, il prend fait et cause pour les Sudistes, part pour l'Amérique, combat dans les rangs de la Confédération et devient général. Quant à La Cécilia, il n'était pas italien comme M. Barbier tendrait à nous le faire croire. Né à Beauvais, bachelier, il vivait en donnant des leçons de mathématiques lorsqu'il partit s'engager dans les rangs des Garibaldiens. Il combattit en Sicile, fut promu colonel, mais refusa à Victor-Emmanuel de passer avec ce grade dans l'armée italienne. Revenu en France, il fut enrôlé en 1870 dans les corps francs parisiens. Pendant la Commune, il fut chargé de défendre le centre de Paris. On peut dire que Dombrowski, Wroblewski, La Cécilia furent avec Rossel les quatre grands chefs militaires de la Commune. Rossel, polytechnicien, capitaine du génie au début de la guerre de 70, avait été nommé colonel par Gambetta. Le 20 mai 1871, il écrit au Ministre de la Guerre : « Instruit par une dépêche de Versailles qu'il y a deux partis en lutte dans le pays, je me range sans hésitation du côté de celui qui n'a pas signé la paix et qui ne compte pas dans ses rangs des généraux coupables de capitulation ». Devant la Commune, le 2 mai, il déclare : « Je ne vous dirai pas que j'ai profondément étudié les réformes sociales, mais j'ai horreur de cette société qui vient de livrer si lâchement la France. J'ignore ce que sera l'ordre nouveau du socialisme. Je l'aime de confiance. Il vaudra toujours mieux que l'ancien. »

M. Barbier paraît tout ignorer des origines de l'Internationale. Celle-ci est née à Londres sur l'initiative d'ouvriers français qui assistèrent en juillet 1863 à Saint James Hall à une réunion en faveur de la Pologne. En septembre de la même année, Tolain, Perrachon et Limousin présenteront à Londres le projet qu'ils avaient conçu pour son organisation. Le 28 septembre, au cours d'un meeting à Saint Martin's Hall, le projet de Tolain est adopté. Karl Marx écrira au sujet de ce meeting : « J'ai assisté à la réunion comme personnage muet sur l'estrade ».

L'erreur est d'identifier Karl Marx et l'Internationale. L'influence de Karl Marx en 1870 y était très faible et la section française, menée par de purs syndicalistes comme Eugène Varlin, de tendance proud'honnienne, avait pris beaucoup d'importance. Cette importance était due au développement considérable du mouvement ouvrier français dans les années précédant la guerre. Au cours de cette période, les associations ouvrières se multiplient en effet, s'organisent, se fédèrent, et entrent presque toutes dans les sections françaises de l'Internationale. On verra d'ailleurs après la répression de 1871 à quel point fut grande la participation ouvrière à l'insurrection communaliste.

« D'une enquête ouverte en 1872 par le Conseil municipal de Paris, écrit M. Georges Bourgin dans son livre *« La Commune »*, il résulte que, pour les ouvriers parisiens, le total des tués, proscrits, condamnés, exilés, atteint vraisemblablement le total de 100 000 : 5 000 disparus dans l'industrie du vêtement ; plus de 6 000 dans celle de l'ameublement ; 12 000 dans la chaussure ; 1 500 dans le bronze ; autant parmi les ouvriers en métaux et mécaniciens ; et si, dans le bâtiment, on n'est pas parvenu à établir de chiffre, il est acquis que les ouvriers peintres ont dû être remplacés par des apprentis et que 3 000 couvreurs, zingueurs et plombiers ont disparu. Les disparitions sont massives parmi les peintres d'enseignes et dans l'« *article de Paris* » qui, avant 71, occupait 20 000 salariés. Cette carence de la main-d'œuvre parisienne apparut bien aux expositions de Lyon en 1872, de Vienne en 1873, de Philadelphie en 1876.

Il est un fait certain, et les dénégations réitérées de M. Barbier n'y changeront rien, que la plupart des chefs de la Commune ont été tués et qu'ils sont morts courageusement. Écoutons donc une fois de plus M. Pierre Dominique : « Les chefs de la Commune ont souffert : outre Duval et Flourens, abattus les 3 et 4 avril, Delescluze et Dombrowski ont été tués ; Emile Moreau, Rigault et Varlin exécutés sur place ; Ferré et Rossel seront fusillés un peu plus tard. Vermorel agonise entre deux gendarmes à l'ambulance de Versailles. Brunel, Lisbonne, Frankel, Protot, blessés, sont terrés quelque part. »

Mais M. Barbier a trouvé un grief supplémentaire pour alimenter sa haine contre les « communards » : le fait que beaucoup parmi eux se soient « volatilisés », enfuis à l'étranger. Au cours d'événements plus récents de notre histoire, combien en quittant notre pays, ont échappé ainsi à une condamnation souvent certaine ? Nous ne voyons rien là de déshonorant, et il est heureux que de bons Français aient pu se soustraire à la rigueur de la justice politique, car nous savons à quel point elle est momentanée, arbitraire, les condamnés d'un jour étant parfois les héros du lendemain.

La répression fut atroce. Les chiffres parlent, même si M. Barbier veut les faire taire. 600 tués du côté versaillais, de l'autre, 7 000 tués au combat et le reste massacré, fusillé. APRES. 20 000 ? 30 000 ? 100 000 ? On ne saura sans doute jamais le nombre exact. Mais des monceaux de cadavres s'entassaient dans les fosses creusées à la hâte dans nos jardins et nos cimetières parisiens. Au fil de la Seine, les cadavres s'en allaient,

comme un suprême reproche adressé aux premeneurs tranquilles du dimanche, à ceux qui ne s'engagent jamais avant d'être certains que la victoire est définitivement assurée.

Maintenant que les passions sont apaisées, beaucoup parmi nos amis nationaux ont rendu justice à la Commune et à ses hommes (2). C'est pourquoi je ne peux m'empêcher de trouver étrange l'attitude de M. Barbier. Cette sorte de fureur qu'il montre m'étonne, me surprend, aussi cette volonté de justifier ce qui est injustifiable. Comment a-t-il pu écrire : « les soi-disant (!) hyènes gouvernementales de cette époque étaient bien modérées » ?

Au soir de ce douloureux débat, c'est maintenant l'heure des poètes. Robert Brasillach, lui, « s'effare de l'atroce répression, de cette revanche aveugle de l'ordre bourgeois. En une semaine, les Versaillais firent 35 000 morts. Drumont, précurseur génial du national-socialisme français, issu d'un vieux sang chrétien, n'oubliera jamais ces horreurs. « Ce sera l'éternel crime des conservateurs, écrit-il, de s'être associé à cette répression infâme ». Et il ajoute le vrai mot : « ce qui rend la répression de la Commune ignoble, c'est qu'elle fut faite par les courtisans, les corrupteurs de ceux-là mêmes dont on versait le sang à flots ».

Et Charles Pégy : « Le 18 mars fut une journée républicaine, une restauration républicaine en un certain sens et non pas seulement un mouvement de température, un coup de fièvre obsidionale, mais une deuxième révolte, une deuxième explosion de la mystique républicaine et nationaliste ensemble, inséparablement patriotique ».

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à mes sentiments de vive estime et de profonde considération.

LILIANE ERNOUT
Secrétaire Générale
du Parti National Syndicaliste
Français

De son côté, M. Dayras, également mis en coupe, nous a adressé la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

A la suite de cette seconde offensive de M. J. B. Barbier contre la Commune, je dois réaffirmer ma position qui est celle des socialistes nationaux.

Je maintiens naturellement ce que j'avais affirmé au sujet du délégué à la justice Eugène Protot.

Il est certainement difficile d'avoir tenu ce rôle dans une période particulièrement troublée et d'échapper au titre de « pourvoyeur de geôle » surtout s'il est donné par Maxime du Camp. On a même pu dire comme le lieutenant-colonel Rousset que son énergie se dépensa surtout dans le crime, alors qu'au contraire son sang-froid empêcha des massacres incomparablement plus importants.

Georges Laronze dans son histoire de la Commune de 1871 parue en 1928 (Payot) établie d'après des documents précis parle de la clémence et de la miséricorde de Protot. Il cite entre autres, deux délégués — Coppens et Moiré — chargés de visiter les détenus et de provoquer la libération d'un certain nombre d'entre eux. La correspondance entre eux et Protot prouve bien qu'ils n'agissaient pas à son insu et n'avaient rien d'agents inférieurs s'arrangeant pour atténuer les despotiques décisions de leur « patron ».

Il est par contre exact que les Communards étaient très anticléricaux et que les brimades dont le clergé fit les frais n'étaient pas du meilleur goût. Mais elles firent au bout du compte plus de peur que de mal.

Protot, je ne le nie pas, était adversaire comme les socialistes de son temps, de la religion qu'il accusait d'imposture et de s'entendre trop bien avec le Pouvoir. Malgré cela ce n'était pas persécuteur et les sévices endurés par les prêtres sous la Commune ne sont rien à côté de ce qu'ils ont vu par la suite au cours des révolutions dans d'autres pays.

En bons masochistes qu'ils sont parfois ils n'en veulent plus à ceux qui les ont massacrés et à ce titre, je ne vois pas en quoi ils conserveraient une quelconque animosité contre des gens qui leur en ont fait beaucoup moins.

Le fait que l'ordre des avocats a refusé le droit à Protot de plaider n'est pas en soi une preuve d'infamie. Nous pouvons y voir également une pression de la part d'autorités supérieures et aussi une peur rétrospective d'officiers ministériels envers celui qui avait tenté une réforme de la magistrature et une nationalisation de leurs précieuses charges.

En ce qui concerne l'influence de Marx, il ne faut pas la faire plus grande que les marxistes ne le tentent eux-mêmes. J'ignorais la phrase de A. Zévaès disant aussi qu'il n'était connu en France que de nom, mais c'est bien la conclusion de ce qui ressort des témoignages marxistes. Ses ouvrages étaient pratiquement inconnus. Même son célèbre manifeste communiste de 1848 n'avait pas eu de répercussion et vingt ans après il n'était guère plus connu du public français. L'antipathie qu'il avait témoigné vis à vis des émigrés français de Londres et les appréciations défavorables visant les révolutionnaires français, ne les incitaient guère à le connaître davantage. En plus de cela, mis à part la "misère de la Philosophie" ses œuvres n'avaient jamais été traduites en français.

Dans le livre communiste sur la Commune (Bruhat, Dautry, Tersen) il est dit textuellement:

«...En effet, les œuvres de Karl Marx sont peu connues en France. Le Capital paraît à Londres en juillet 1867. Une traduction française est immédiatement prévue. Elle devait être faite par Elisée Reclus avec l'aide du socialiste allemand Moses Hess. Ce projet ne fut pas réalisé. Deux ans plus tard, Charles Keller interrompt la traduction qu'il avait commencée. C'est au mois d'août 1872 - donc après la Commune - que paraît la première livraison de la traduction faite par Joseph Roy pour l'édition Lachâtre. »

Nous ne pouvons être plus royalistes que le roi et prêter à Marx une influence que ses partisans ne lui donnent même pas.

M. Isaiah Berlin, dans son livre "Karl Marx" (n.r.f.) dit: "Bien qu'il écrivit beaucoup, il ne fut pas très lu de son vivant; et quand à la fin de la décennie de 1870, ses œuvres commencèrent à atteindre le grand public, elles ne durent initialement leur succès qu'à la popularité croissante du mouvement avec lequel il s'était identifié, plutôt qu'à une reconnaissance de ses mérites."

Benoit Malon ancien proudhonien rallié au marxisme reproche à son ancien maître d'avoir fait une conspiration du silence « qui continua à être ignorée du public français. Cela dura longtemps (jusqu'à la Commune) » (Revue socialiste 15 janvier 1887 citée par P. Hauptmann dans « Marx et Proudhon ».

Nous pouvons affirmer que si Marx était connu des membres de l'Internationale ce n'était qu'en tant que secrétaire de sa section et membre influent, mais nullement comme fondateur de la religion marxiste. Il est fort possible que par la suite beaucoup y adhérèrent, faute d'ailleurs d'un parti assez puissant pour les empêcher de glisser sur cette pente. Un mouvement sauvegardant notre propre tradition révolutionnaire les auraient sauvés d'une doctrine étrangère et pernicieuse.

Malheureusement le socialisme français périt avec la Commune qui en a été la dernière grande manifestation. Parfois il lui arrive, frère ennemi du marxisme, de renaître sous d'autres formes. Rejeté de la gauche qui veille jalousement sur son monopole et craint la concurrence et non admis par la droite classique, il vit indépendamment de l'un et de l'autre et s'en porte bien.

Je vous assure, Monsieur le Directeur, de mes très fidèles sentiments.

René Dayras

Enfin, Pierre Dominique nous écrit :

17 décembre 1964

Mon cher Bardèche,

Finissons-en, voilà maintenant que M. J.B. Barbier s'étonne que ma *Commune* ait pu être rééditée deux fois. Il s'étonne aussi que l'on puisse dire de Gallifet qu'il a été un massacreur. Renvoyez-le au fameux dîner chez le duc d'Aumale où Gallifet oubliant qu'il s'agissait d'hommes et de Françias, s'était permis de dire que si c'était à recommencer, il en massacrerait encore davantage; Alphonse Daudet lui cria:

— Ce que vous dites est abominable.

Tandis que Léon empoignait la carafe et se disposait à casser la tête du soudard.

Avec toutes nos guerres civiles, il y a toujours en - nous en savons quelque chose aujourd'hui - des hommes qui souffrent de ce que les bagnes politiques ne soient pas perpétuels.

Avec toutes mes amitiées.

PIERRE DOMINIQUE.

LES SEPT COULEURS - B.P. 51-05

Dépôt central : 58, rue Mazarine, Paris-6^e

PAUL RASSINIER

Le drame des Juifs Européens

Doit-on admettre le chiffre de six millions de morts ?

Un vol. in-8° carré, 274 pages, doc. 18,00 F

**Faites vos commandes dès maintenant si vous voulez avoir
un exemplaire. Le volume ne sera mis en vente en librairie
qu'à une date ultérieure**

**Paiements par virement à notre C.C.P. : *Les Sept Couleurs*,
C.C.P. 218219 Paris**

Les Sept Couleurs

27, rue de l'Abbé Grégoire, 27 - PARIS (6°)

C. C. P. 2182-19 Paris

A paraître prochainement

Robert BRASILLACH

Lettres écrites en prison

***La correspondance de Robert
BRASILLACH avec sa famille de
novembre 1944 à février 1945.***

Un volume in-8° de 245 pages

Prix de souscription 10,00 F. port en sus

Le gérant : Maurice BARDECHE
Imprimerie de l'Indépendant, Montargis
Dépôt légal I^{er} Trimestre 1965 N° d'impression : I